



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional d'Assistance Technique**  
**pour l'Afrique Centrale**



**RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN**  
**AFRIQUE CENTRALE**

**ÉXECUTION ANNÉE FISCALE 2020, PROGRAMME DE TRAVAIL**  
**2021, PERSPECTIVES 2022**

*AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :*



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



République Populaire de Chine



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,  
Education and Research EAER  
State Secretariat for Economic Affairs SECO

## Liste d'acronymes et abréviations

ACBF	<i>African Capacity Building Foundation</i> – Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
AFD	Agence française de développement
AFR	Département Afrique du Fonds monétaire international
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC	Centre d'assistance technique pour l'Afrique
AFRITAC Centre ou AFC	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale
AFRITAC Sud ou AFS	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe
AT	Assistance technique
BRB	Banque de la République du Burundi
CDMAP	<i>Capacity Development Management and Administration Program</i> – Programme de gestion de d'administration du renforcement des capacités
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFA	Communauté financière africaine
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COVID-19	<i>Coronavirus disease 2019</i> – Maladie à coronavirus 2019
CUT	Compte unique du trésor
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
D4D	<i>Data for Decisions</i> – Fonds thématique « données pour décider »
DMF	<i>Debt management facility</i> – Mécanisme de gestion de la dette
EAC	<i>East african community</i> – Communauté de l'Afrique de l'Est
ECT	Expert court terme
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
ICAAP	<i>Internal Capital Adequacy Assessment Process</i> – Processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres
IDC	Institut pour le développement des capacités
IFA	Institut de formation pour l'Afrique
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i> - Normes internationales d'information financière
IPSAS	<i>International Public Sector Accounting Standards</i> -Normes comptables internationales pour le secteur public
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
NBE	Nomenclature du budget de l'Etat
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Organisation mondiale des douanes
ONC	Offres non compétitives
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PCE	Plan comptable de l'Etat
PEFA	<i>Public Expenditure and Financial Accountability</i> – Cadre d'évaluation et de gestion des finances publiques
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RMTF	<i>Revenue mobilization trust fund</i> – Fonds thématique de mobilisation des recettes
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen terme
SGDD	Système général de diffusion des données
S.O.	Sans objet
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## Table des matières

<b>I. Introduction et Contexte.....</b>	<b>7</b>
Le programme.....	7
L’AFC.....	7
La vision sur laquelle le programme de travail est fondée .....	7
Le contexte régional.....	8
Le contexte macroéconomique .....	8
L’objectif fondamental.....	11
Les objectifs stratégiques.....	11
La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs.....	12
Les défis et les risques liés à l’exécution du programme de travail.....	12
<b>II. Programme de travail d’AFRITAC Centre .....</b>	<b>12</b>
A. Quelques résultats clés de l’année fiscale 2020 .....	12
C. Les priorités du Centre pour l’année fiscale 2021.....	23
D. Les moyens d’action envisagés et les modalités opérationnelles .....	25
E. Exécution et programmation des ressources du Centre.....	28
<b>III. Performance 2020 et programmations 2021 et 2022 par domaine .....</b>	<b>32</b>
<b>A. Administration des revenus .....</b>	<b>32</b>
A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus.....	32
A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales.....	34
A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières .....	36
<b>B. Gestion des finances publiques .....</b>	<b>38</b>
B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques .....	38
B.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques .....	39
B.3 Améliorer l’exécution et le contrôle budgétaire.....	41
B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers.....	43
B.5 Améliorer la gestion des actifs et des passifs.....	45
<b>C. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires.....</b>	<b>46</b>
C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques .....	46
C.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques .....	47
C.3 Renforcer l’identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires .....	49
<b>D. Statistiques des finances publiques .....</b>	<b>50</b>
D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision.....	50

<b>E. Statistiques macroéconomiques</b> .....	53
E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision.....	53
<b>F. Gestion de la dette publique</b> .....	56
F.1 Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable.....	57
F.2 Mettre en place une infrastructure de marché des titres et développer les capacités pour réaliser des financements à moindre coût .....	58
F.3 Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette .....	58
F.4 Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur .....	58
F.6 Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en aidant en la mise en place d'un cadre légal et institutionnel approprié.....	60
F.7 Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en mettant en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de <i>reporting</i> et de suivi de la dette.....	60
<b>G. Régulation et supervision bancaires</b> .....	61
G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales .....	61
G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire .....	62
G.3 S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier .....	65
G4. Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement. ....	66

## Encadrés

1. Projet de renforcement de la mobilisation des recettes, collaboration douanes – impôts au Gabon.....	21
2. Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette.....	56

## Réussites remarquables

Adoption du code des douanes communautaire et de ses textes d'application.....	33
Recettes affectées dans le budget général et le suivi des établissements publics .....	42
Amélioration de la qualité comptable en République Centrafricaine .....	44
Renforcement des dispositifs de programmation budgétaire à moyen terme .....	48
Elaboration d'un fichier institutionnel du secteur public camerounais pour des fins d'extension de la couverture des statistiques des finances publiques.....	51
Appui à la souscription au SGDD-a.....	55
Développement du marché des titres d'Etat en RDC .....	59
Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit.....	63

## Graphiques

Graphique 1 : Cadres logiques par domaine (en nombre) .....	14
Graphique 2 : Cadres logiques par pays/institutions (en nombre) .....	14
Graphique 3 : Etapes intermédiaires par domaine (en nombre) .....	15
Graphique 4 : Etapes intermédiaires par pays/institutions (en nombre) .....	15
Graphique 5 : Etapes intermédiaires – Performance globale .....	16
Graphique 6 : Performance des étapes intermédiaires par domaine .....	17
Graphique 7 : Performance des étapes intermédiaires par pays/institutions .....	17
Graphique 8 : Résultats escomptés par domaine (en nombre) .....	18
Graphique 9 : Résultats escomptés par pays/institutions (en nombre) .....	18
Graphique 10 : Performance des résultats escomptés par domaine .....	19
Graphique 11 : Performance des résultats escomptés par pays/institutions .....	19
Graphique 12 : Activités par pays (en nombre) .....	28
Graphique 13 : Activités par domaine (en nombre) .....	29
Graphique 14 : Ressources par pays (en personnes semaines) .....	29
Graphique 15 : Ressources par domaine (en personnes semaines) .....	30
Graphique 16 : Répartition des ressources par pays .....	30
Graphique 17 : Répartition des ressources par domaine .....	31
Graphique 18 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire .....	31

## Annexes

1. Activités du Centre pendant le confinement
2. Cadres logiques
3. Impact du COVID-19 sur les résultats
4. Personnel
5. Rapport financier
6. Activités par pays et domaine
7. Séminaires régionaux, cours et visites professionnelles
8. Ressources par pays et domaine

## I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

### *Le programme*

1. **Ce document présente une synthèse révisée de l'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2020, du programme de travail de l'année fiscale 2021 (du 1<sup>er</sup> mai 2020 au 30 avril 2021) et des perspectives de l'année fiscale 2022 du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre, ou AFC) à la suite de la crise sanitaire du COVID-19.**
2. **Depuis mars, la pandémie du COVID-19 n'a pas épargné les pays de la sous-région et a obligé le Centre à adapter les modes de délivrance de ses activités d'assistance technique afin de maintenir son appui aux pays et institutions membres.** Les restrictions de déplacement qui s'en sont suivies ont empêché l'ensemble des personnels du Centre d'effectuer des missions sur site afin d'appuyer les pays membres et les institutions bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs réformes respectives.
3. **Malgré ces conditions, le Centre a poursuivi la délivrance de l'assistance technique dans l'ensemble de ses domaines d'intervention.** En effet, plusieurs missions d'assistance technique de l'année fiscale 2020 initialement prévues sur site ont donc été remplacées par des missions virtuelles délivrées à distance. Ainsi, en dehors de ces missions classiques, le Centre a contribué à la rédaction de notes techniques et à l'organisation de nombreux webinaires à l'aide de divers outils de communication à distance tels que les réseaux sociaux, les messageries électroniques et les appels téléphoniques. Le Centre a délivré des appuis-conseils aux autorités bénéficiaires dans ses domaines respectifs durant la période du confinement due à la pandémie du COVID-19.

### *L'AFC*

4. **Établi en novembre 2007 à Libreville au Gabon, AFC a pour objectifs d'aider les pays de la région à renforcer leurs capacités de gestion macroéconomique** et de répondre aux besoins d'assistance technique (AT) et de formation en gestion macroéconomique et financière de ses pays membres que sont le *Burundi*, le *Cameroun*, la *République du Congo*, la *République Centrafricaine*, la *République démocratique du Congo*, le *Gabon*, la *Guinée équatoriale*, *Sao Tomé-et-Principe* et le *Tchad*.

### *La vision sur laquelle le programme de travail est fondée*

5. **Le programme de travail repose sur la vision d'AFC d'être le centre d'excellence en matière d'assistance technique et d'amélioration des capacités au niveau de la région.** Le Centre fournit des activités d'assistance technique de haut niveau au bénéfice des autorités des pays et des institutions régionales. AFC veille à la qualité de ses activités par une sélection rigoureuse de ses experts ainsi que par le contrôle systématique à posteriori par les services centraux du FMI. Le Centre est en permanence à l'écoute des besoins spécifiques de ses pays membres et adapte ses activités d'assistance technique en fonction de leurs besoins, et en coopération avec les autres partenaires au développement pour faciliter la synergie et la coordination des efforts.

### *Le contexte régional*

- 6. Pouvoir surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour ces pays membres.** À l'exception de la RCA, tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (*COMESA*). Le *Burundi* a rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est (*CAE*), tandis que la *RDC* est membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (*SADC*). Pour les six pays membres de la *CEMAC*, le programme de travail tient compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la monnaie et de la supervision bancaire commune* à travers la *COBAC*. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son programme d'intervention.
- 7. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le *Gabon* et la *Guinée équatoriale* ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. La *République du Congo*, la *RCA*, et le *Tchad* en zone *CEMAC* ainsi que le *Burundi*, la *RDC* et *Sao Tomé-et-Principe* sont des pays en situation de fragilité.

### *Le contexte macroéconomique*

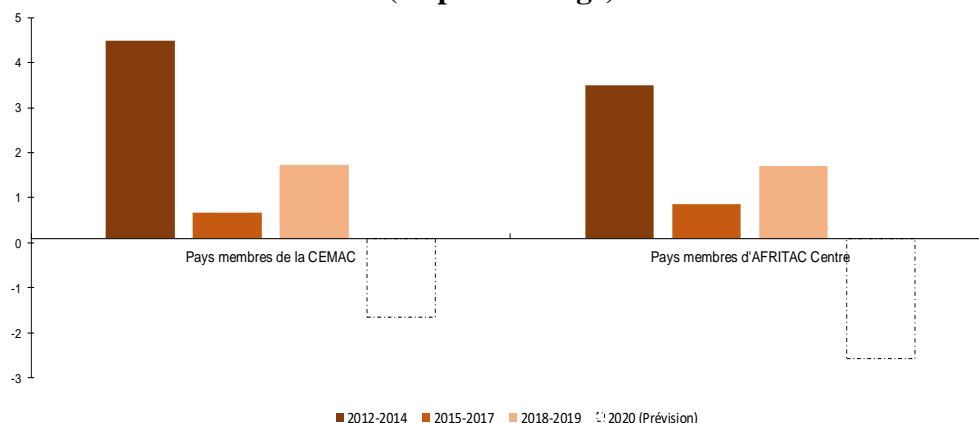
- 8. À l'instar de l'Afrique subsaharienne, les États membres d'AFC font face à des défis macroéconomiques et financiers.** Depuis le début de cette année, l'Afrique centrale ainsi que le reste de l'Afrique subsaharienne sont confrontées à une crise sanitaire et économique sans précédent, qui menace de déstabiliser la région et d'inverser les progrès constatés ces dernières années sur le front du développement. En outre, le bouleversement des moyens d'existence qu'elle entraîne et les dommages qu'elle cause aux entreprises et aux bilans publics, cette crise pourrait assombrir les perspectives de croissance de la sous-région dans les prochaines années. Comme dans le reste du monde, la crise sanitaire a engendré une crise économique dans la sous-région résultant de trois chocs de taille sur l'activité économique :

- Les strictes mesures d'endiguement et d'atténuation que les pays ont dû prendre pour limiter la propagation du COVID-19 ont perturbé la production et ont réduit nettement la demande;
- L'effondrement de la croissance économique mondiale et le resserrement des conditions financières ont de fortes retombées sur la sous-région;
- Ces effets sont aggravés par la brusque baisse des cours des matières premières, notamment du pétrole, qui accentue les difficultés dans certains des plus grands pays de la région, riches en ressources naturelles.

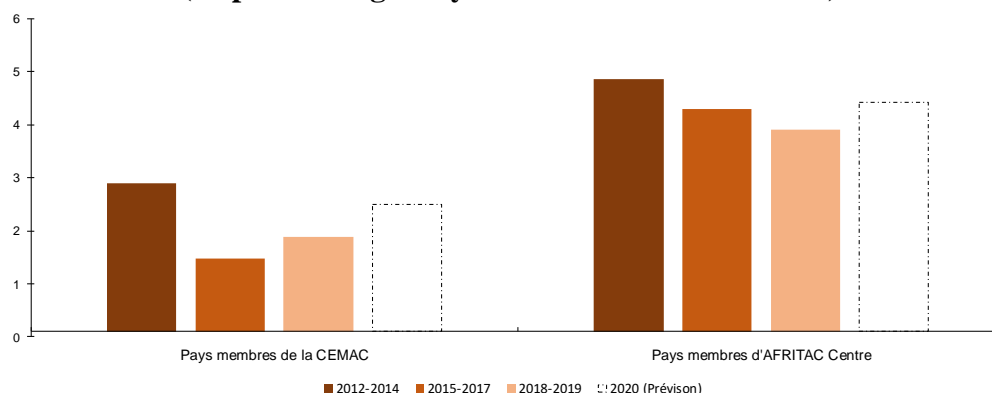
**En conséquence, une contraction de 2,6 % de l'économie sous-régionale est anticipée cette année** — et une révision à la baisse de 5,2 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'octobre 2019. La pandémie frappe le continent à un moment où la plupart des pays manquent d'espace budgétaire pour absorber un tel choc, ce qui complique la riposte des pouvoirs publics. Les économies les moins diversifiées seront les plus gravement touchées, en raison de la baisse des cours des matières premières et des mesures d'endiguement.

**Cette crise frappe la sous-région au moment où tous les pays membres poursuivaient la mise en œuvre des politiques de rationalisation des choix budgétaires en partie grâce aux programmes de réformes économiques avec l'appui du FMI et d'autres partenaires au développement depuis 2017.** Ces programmes avaient permis aux pays membres de commencer à renverser la montée des déficits et d'arrêter la hausse de l'endettement public, ainsi que l'accroissement des vulnérabilités des établissements bancaires et financiers qui ont caractérisé la période précédente de 2015 à 2017 quand le développement économique et social des États membres a été entravé à la suite de la chute vertigineuse précédente des prix des matières premières. Cela avait déjà éloigné les États membres d'une croissance robuste accompagnée d'une situation macroéconomique stable pendant la période allant de 2012 à 2014.

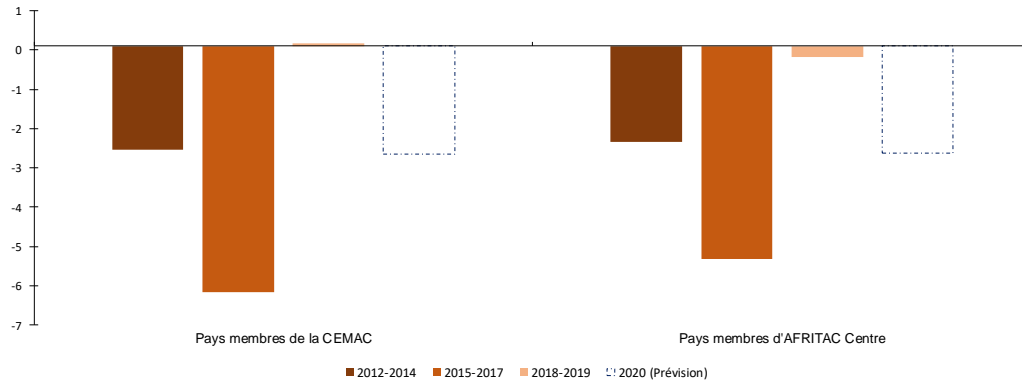
### Croissance du PIB (en pourcentage)



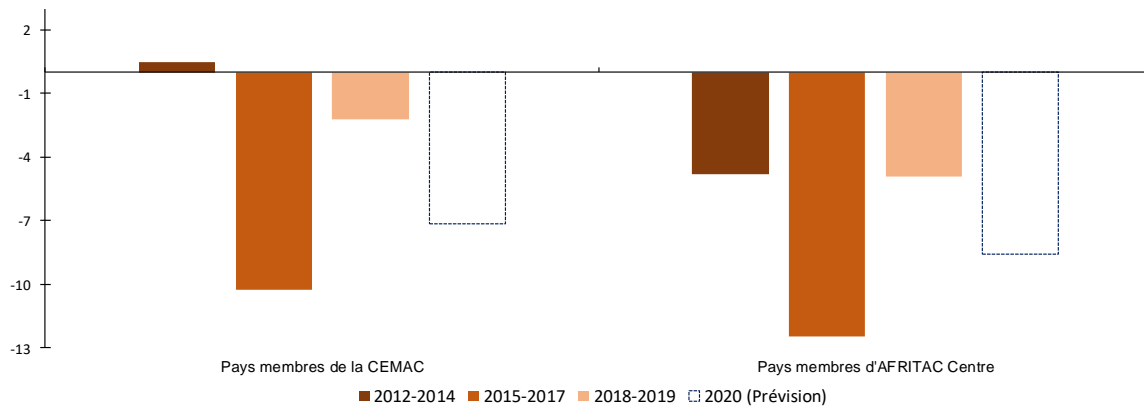
### Inflation des prix à la consommation (en pourcentage moyen de la variation annuelle)



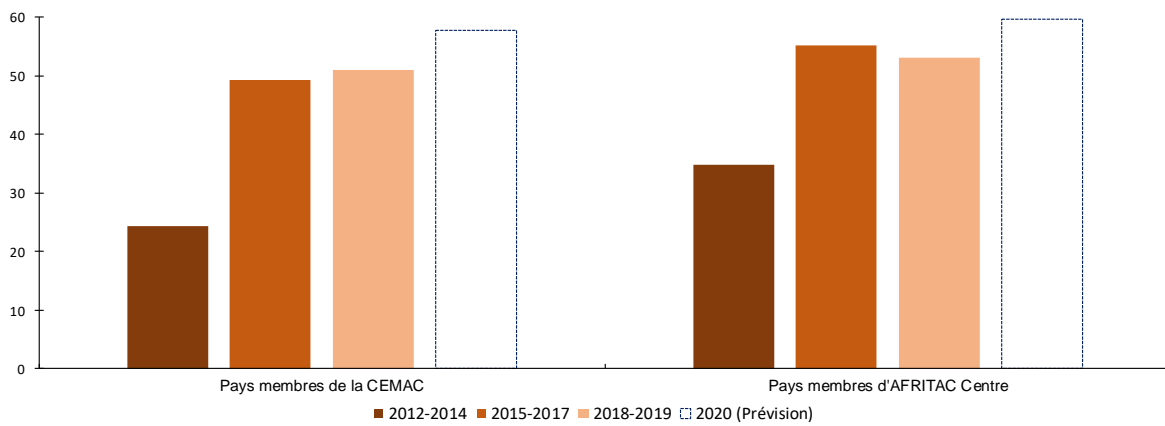
### Solde budgétaire global (dons compris) (en pourcentage du PIB)



### Solde extérieur courant (dons compris) (en pourcentage du PIB)



### Dettes publiques (en pourcentage du PIB)



Source : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, avril 2020.

*L'objectif fondamental*

- 9. L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre** pour les aider à faire face aux défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
- 10. Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI.** Le Centre met à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme d'assistance technique prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des politiques entre les pays membres et trouve son fondement dans les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI.

*Les objectifs stratégiques*

- 11. Le programme de travail exécuté au cours de la période sous revue se décline des objectifs stratégiques retenus dans le cadre du troisième cycle de financement d'AFC couvrant la période novembre 2017- avril 2022<sup>1</sup>.** Ces objectifs sont les suivants :

- Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des revenus en vue d'améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales,
- Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, la préparation et le contrôle de l'exécution ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays,
- Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d'autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité,
- Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes nationaux, et harmoniser les statistiques régionales,
- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer les marchés financiers locaux et régionaux de la dette intérieure dans le contexte d'une solide gestion de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région<sup>2</sup>,

<sup>1</sup> Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [sur notre site web www.afritacentre.org](http://www.afritacentre.org)

<sup>2</sup> Le programme de travail en gestion de la dette publique pour l'année fiscale 2021 est présenté dans ce rapport à titre indicatif en raison du financement de ses activités par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du Fonds monétaire international.

- Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables conformément aux normes internationales en la matière ainsi qu’aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques.

*La collaboration avec les services du FMI et les partenaires extérieurs*

**12. Le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres.** Le programme d’AFC est ainsi intégré dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer leurs réformes. Le programme pour l’année fiscale 2021 est aussi marqué par une intégration accrue de l’assistance technique dans les activités de prêt et de surveillance du FMI.

**13. Pour favoriser les synergies et éviter les duplications possibles, les activités sont coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires** impliqués dans la mise en œuvre des réformes dans les pays membres. Ces partenaires sont les suivants : ACBF, AFD, AFRISTAT, Banque africaine de développement, Banque de France, Banque mondiale, CNUCED, Coopération française, Expertise France, GIZ, ONU Femmes et Union européenne.

*Les défis et les risques liés à l’exécution du programme de travail*

**14. Les défis et les risques liés à l’exécution du programme de travail ont les composantes principales suivantes :** le risque d’instabilité de la situation sécuritaire et sanitaire dans quelques pays membres, un engagement insuffisant à l’égard des réformes, des besoins importants en renforcement des capacités humaines, un taux de rotation élevé des personnels et des limitations techniques (par exemple, l’absence d’infrastructures informatiques et télécoms), l’indisponibilité des équipes nationales et/ou régionales, le désistement après confirmation de participation et l’annulation de certaines activités en raison de changements de priorité, le retard de transmission par les pays des documents de désignation et de voyage pour leurs participants aux activités régionales ainsi que des ressources financières insuffisantes.

## **II. PROGRAMME DE TRAVAIL D’AFRITAC CENTRE**

### **A. Quelques résultats clés de l’année fiscale 2020**

- Rédaction des textes d’application du nouveau code communautaire des douanes en zone *CEMAC*,
- Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit à la *COBAC*,
- Mise en place d’un cadre de suivi des établissements publics nationaux et la préparation d’un rapport sur leurs états financiers au *Gabon*,
- Amélioration de la qualité comptable en vue du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale en *République Centrafricaine*,
- Renforcement des dispositifs de programmation budgétaire à moyen terme en *République Centrafricaine*,

- Elaboration d'un fichier institutionnel du secteur public camerounais à des fins d'extension de la couverture des statistiques des finances publiques au *Cameroun*,
- Actualisation des données du produit intérieur brut en *République Centrafricaine*,
- Appui à la souscription au Système Général de Diffusion des Données-amélioré au *Gabon*,
- Développement du marché des titres d'Etat en *République Démocratique du Congo*.

Même si la crise sanitaire du COVID-19 a ralenti le rythme de la fourniture de l'assistance technique, plusieurs activités importantes conduites pendant cette période ont permis de maintenir une dynamique positive (annexe 1). Au titre de ces activités menées à distance, on peut notamment citer les suivantes :

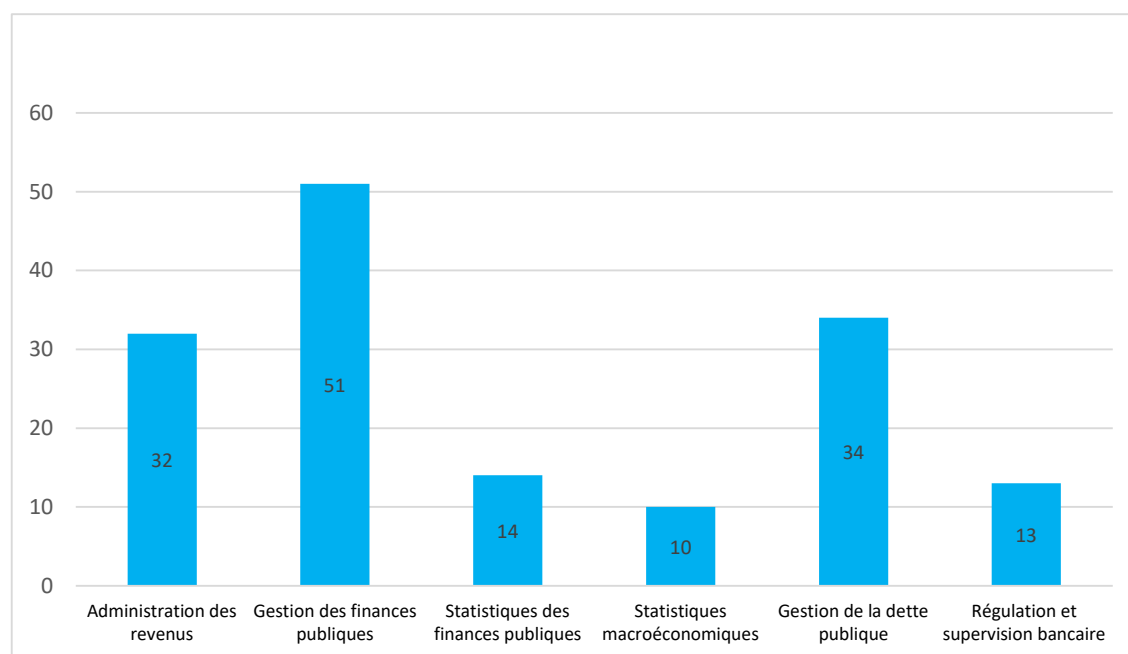
- AFC a appuyé la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques (DGBFIP) du *Gabon* pour la préparation du plan d'engagement des dépenses du budget de l'Etat pour l'exercice 2021,
- En *République Centrafricaine*, le Centre a apporté un appui à la conception d'une procédure sécurisée et automatisée d'évaluation en douane à l'importation,
- En *République Centrafricaine*, le Centre a appuyé les autorités centrafricaines à finaliser les textes relatifs à la mise en place d'une structure de coordination des activités de gestion de la dette,
- En *RDC*, AFC a participé à la revue du projet de décret portant création de la cellule technique de suivi des travaux d'infrastructures au niveau de la Présidence de la République,
- Au *Tchad*, le Centre a contribué à des simulations de l'impact de la baisse des cours du pétrole sur les prévisions des recettes à l'aide du module pétrole du modèle SIGNET ainsi que de la maquette proposée par la précédente mission du département des finances publiques du FMI.

## **B. Indicateurs de performance de l'assistance technique du Centre**

**15. L'ensemble des missions d'assistance technique du Centre est intégré dans des cadres logiques (ou cadres de résultats) qui permettent de suivre la performance de l'ensemble des activités d'assistance technique d'AFRITAC.** Le Centre a élaboré des cadres logiques pour les années fiscales 2020, 2021 et 2022 (annexe 2). Cette approche permet une visibilité à moyen terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

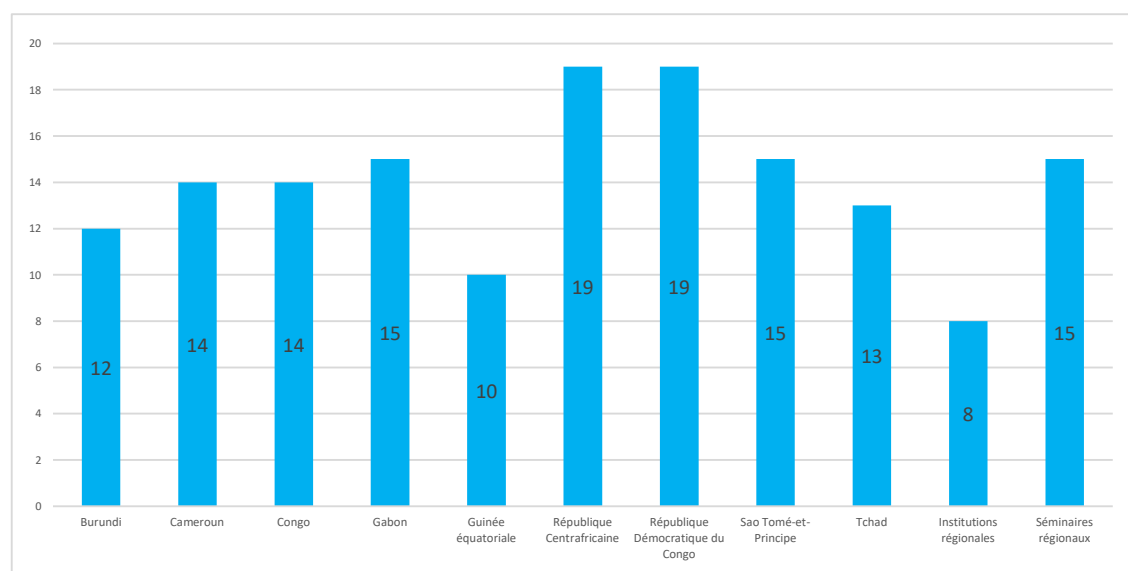
**16. Les performances décrites ci-dessous concernent uniquement l'année fiscale 2020.** Elles ont été obtenues sur la base des informations renseignées dans la plate-forme de gestion axée sur les résultats du FMI par les conseillers résidents du Centre dans leurs domaines respectifs. L'analyse de la performance de l'assistance technique du Centre se base sur les informations extraites de la plate-forme de gestion axée sur les résultats en date du 15 mai 2020.

**17. Les cadres logiques (154 au total) comprennent les objectifs, les résultats escomptés, les indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques liés aux objectifs de l'assistance technique.** Les graphiques 1 et 2 présentent le nombre de cadres logiques par domaine et par pays et/ou institutions régionales pour l'année fiscale 2020.

**Graphique 1 : Cadres logiques par domaine (en nombre)**

Source : AFRITAC Centre

Note : L'administration des revenus inclut l'administration douanière et fiscale. Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité publique et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macroéconomiques et budgétaires.

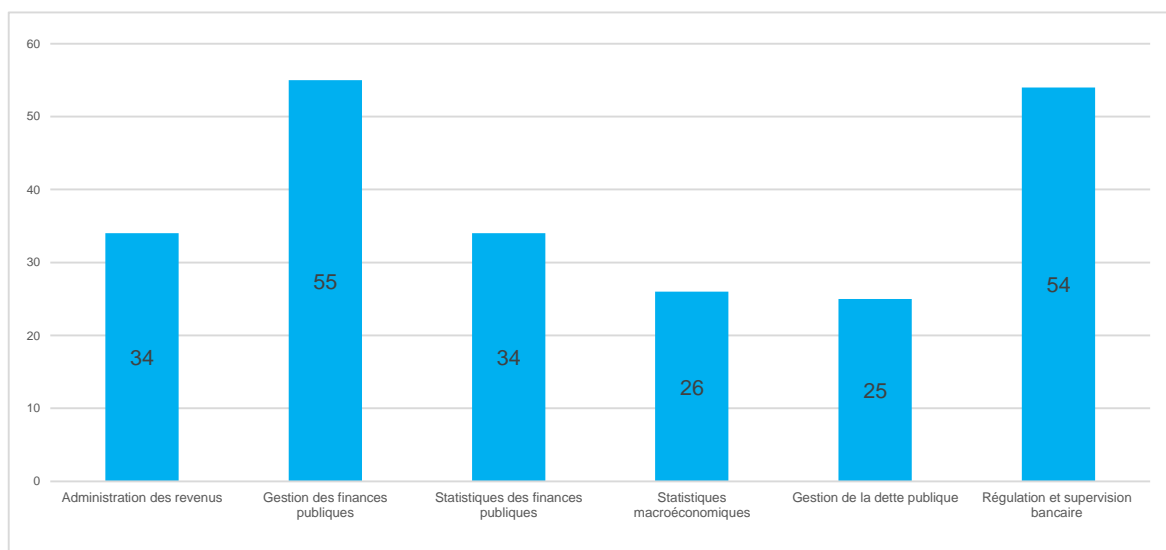
**Graphique 2 : Cadres logiques par pays/institutions (en nombre)**

Source : AFRITAC Centre

**18. Les étapes intermédiaires sont un élément important de la chaîne de résultat d'AFRITAC Centre.** Elles constituent des jalons préalables à la réalisation des résultats escomptés. Elles sont délimitées dans le temps et fixées après une consultation tripartite impliquant le conseiller résident, le siège du FMI et les autorités nationales et les institutions bénéficiaires. Pour l'année fiscale 2020, les graphiques 3 et 4 présentent le nombre

d'étapes intermédiaires par domaine et par pays/institutions. Durant l'année fiscale 2020, le Centre a mis en œuvre 228 étapes intermédiaires contre 169 pour l'année fiscale 2019.

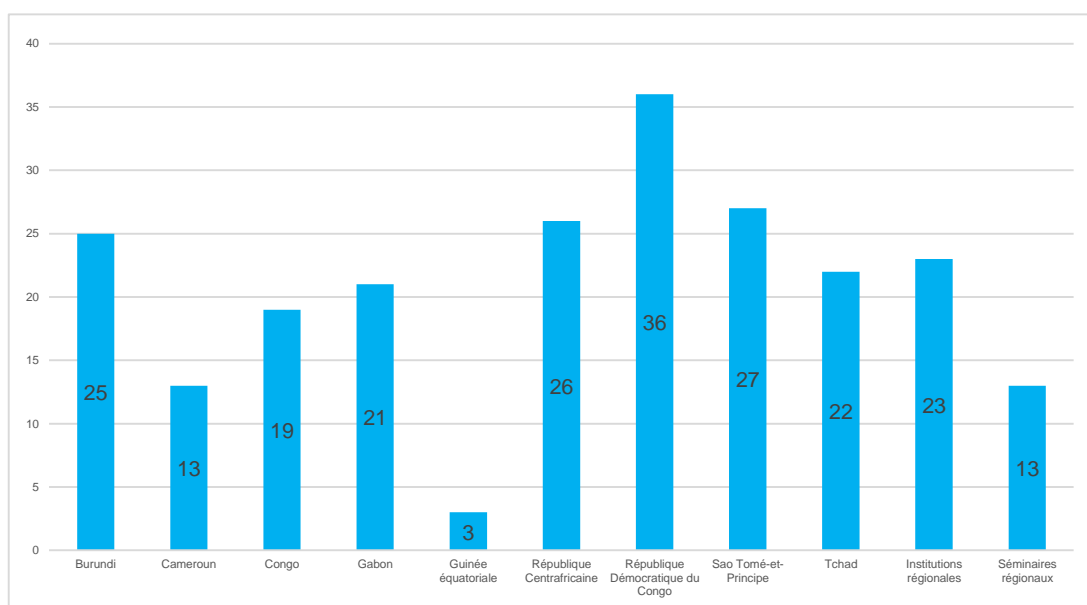
**Graphique 3 : Etapes intermédiaires par domaine (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

**19. Au cours de l'année fiscale 2020, il y a eu une plus grande appropriation de l'approche de gestion axée sur les résultats par les conseillers résidents** engendrant ainsi une meilleure planification et un meilleur séquençage des étapes intermédiaires. Durant cette année, le Centre a consolidé les acquis en matière de gestion axée sur les résultats dans l'ensemble de ses domaines d'intervention.

**Graphique 4 : Etapes intermédiaires par pays/institutions (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

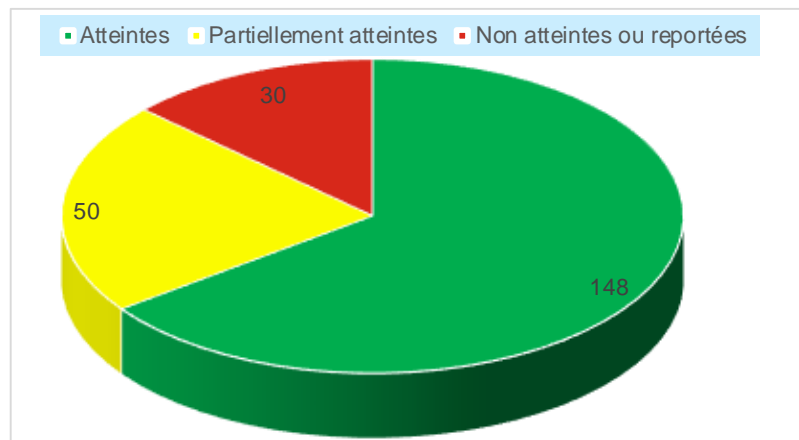
**20. La performance globale indique que 148 étapes intermédiaires (65%) ont été atteintes** (graphique 5). Les Etats et institutions bénéficiaires ont globalement bien appli-

qué le cahier de route des réformes que les cadres logiques du Centre sont censés couvrir. C'est un signal positif dans le cadre des objectifs et résultats à atteindre au cours des prochaines années fiscales.

- 21. Les 50 étapes intermédiaires (22%) qui ont partiellement été atteintes s'expliquent par différentes raisons notamment l'insuffisance des moyens humains, techniques et financiers pour mettre en œuvre les réformes envisagées.** Le Centre fournira des efforts supplémentaires au cours des prochaines années pour tenir compte de ces limites institutionnelles. Le séquençage de certaines étapes intermédiaires est également un domaine sur lequel le Centre travaillera davantage afin de rester au plus près des besoins et des capacités réelles des Etats et des institutions bénéficiaires à appliquer les recommandations du Centre.
- 22. 30 étapes intermédiaires (13%) n'ont pas été atteintes ou ont été reportées.** Si ce chiffre est relativement faible, les raisons résident dans la faiblesse des moyens à disposition pour enclencher les réformes ainsi que dans les périodes d'instabilité politique et institutionnelle dans certains pays (comme le Burundi) qui affectent l'atteinte des résultats intermédiaires et, plus globalement, la réussite des réformes. Dans certains pays de la sous-région, des changements fréquents de priorités ont rendus ainsi caduques certaines étapes intermédiaires formulées en début d'année fiscale. Aussi, les délais de mise en œuvre de certaines étapes intermédiaires ont parfois posé un problème. En effet, certaines étapes intermédiaires ne pouvaient être réalisées dans la période initialement prévue en raison de leur complexité supposée, du manque de moyens des bénéficiaires (comme précédemment cité) ou encore par le report *sine die* et l'annulation de certaines étapes intermédiaires à la suite de changements de priorités (COBAC). Des contraintes budgétaires ainsi que des problèmes récurrents de sécurité dans certains pays ont également contribué à l'annulation ou au report des certaines missions d'assistance technique.

### Graphique 5 : Etapes intermédiaires – Performance globale

(Sur un total noté de 228 étapes intermédiaires notées)



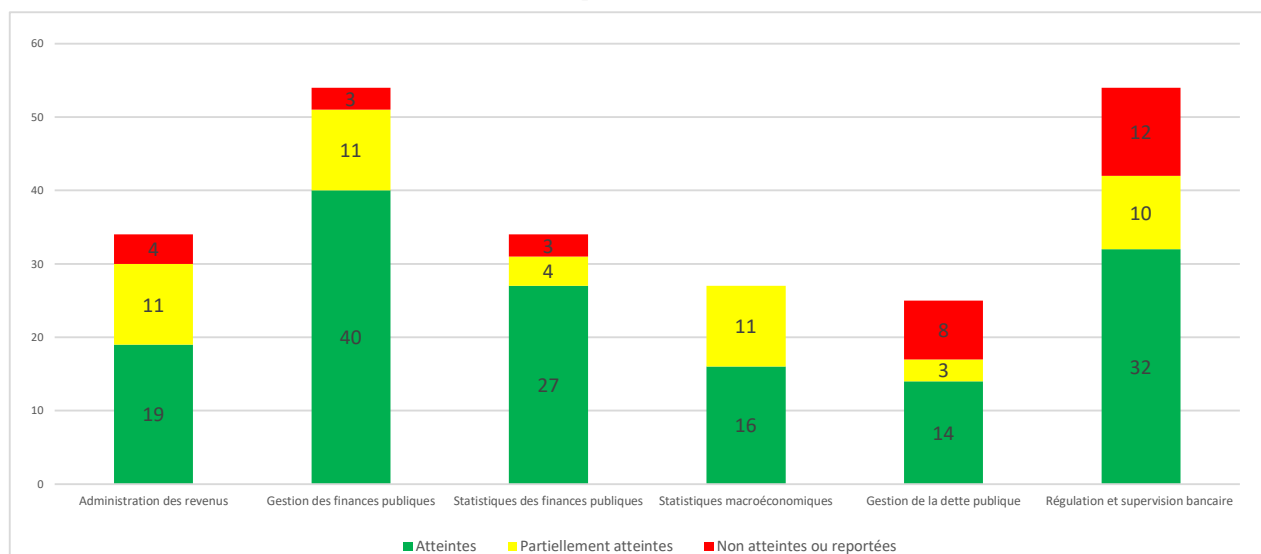
Source : AFRITAC Centre

- 23. L'impact du COVID-19 sur les indicateurs de performance du Centre** n'est pas négligeable puisque 8 étapes intermédiaires ont été reportées ou annulées en raison de la pandémie, soit environ 1 tiers du total des étapes intermédiaires non atteintes ou reportées

de l'année fiscale 2020 (annexe 3). Selon les cas, la réalisation de ces étapes intermédiaires se feront au cours de l'année fiscale 2021 à travers la conduite de missions virtuelles ou par le biais de missions sur site lorsque les déplacements seront à nouveau autorisés.

### Graphique 6 : Performance des étapes intermédiaires par domaine

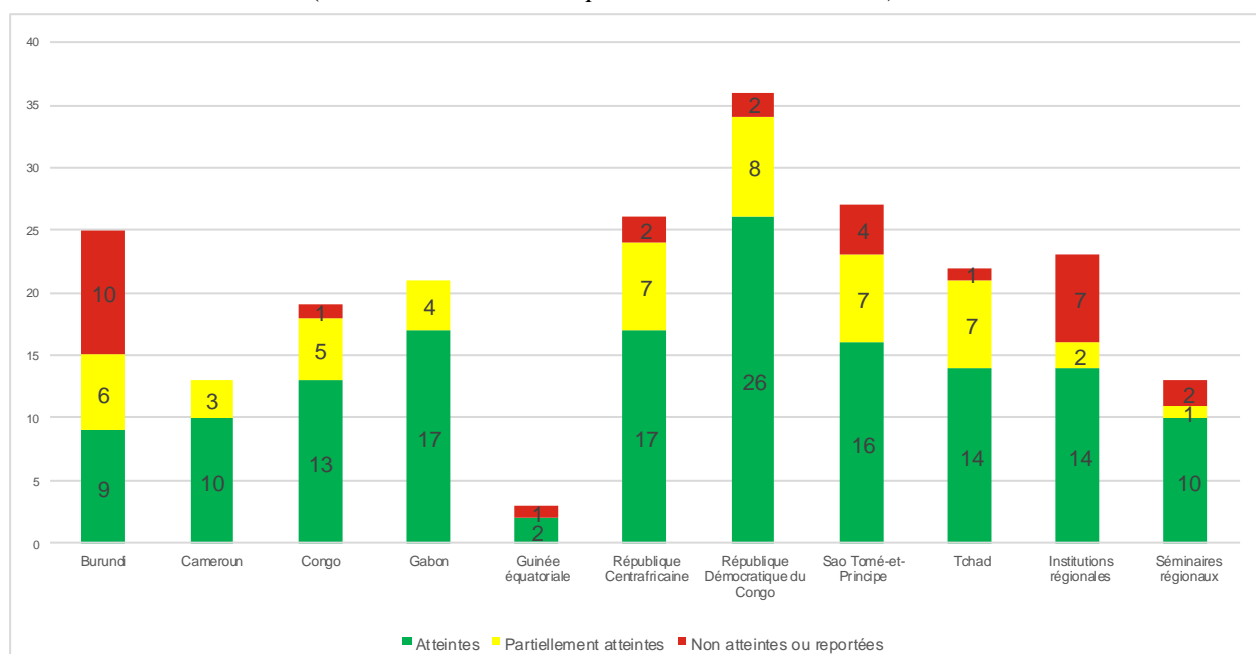
(Sur un total de 228 étapes intermédiaires notées)



Source : AFRITAC Centre

### Graphique 7 : Performance des étapes intermédiaires par pays/institutions

(Sur un total de 228 étapes intermédiaires notées)

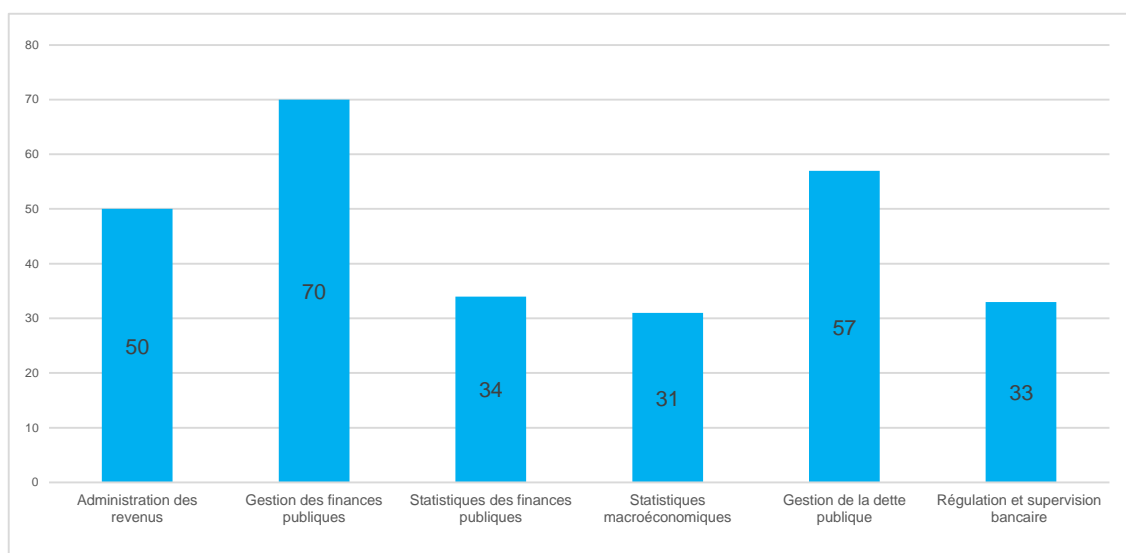


Source : AFRITAC Centre

**24. Au cours de l'année fiscale 2020, le Centre a procédé pour la première fois à la notation des résultats escomptés contenus dans les cadres logiques du Centre (275 résul-**

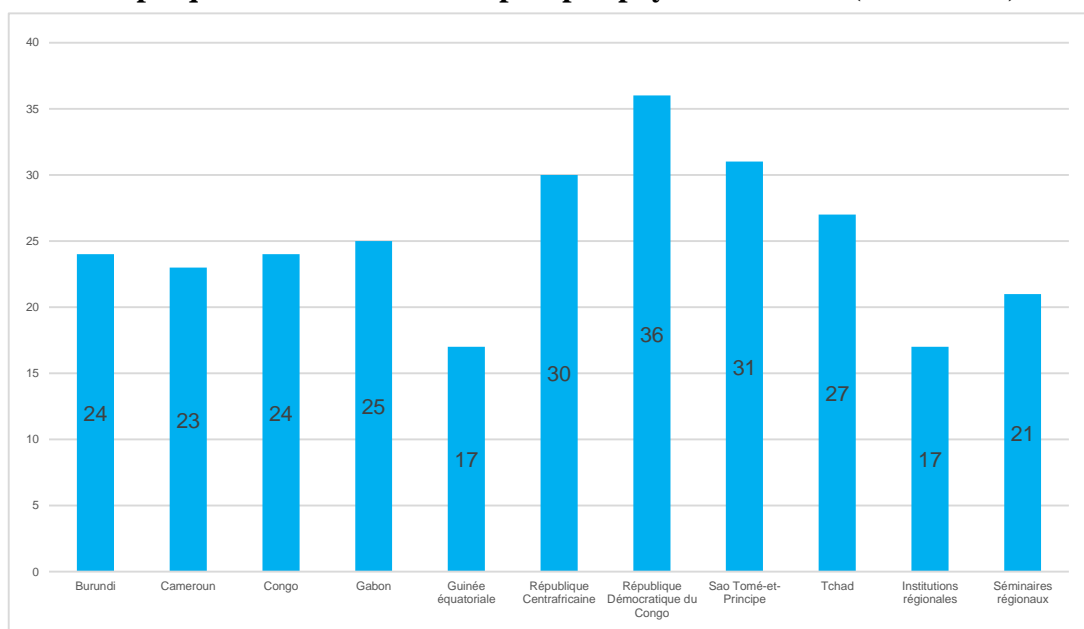
tats escomptés pour l'année fiscale 2020). Les résultats escomptés permettent de mesurer les progrès dans la réalisation des objectifs stratégiques du Centre et à ce titre ils constituent un élément capital de la chaîne de résultats. Les graphiques 8 et 9 présentent le nombre de résultats escomptés pour l'année fiscale 2020, par domaine et par pays/institutions. Il est à noter que la performance des résultats escomptés se mesure à la lumière de la performance des étapes intermédiaires de l'ensemble des années fiscales.

**Graphique 8 : Résultats escomptés par domaine (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

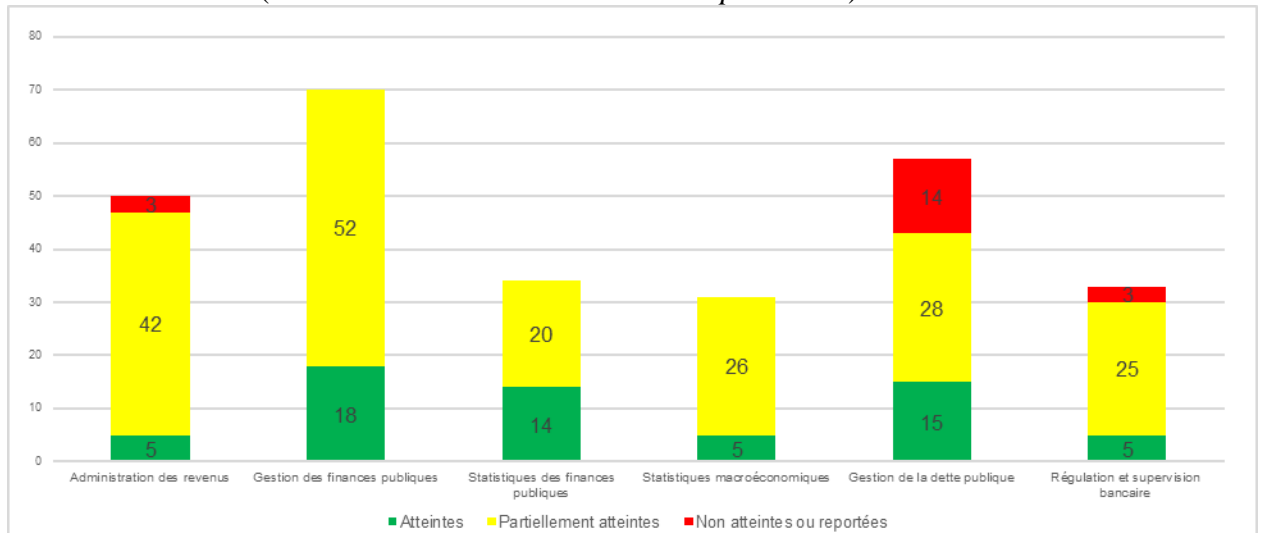
**Graphique 9 : Résultats escomptés par pays/institutions (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

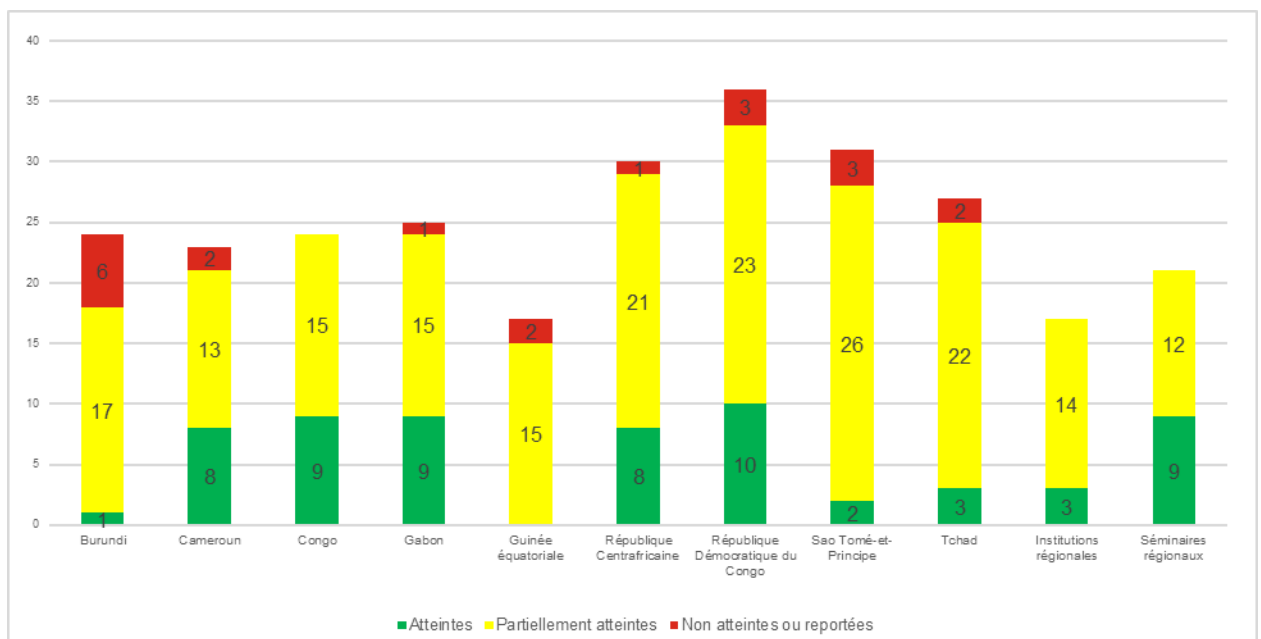
**25. La performance des résultats escomptés par domaine et par pays et institutions est présentée dans les graphiques 10 et 11 ci-dessous.** Les performances ainsi que le nombre de résultats escomptés présentés sont provisoires et peuvent évoluer au cours des prochaines années fiscales en fonction des progrès réalisés dans la réalisation des missions d'assistance technique. La performance des résultats escomptés va conditionner l'atteinte des objectifs stratégiques du Centre.

**Graphique 10 : Performance des résultats escomptés par domaine**  
(Sur un total de 275 résultats escomptés notés)



Source : AFRITAC Centre

**Graphique 11 : Performance des résultats escomptés par pays/institutions**  
(Sur un total de 275 résultats escomptés notés)





Source : AFRITAC Centre

Au cours de cette année fiscale, la gestion axée sur les résultats a contribué à :

- **Une meilleure planification et une meilleure appropriation des activités du Centre.** Les cadres logiques du Centre ont été élaborés avant le début de l'année fiscale afin de permettre une meilleure planification du programme de travail à travers un processus inclusif. Ainsi les cadres logiques ont été préparés en concertation avec les bénéficiaires, AFRITAC Centre et les départements techniques du FMI puis renvoyés aux autorités nationales pour validation. Cette étape a également permis de s'assurer de la pertinence des activités d'assistance technique du Centre au regard des besoins et des capacités des pays membres et de leur appropriation par les parties concernées.
- **Une meilleure communication sur les activités et les résultats.** Le Centre a poursuivi l'amélioration de ses outils de communication afin de mettre davantage l'accent sur les résultats et l'impact de ses activités d'assistance technique. Ainsi, au cours de l'année fiscale le Centre a continué à publier son bulletin trimestriel sur un nouveau format de façon à présenter ses activités au regard des objectifs à atteindre par domaine. La structure des rapports (annuels et semestriels) a également été modifiée et simplifiée afin de mettre davantage en évidence le lien entre l'exécution et la programmation des activités du Centre.
- **Un recueil systématique des meilleures pratiques du Centre.** Au cours de l'année fiscale 2020, le Centre a poursuivi le recueil et la dissémination de ses meilleures pratiques. Les meilleures pratiques (ou réussites remarquables) sont des activités spécifiques d'assistance technique ayant produit des résultats probants et un impact durable. Elles ont vocation à être répliquées par les autres pays/institutions membres d'AFC et à améliorer des pratiques existantes. Les meilleures pratiques d'AFRITAC Centre sont régulièrement mises à jour et publiées dans les différents rapports du Centre.
- **A la demande de son Comité d'Orientation lors de sa dernière réunion de mars 2019, AFRITAC Centre a travaillé sur un cas pilote d'étude d'impact de ses activités d'assistance technique.** Le Centre a mené une étude d'impact complète sur un cas pilote, le Gabon. Le pays s'est en effet engagé avec succès sur une collaboration « douanes-impôts » afin d'accroître ses ressources fiscales. L'appui d'AFC et la volonté politique des autorités nationales ont permis d'enregistrer des résultats probants et un impact durable qui sont présentés dans l'encadré 1 ci-dessous.

**Encadré 1***Étude de cas pilote de l'impact d'une activité d'assistance technique d'AFRITAC Centre*

Projet de renforcement de la mobilisation des recettes, collaboration douanes – impôts au Gabon
<b>Pays bénéficiaire :</b> Gabon  <b>Domaine d'intervention :</b> Administration des revenus <b>Date de mise en œuvre :</b> 2014 – 2020 (en cours)
<p><b>Pertinence du projet :</b> Le renforcement de la collaboration douane - impôt, constitue un projet phare lancé par AFRITAC Centre depuis 2014, dans le but de lutter contre les fraudes et d'accroître les recettes non pétrolières, en vue de réduire progressivement la forte dépendance du pays aux recettes pétrolières.</p> <p>Cette priorité a été définie dans les lois de finances successives depuis 2014.</p> <p>Le projet présente un intérêt vital pour la raison suivante :</p> <p>Les importations qui représentent plus de 90% des affaires commerciales constituent une niche fiscale importante. Dans ces conditions, l'exploitation efficace des données disponibles à la douane et aux services fiscaux peut contribuer à l'augmentation du potentiel fiscal.</p> <p>A titre d'illustration, l'administration douanière, en travaillant en synergie avec l'administration fiscale, peut identifier rapidement les circuits frauduleux d'importations, en utilisant les états statistiques et financiers disponibles auprès des services de l'administration fiscale.</p> <p>Dans le même esprit, les déclarations d'importations disponibles à la douane permettent l'identification des entreprises qui ne déclarent pas leurs revenus auprès de l'administration fiscale.</p> <p>Les deux administrations ont donc intérêt à mettre en commun leur stratégie de prévention et de lutte contre la fraude dans le but de combattre la fraude fiscale et douanière, d'améliorer leur performance budgétaire et de contribuer au financement des projets structurants du Gouvernement.</p> <p><b>Efficacité du projet :</b> Le projet a pour objectif principal, le renforcement des capacités des administrations douanière et fiscale avec pour axes prioritaires, la mobilisation des recettes fiscales et la lutte contre la fraude.</p> <p>La mise en œuvre du projet a permis l'atteinte de trois (3) cibles majeures :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>(1) Identification de plus de 100 entreprises qui présentent des risques de fraude fiscale et douanière (minoration des chiffres d'affaires, importateurs non déclarants aux services fiscaux) ;</li> <li>(2) La mise en œuvre d'un mécanisme de signalement des entreprises « inactives » auprès de l'administration fiscale, dans le cadre de la prévention de la fraude.</li> </ol> <p>Ce mécanisme, initié par l'administration fiscale a permis la sélection de 1600 entreprises qui sont à</p>

Projet de renforcement de la mobilisation des recettes, collaboration douanes – impôts au Gabon
<p><b>Pays bénéficiaire :</b> Gabon </p> <p><b>Domaine d'intervention :</b> Administration des revenus</p> <p><b>Date de mise en œuvre :</b> 2014 – 2020 (en cours)</p>
<p>jour de leurs obligations fiscales et devant être dispensées du signalement systématique par les services douaniers et du paiement du prélèvement à la source sur les importations ;</p> <p>(3) Les contrôles conjoints initiés dans le cadre de cette collaboration ont permis un redressement d'une somme de 4,1 milliards de FCFA en 2018, indiquant de manière concrète que les initiatives conjointes prises peuvent porter des résultats tangibles.</p> <p>Les résultats atteints sont donc pleinement en conformité avec les objectifs initiaux fixés au départ.</p>
<p><b>Efficienc e du projet :</b> L'efficienc e du projet résulte de deux facteurs prédominants :</p> <p>(1) L'assistance technique d'AFRITAC Centre qui met à disposition une expertise pertinente dans le but d'assister ses Etats membres au renforcement de ses capacités.</p> <p>A ce titre, le projet a bénéficié de l'expertise des conseillers résidents en administration des revenus qui sont ponctuellement appuyés par des experts court-terme. Les experts de haut niveau travaillent sous la supervision globale du Département des finances publiques ce qui garantit la qualité, la cohérence et la coordination de leurs travaux.</p> <p>Le Centre produit des cadres logiques spécifiques qui contiennent notamment les résultats escomptés et les objectifs à atteindre. Les cadres logiques sont élaborés en concertation avec les autorités du pays.</p> <p>(2) L'utilisation des ressources locales gabonaises disponibles (sans recrutements additionnels) à la Direction générale des impôts et à la Direction générale des douanes et des droits indirects.</p>
<p><b>Viabilité des effets :</b> Au vu des résultats obtenus, la collaboration Douanes- Impôts devient un outil efficace contribuant à prévenir, détecter et traiter les cas de fraude.</p> <p>Les résultats ont encouragé les autorités à poursuivre la collaboration Douanes – Impôts, qui constitue un projet durable car les acteurs formés au niveau de la douane et des impôts sont désormais outillés pour effectuer leurs missions.</p> <p>La montée en puissance du projet suggère la mise en place d'une plateforme informatique permettant une détection et une correction automatisée des cas de fraude.</p>
<p><b>Evaluation de l'impact :</b> L'impact du projet se mesure au niveau :</p> <p>(1) budgétaire : mobilisation accrue des ressources ;</p> <p>(2) communautaire : les ressources mobilisées financent les projets sociaux du Gouvernement ;</p> <p>(3) de la justice sociale : dans le but de promouvoir l'égalité et l'équité de tous devant l'impôt en éradiquant efficacement les circuits frauduleux.</p>

**26. Qu'il s'agisse de la préparation des cadres logiques, de l'enregistrement systématique des données de gestion axée sur les résultats dans sa plateforme, ou de la génération des documents pré et post mission, AFRITAC Centre a fourni un effort collectif conséquent pour renforcer les capacités de son personnel international et administratif afin de permettre l'ancrage durable de l'approche de gestion axée sur les résultats dans les activités globales du Centre.**

### **C. Les priorités du Centre pour l'année fiscale 2021**

*Alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable*

**27. Les priorités du programme de travail pour l'année fiscale 2021 s'alignent sur les stratégies de renforcement de capacités mises en place pour les États membres avec l'intervention des principales parties prenantes.** Elles reflètent les demandes de renforcement des capacités formulées par les membres, y compris les plus fragiles d'entre eux (notamment au Burundi, en République du Congo, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, à Sao Tomé-et-Principe et au Tchad).

**28. Les priorités du programme de travail sont étroitement liées aux engagements du FMI à l'égard du Programme de financement du développement (Pfd) pour faciliter la réalisation des objectifs de développement durable** grâce à une mobilisation accrue des ressources nationales, à une meilleure utilisation des ressources publiques, à une inclusion financière élargie et à l'amélioration de la compilation et de la diffusion des statistiques pour renforcer des prises de décision qui soient cohérentes en matière de politique économique. Le Centre développera ses activités d'assistance technique et de formation dans les domaines de l'analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires, de la gestion des finances publiques, ainsi que dans l'administration des revenus tout en maintenant son appui dans les domaines de la gestion de la dette et de la supervision bancaire, condition préalable à l'inclusion financière et au renforcement du rôle du secteur bancaire dans le soutien à l'économie.

*Priorisation par la gestion axée sur les résultats (GAR)*

**29. La mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats au sein d'AFRITAC Centre est un processus qui s'inscrit sur le long terme.** Dans un premier temps, le Centre a posé les bases de l'approche de la GAR et a développé des outils nécessaires à sa mise en œuvre effective. En second lieu le Centre a poursuivi l'opérationnalisation de ces outils durant l'année fiscale 2020. Les processus de transition et de consolidation des acquis se poursuivront au cours de l'année fiscale 2021. Le Centre va mettre en œuvre les priorités suivantes :

- **Une meilleure planification des étapes intermédiaires du CD-PORT.** Si des progrès considérables ont été constatés dans la planification des activités en 2020, un nombre important d'étapes intermédiaires a été rajouté en cours d'exercice fiscal. Cela constitue pour AFC un défi lorsqu'il s'agit de rapporter les résultats obtenus à la lumière des résultats escomptés. AFC va donc fournir un effort conséquent pour améliorer la planification de ses activités et le séquençage des étapes intermédiaires.

- **Une préparation de la transition de CD-PORT vers un nouveau système intégré de gestion de l'assistance technique est en cours de développement au FMI.** AFC va préparer l'ensemble de son personnel à la transition vers ce nouvel outil de gestion axée sur les résultats développé actuellement par le FMI (CDMAP) qui intégrera non seulement les fonctions de gestion axée sur les résultats classiques mais également les différents aspects budgétaires de l'assistance techniques. L'outil sera opérationnel au courant de l'année fiscale 2021.
- **Une consolidation des réformes et l'amélioration de la qualité des cadres logiques.** La mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats dans les activités d'AFRITAC Centre a permis de développer dans un laps de temps relativement court de nombreux outils qui ont permis d'améliorer la planification, le suivi, les rapports d'activités ainsi que la communication et la redevabilité du Centre. L'année fiscale 2021 ainsi que les années fiscales suivantes doivent permettre de consolider ces réformes afin de les ancrer durablement dans le temps. L'amélioration de la qualité des cadres logiques est également une priorité du Centre. L'année fiscale 2020 a permis d'identifier les points à améliorer dans l'élaboration des cadres logiques. Des efforts supplémentaires seront consacrés en 2021 pour rédiger des étapes intermédiaires plus précises, plus réalistes et séquencées de manière plus cohérentes au regard des résultats escomptés.
- **Un suivi plus exhaustif des recommandations.** Durant l'année fiscale 2020, le Centre a poursuivi la réflexion sur la mise en place d'un mécanisme de suivi des recommandations qui permettrait de connaître précisément le niveau d'implémentation de ces recommandations par les bénéficiaires ainsi que les changements auxquels elles ont contribué. L'exercice entend également assurer un suivi plus systématique des recommandations afin de comprendre les raisons pour lesquelles certaines d'entre elles n'ont pas été mises en œuvre.
- **Une évaluation des acquis du Centre en vue de mesurer objectivement les progrès et les points d'amélioration possible dans la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats.**

*Objectifs transversaux : Réduction des inégalités, environnement et genre*

### **30. Le Centre contribuera à la réduction des inégalités et à la lutte contre la pauvreté.**

Les efforts du Centre pour aider les pays membres à mobiliser des ressources nationales et améliorer l'utilisation des ressources publiques ont pour objectif la réalisation des objectifs de développement durable y compris la réduction des inégalités et la lutte contre la pauvreté.

### **31. Le Centre soutiendra les pays membres dans la bonne préservation de**

**l'environnement.** Cette problématique est intégrée dans le programme de travail pluriannuel d'AFRITAC Centre à travers sa prise en compte dans les activités de renforcement de capacités dans le domaine de la programmation budgétaire pluriannuelle, la préparation et l'exécution budgétaire et les risques budgétaires liés aux catastrophes natu-

relles. Cette prise en compte a pour objectif d'assurer une meilleure traçabilité des politiques climatiques ou le suivi de la maîtrise des risques climatiques dans la gouvernance économique et financière des pays couverts par le Centre qui recèlent de ressources naturelles importantes. Des actions spécifiques sont proposées afin de mettre en exergue de façon plus importante les aspects environnementaux. Les missions d'assistance technique sur la programmation budgétaire pluriannuelle, l'atelier sur les risques budgétaires au Cameroun ainsi que les missions de suivi sur cette thématique au Gabon et en République Centrafricaine traiteront de la question du changement climatique.

**32. Le Centre mettra un accent particulier sur les questions de genre.** Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre accordera une attention particulière aux questions de genre dans le suivi et l'évaluation des activités de formation auprès des pays membres ainsi que lors de la désignation des participants aux séminaires régionaux. L'objectif visé est d'augmenter la participation des femmes aux séminaires, formations, et aux cours régionaux organisés en partenariat avec l'Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) du FMI. Le programme de travail de l'année fiscale 2021 intègre la question du genre dans le domaine de la gestion des finances publiques. A ce titre, à la suite du forum des hauts fonctionnaires du budget sur la budgétisation axée sur le genre et dans le cadre de la mise en œuvre des réformes du budget programme, le Centre appuiera le Cameroun dans la préparation d'un guide sur la budgétisation sensible au genre afin de refléter l'identification du genre dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.

#### **D. Les moyens d'action envisagés et les modalités opérationnelles**

##### *Modalités opérationnelles*

**33. Les modalités d'activités prévues sont les suivantes :**

- **Des missions menées par les conseillers résidents :**

Quatre conseillers résidents dans la gestion des finances publiques – un pour l'administration des recettes, deux pour la gestion des dépenses publiques (budget et comptabilité publique) et un pour l'analyse et les prévisions macroéconomiques et budgétaires.

Deux conseillers résidents en statistiques, l'un pour les finances publiques et le second pour le secteur réel.

Deux conseillers résidents pour le secteur financier, l'un dans le domaine de la gestion de la dette et le second dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires (annexe 4).

- **Des missions menées par les experts court terme,** pour compléter le travail des conseillers résidents.
- **Les séminaires et ateliers régionaux.** Ces ateliers continueront à proposer une formation pratique et une plateforme de partage des connaissances et d'échanges d'expériences entre pairs. En se basant sur les résultats des années fiscales 2019 et 2020, le Centre organisera 9 séminaires au cours de l'année fiscale 2021. Les thèmes abordés lors de ces

séminaires découlent des priorités identifiées dans les rapports de mission d'assistance technique ou lors des discussions avec les bénéficiaires de l'assistance technique.

- **Les visites d'apprentissage par les pairs** afin de promouvoir le partage d'expérience régional et interrégional, de développer l'expertise régionale et de favoriser la coopération entre les pays. A titre d'exemple, quatre cadres de la BEAC se sont imprégnés du modèle de coordination des activités d'émission de titres publics mis en place dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine au cours de l'année fiscale 2020. En 2021, le Centre compte organiser deux visites d'apprentissage dont la première au profit des cadres de la *République du Congo* sur la poursuite des travaux sur les autorisations d'engagement et les crédits de paiement (AE/CP). La seconde sera organisée au profit des cadres de la *République Démocratique du Congo* sur la revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance.
- **La coordination avec le *Backstopping* du siège du FMI**, afin d'assurer que les conseils d'assistance technique prodigués par le Centre sont de haute qualité et cohérents avec les politiques économiques du FMI et les meilleures pratiques internationales.
- **Les activités de formation.** L'Institut pour le développement des capacités (IDC) organisera un cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles<sup>3</sup>. Parallèlement, le programme prévoit des actions visant à améliorer les synergies entre l'assistance technique et la formation, y compris le développement de modules de formation et la participation de conseillers résidents à des ateliers nationaux de formation. Les cours en ligne proposés par l'IDC permettront de compléter ces formations.
- **Pour les pays fragiles**, des efforts continueront à être fournis pour délivrer des formations par l'intermédiaire des conseillers résidents d'AFRITAC Centre et par le biais de missions d'assistance technique plus longues.
- **En cas de persistance de la crise sanitaire du COVID-19 et des restrictions sous-jacentes, les déplacements des experts dans les pays membres risquent d'être compromis.** Le Centre poursuivra la délivrance de ses activités d'assistance technique à distance. Pour cela, le Centre utilisera tous les outils et les plates formes de travail collaboratif à sa disposition afin de continuer à soutenir les pays membres dans la double crise sanitaire et économique que ces derniers traversent.

#### *Communication et visibilité*

#### **34. En s'appuyant sur la stratégie dessinée pour la Phase 3, le Centre continuera à améliorer la visibilité de ses activités en s'appuyant sur les progrès déjà réalisés.**

Les activités de communication et de visibilité sont basées sur une stratégie proactive qui sera régulièrement actualisée et présentée dans les rapports d'activités du Centre. Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre poursuivra :

<sup>3</sup>Le site de consultation du catalogue de formation de l'IDC est le suivant : [Lien](#)

- **La mise à jour de son site internet<sup>4</sup>.** Depuis le début de la Phase 3, le Centre utilise pleinement son nouveau site internet, plus attractif, et dont la navigation a été facilitée. Le Centre effectue toutes les mises à jour hebdomadaires de son contenu (actualités, événements, etc.) afin de le rendre plus dynamique et d'élargir son audience. Sur cet espace, le Centre publie les programmes de travail, les lettres trimestrielles, les rapports semestriels, les rapports annuels et les rapports d'évaluation indépendante.
- **L'actualisation du *SharePoint*** (espace de partage sécurisé). C'est un site privatif sécurisé du FMI réservé aux membres du Comité d'orientation. Sur cet espace sécurisé intégré à son site internet, le Centre publie les rapports des missions d'assistance technique et les documents confidentiels adressés au Comité d'orientation.
- **L'utilisation de la plateforme *Partner's Connect*.** Les représentants des pays membres et des partenaires au développement d'AFC ont désormais accès aux rapports d'activités du Centre via la plateforme. Cette nouvelle passerelle est conçue pour fournir aux partenaires un accès en ligne via une plateforme centrale pour visualiser la situation financière et leurs engagements vis-à-vis des programmes auxquels ils contribuent.
- **La publication de sa lettre trimestrielle**, qui permet de faire un point régulier sur les activités et les réalisations du Centre et renseigne sur les activités prévues pour les mois à venir. Elle continuera à être distribuée aux membres du Comité d'orientation via le site web du Centre, l'espace partagé sécurisé (*SharePoint*) et par email. Elle continue d'être publiée sur le site Internet du Centre afin de permettre une diffusion plus large des réalisations et résultats atteints par l'assistance technique du Centre. Pendant l'année fiscale 2021, il est prévu de l'améliorer avec de nouvelles rubriques et des liens interactifs avec le site internet.
- **Les rencontres avec les partenaires au développement et les autorités.** Le Coordonnateur du Centre conduit régulièrement des missions dans les pays membres pour rencontrer toutes les parties prenantes. Les missions d'assistance technique et les séminaires régionaux seront davantage utilisés pour favoriser la diffusion d'informations sur les activités du Centre.
- **Les rencontres avec les médias dans les pays membres.** Le Coordonnateur du Centre aura l'occasion de rencontrer la presse à diverses occasions, particulièrement lors de l'ouverture des séminaires et des réunions du Comité d'orientation.
- **Sa présence sur les réseaux sociaux.** Durant l'année fiscale passée et pour le futur, le Centre renforcera sa présence sur les réseaux sociaux via sa page d'informations sur *Facebook*<sup>5</sup> afin de partager avec ses partenaires et l'ensemble des parties prenantes le plus grand nombre d'informations sur ses activités.

---

<sup>4</sup> [www.afritaccentre.org](http://www.afritaccentre.org)

<sup>5</sup> [Facebook.com/AFRITACcentre](https://www.facebook.com/AFRITACcentre)

## Financement

**35. Pour la phase 3, le Centre est financé en grande partie par les contributions des partenaires bilatéraux et multilatéraux suivants :** France, Union européenne, Pays-Bas, Banque européenne d'investissement, Allemagne, Chine et Confédération suisse. A cela s'ajoute, les contributions des pays membres et du FMI (annexe 5). Ces participations permettent au Centre de financer ses activités d'assistance technique et de couvrir ses frais de fonctionnement administratifs.

### E. Exécution et programmation des ressources du Centre

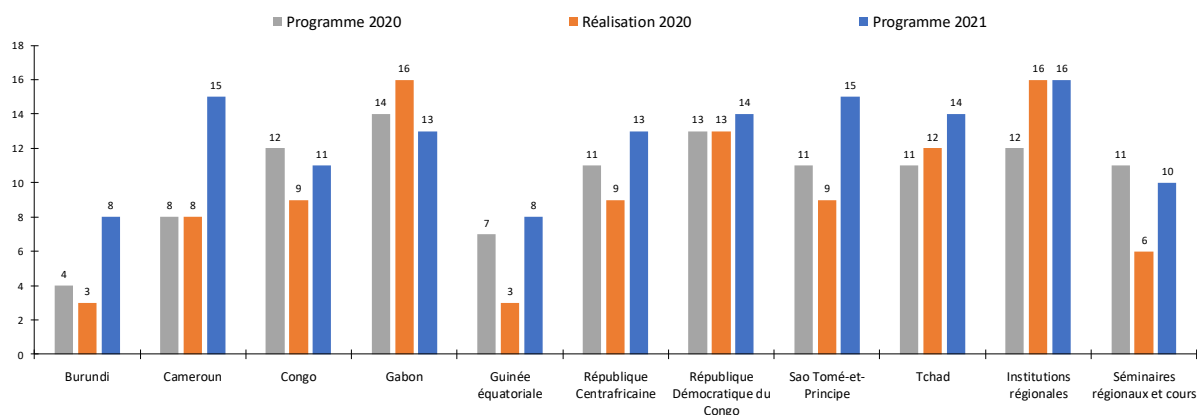
**36. Durant l'exercice fiscal 2020, le Centre a maintenu un haut niveau d'exécution de ses activités en raison de l'accroissement de la demande d'assistance technique par les pays membres** et de la nécessité de soutien des programmes économiques engagés par certains d'entre eux avec le FMI. Pour l'exercice 2021, le Centre prévoit de maintenir son assistance technique aux pays membres pour ainsi continuer de soutenir les réformes économiques engagées dans ces pays avec l'appui du FMI et des partenaires au développement avec les moyens budgétaires mis à sa disposition.

## Activités

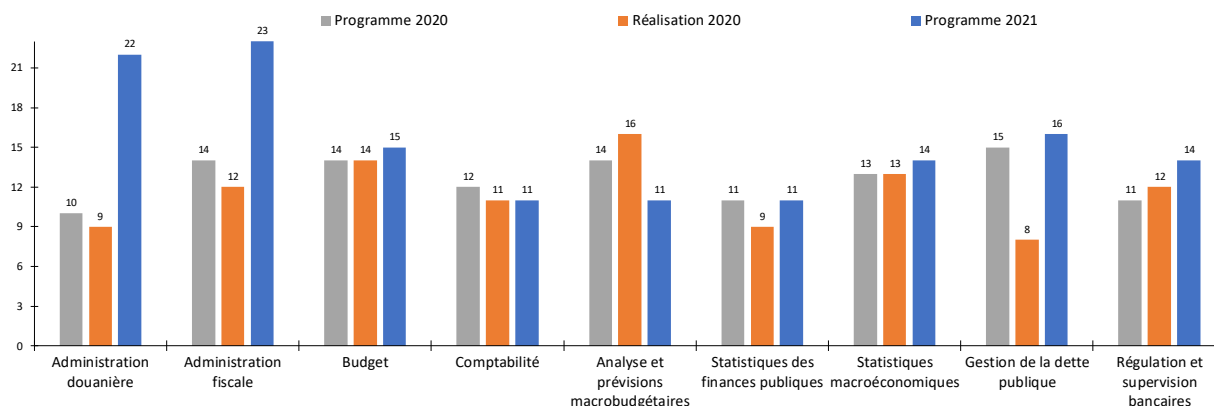
**37. Au cours de l'année fiscale 2020, le Centre a réalisé 91% des activités prévues de son programme de travail** (104 activités réalisées ; annexe 6). Les missions d'assistance technique du Centre ont couvert l'ensemble de ses domaines d'intervention (annexe 6 et graphiques 12 et 13). Sur le volet des institutions régionales, le Centre a réalisé des activités à un niveau plus élevé que les prévisions.

**38. Pour l'année fiscale 2021, le Centre prévoit des activités couvrant l'ensemble des domaines** (annexe 6 ; graphiques 12 et 13). Cela inclut 124 missions, 9 séminaires régionaux, 1 cours et 2 visites professionnelles. (annexes 6 et 7 ; graphique 13).

**Graphique 12 : Activités par pays (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

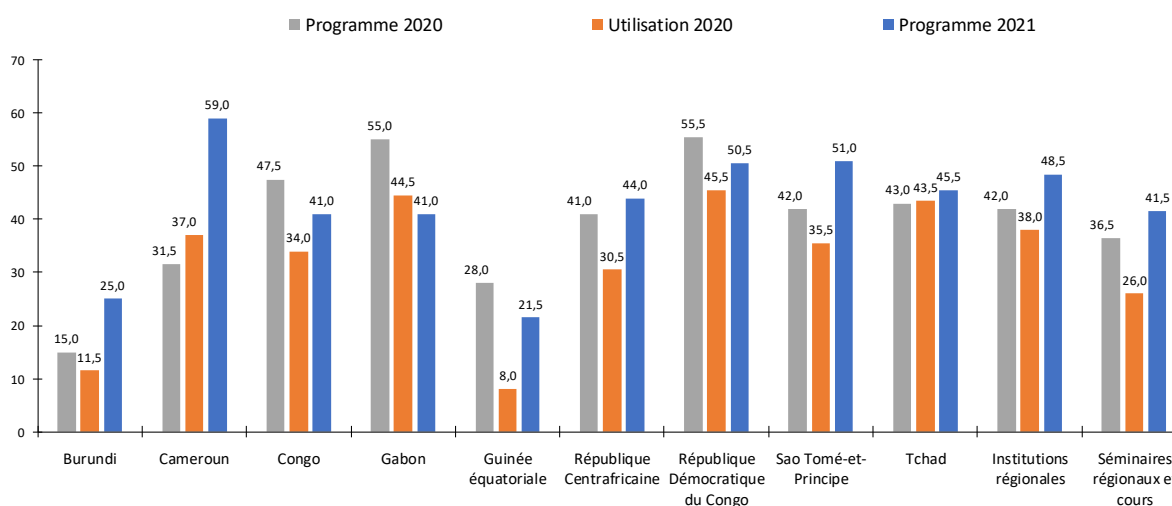
**Graphique 13 : Activités par domaine (en nombre)**

Source : AFRITAC Centre

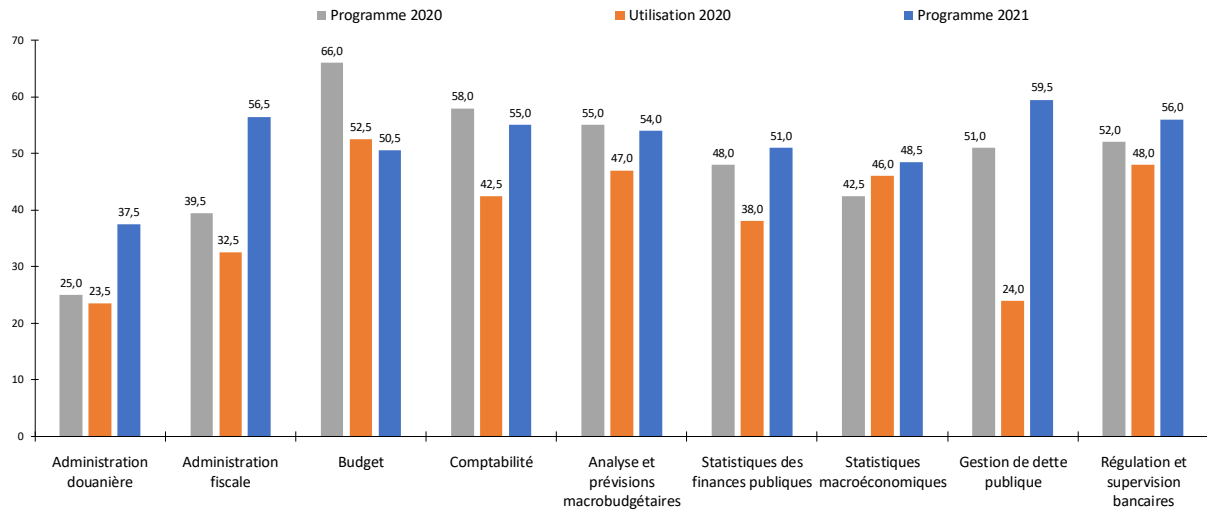
### Ressources

**39. Au cours de l'année fiscale 2020, le Centre a consacré 354 personnes semaines au renforcement des capacités des administrations des pays membres et a utilisé 81% de ses ressources programmées à la mise en œuvre du programme de travail** (annexe 8, graphiques 14 et 15). Les chiffres montrent un niveau d'utilisation des ressources de 82% en faveur des pays fragiles. Ce taux pour les pays de la CEMAC est de 80%.

**40. Pour l'année fiscale 2021, le Centre prévoit un niveau soutenu des ressources pour le renforcement des capacités au profit des pays membres et des institutions régionales dans tous les domaines d'intervention du Centre** (annexe 8, graphiques 14 et 15). Les pays de la CEMAC bénéficient de plus de 50 % des ressources programmées.

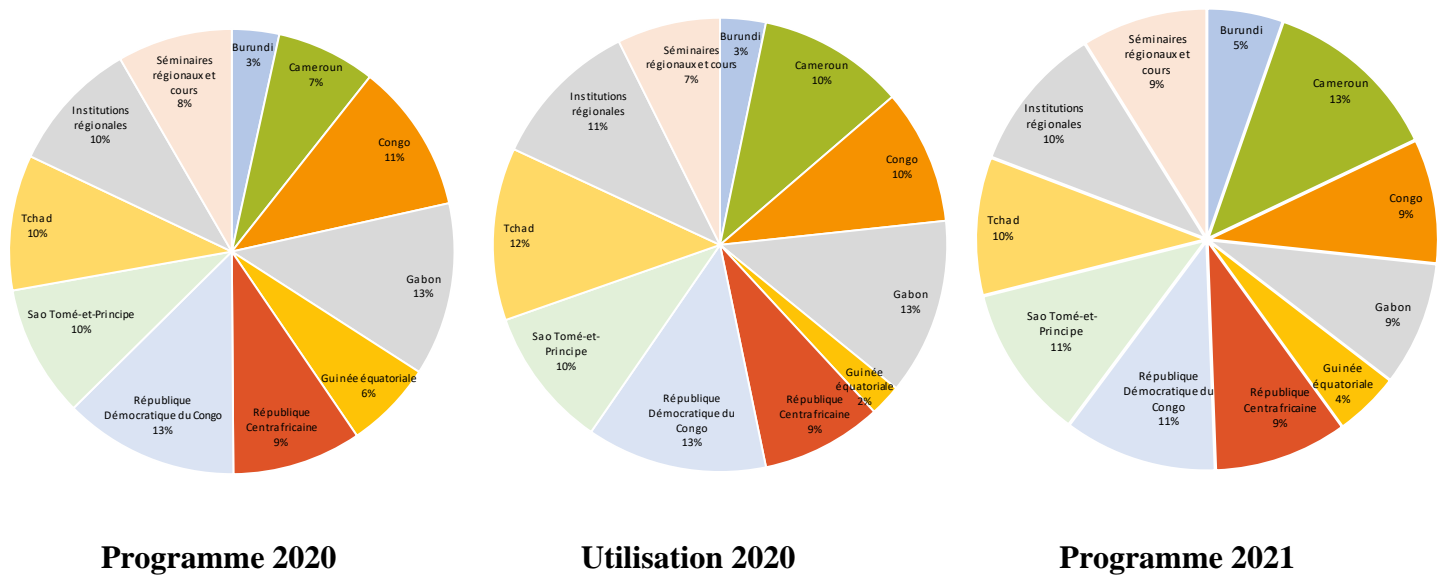
**Graphique 14 : Ressources par pays (en personnes semaines)**

Source : AFRITAC Centre

**Graphique 15 : Ressources par domaine (en personnes semaines)**

Source : AFRITAC Centre

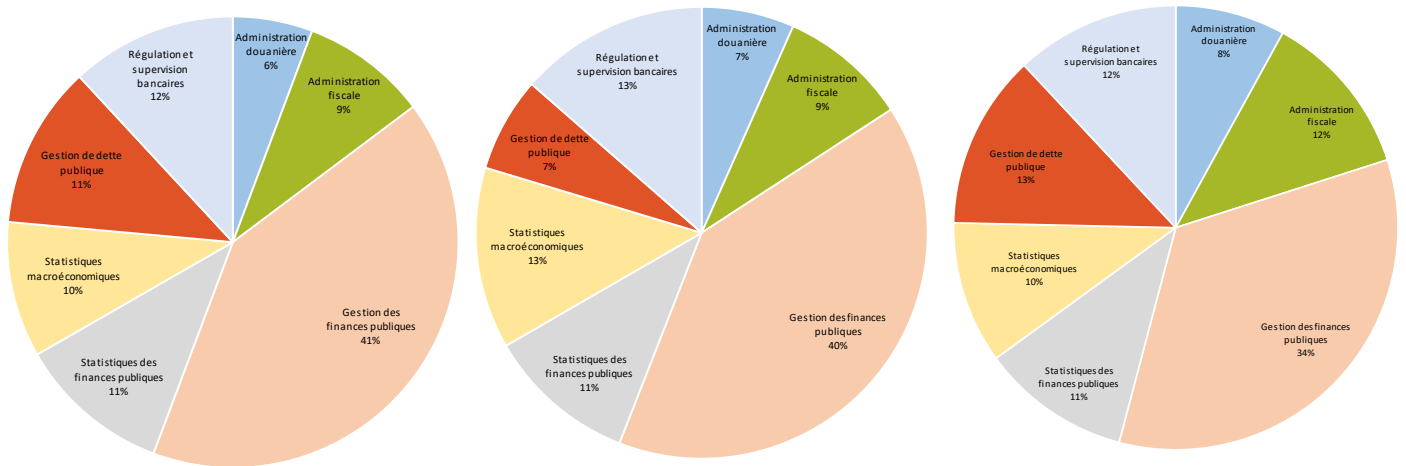
**41. Au cours de l'année fiscale 2021, le Centre consacrera une plus grande proportion de ses ressources aux appuis directs à ses pays membres** (graphique 16). Le pourcentage des ressources programmées pour les séminaires régionaux et les appuis aux institutions régionales se chiffre à 19%. Cela confirme l'intérêt des pays membres à impulser des réformes structurelles dans le contexte régional actuel. Pendant l'année fiscale 2020, le Centre a consacré plus de la moitié des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques), 20 % de ses ressources à la gestion de la dette publique et à la régulation et supervision bancaires, 24% au renforcement des statistiques (graphique 17).

**Graphique 16 : Répartition des ressources par pays**

Programme 2020  
Source : AFRITAC Centre

Utilisation 2020

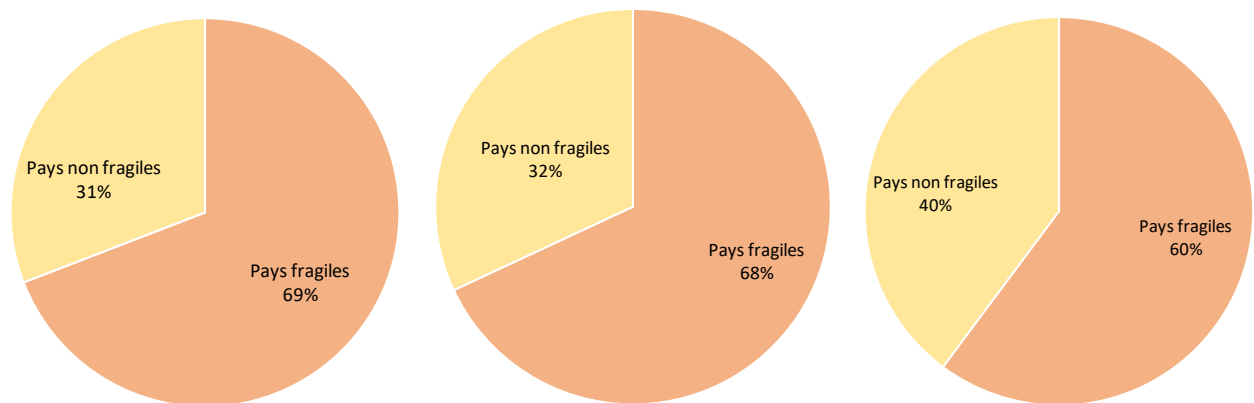
Programme 2021

Graphique 17 : Répartition des ressources par domaine<sup>6</sup>**Programme 2020**

Source : AFRITAC Centre

**Utilisation 2020****Programme 2021**

**42. Durant l'année fiscale 2020, le Centre a consacré près de 70% de ses ressources aux pays membres en situation de fragilité. En 2021, le Centre va leur consacrer 60% de ses ressources** (graphique 18). Ainsi, le Centre contribue à la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités.

Graphique 18 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire<sup>7</sup>**Programme 2020**

Source : AFRITAC Centre

**Utilisation 2020****Programme 2021**

<sup>6</sup> La gestion des finances publiques inclut les activités du budget, de la comptabilité publique et de l'analyse macroéconomique et budgétaire.

<sup>7</sup> Cette répartition ne prend pas en compte la part des ressources utilisées pour les séminaires régionaux et les institutions régionales.

### III. PERFORMANCE 2020 ET PROGRAMMATIONS 2021 ET 2022 PAR DOMAINE

**43. Les principaux résultats atteints par domaine au cours de l'année fiscale 2020 sont mentionnés dans les sections suivantes.** Ces résultats sont présentés par objectifs et résultats escomptés conformément au cadre de gestion axée sur les résultats du FMI. Cette section présente aussi le programme de travail du Centre pour l'année fiscale 2021 et les perspectives 2022.

#### A. Administration des revenus

##### *Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales*

#### A.1 Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus

##### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :


##### Résultat escompté : Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées sont en phase avec les normes régionales et internationales

- **Dans le domaine de l'administration douanière**, le Centre a appuyé la rédaction des textes d'application du nouveau Code des douanes communautaire révisé en zone CEMAC adopté en avril 2019 (**Réussite remarquable 1**),
- Les experts du FMI ont fourni des conseils et avis juridiques lors de la préparation des textes d'application devant faire l'objet d'examen préliminaire dans le cadre des réunions organisées par la Commission CEMAC, dans lesquelles avaient pris part les représentants des pays membres, les experts CEMAC et ceux du FMI,
- **Dans le domaine de l'administration fiscale**, le Centre a appuyé la modernisation de la Direction en charge de la gestion du segment des Moyennes Entreprises au Tchad (gestion du fichier, réorganisation de la structure de la direction des moyennes entreprises, propositions du relèvement du seuil de la TVA, introduction de la fiscalité simplifiée en faveur des petites entreprises),
- Le Centre a appuyé les travaux préparatoires à la mise en place de la TVA à Sao Tomé-et-Principe, en coordination avec le projet RMTF géré par le Département des finances publiques (FAD) du FMI,
- **Sur le plan régional** : le Centre a organisé un séminaire inter-régional sur la mise en place d'un cadre de bonne gouvernance des administrations fiscale et douanière dans les pays de l'Afrique Centrale. La bonne gouvernance constitue un ensemble des meilleures pratiques conduisant au renforcement de la transparence, l'obligation de rendre compte et la promotion d'une culture de performance collective et individuelle et le renforcement de la digitalisation des procédures. Convaincus que cette réforme est déterminante pour assurer une mobilisation efficace des ressources fiscales et

douanières, les participants ont sollicité qu'elle soit inscrite au rang des réformes prioritaires au sein de leurs administrations respectives.

## Réussite remarquable 1

*Les pays de la zone CEMAC se dotent d'un nouveau code régional des douanes : une étape importante vers une intégration régionale effective*

Adoption du code des douanes communautaire et de ses textes d'application	
<b>Pays :</b> CEMAC <b>Domaine d'intervention :</b> Administration douanière <b>Date de mise en œuvre :</b> Janvier 2018 à décembre 2020	
<p><b>Objectifs de l'appui :</b> Le projet a pour objectif d'assister les Etats membres en zone CEMAC à la rédaction du Code des douanes communautaire révisé et de ses textes d'application afin que les deux dispositifs soient alignés aux meilleures pratiques internationales et soient en phase avec l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges adopté en 2017.</p> <p><b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Une abondante assistance technique du Département des Finances Publiques (FAD) du FMI et d'AFRITAC Centre a été fournie aux fins d'une relecture du projet de code communautaire CEMAC et de ses textes d'application. Dans le même registre, des experts d'AFRITAC Centre et du FMI ont participé aux réunions du comité de préparation en charge de la révision du code des douanes et des textes d'application. Des conseils et orientations ont été données sur les meilleures options souhaitables à envisager dans le cadre de la mise en œuvre cette réforme stratégique.</p> <p><b>Principaux résultats obtenus :</b> (1) Le Code régional révisé a été adopté par les pays de la zone CEMAC en avril 2019 ; (2) Un certain nombre de textes d'application du code Communautaire révisé ont été validés par les représentants des pays membres aux réunions du Comité de la CEMAC, d'autres textes réglementaires vont être examinés au cours de l'année 2020.</p> <p><b>Trois impacts du projet sont attendus :</b> (1) La facilitation du commerce ; (2) La mobilisation substantielle des recettes douanières ; et (3) Une réelle intégration douanière et économique des pays membres en zone CEMAC.</p> <p><b>Facteurs de succès :</b> La réussite du projet est le fruit d'une étroite collaboration entre plusieurs partenaires et bailleurs de fonds (FMI, OMD, Commission de la CEMAC) et les Etats membres de la zone CEMAC dont les moyens mis à disposition couplée d'une grande détermination ont permis d'aboutir à l'adoption du Code communautaire des douanes révisé et à l'élaboration des textes d'application.</p>	

### *Programme de l'année fiscale 2021*

**Dans le domaine de l'administration douanière,** le programme de travail de l'année fiscale 2021 sera articulé autour des axes suivants :

- La poursuite de l'appui à la mise en œuvre pratique du code des douanes de la zone CEMAC dans les pays membres, y compris la participation des experts aux réunions organisées par la Commission de la CEMAC,

- Le renforcement des capacités en faveur des cadres de la *région* sur la maîtrise des procédures de gestion et de suivi des exonérations douanières.

**Dans le domaine de l'administration fiscale**, le programme de travail de l'année fiscale 2021 sera articulé autour des axes suivants :

- Le renforcement des capacités en faveur des cadres de la *région* sur la modernisation du management des administrations fiscales,
- L'appui à la rédaction d'un Livre des procédures fiscales communautaire en zone *CEMAC* en coordination avec le projet RMTF, géré par le Département des finances publiques du FMI,
- La poursuite de la modernisation de la direction des moyennes entreprises au *Tchad*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les perspectives de l'année 2022 sont les suivantes :

- La poursuite de la mise en œuvre des réformes visant le renforcement de la facilitation du commerce international,
- La mise en œuvre des mesures de promotion de l'union douanière en zone *CEMAC*,
- La poursuite de l'appui à la rédaction d'un livre des procédures fiscales communautaire en zone *CEMAC* et à la diffusion des nouvelles procédures,
- La modernisation des cadres de gouvernance des administrations fiscales de la *région*,
- La modernisation des procédures douanières dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du contrôle des exonérations douanières dans la *région*,
- Sur le plan *régional*, le Centre organisera un cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles.

## **A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Les activités de renforcement des capacités délivrées dans le domaine de l'administration fiscale ont contribué aux résultats ci-après :

[Résultat escompté : Les programmes de contrôle fiscaux participent au renforcement du civisme fiscal](#)

- Contrôle des entreprises ayant déduit à tort de la TVA payée au cordon douanier (*RDC*, pour plus de 18 milliards de Francs Congolais ; *République du Congo* pour

plus de 29 milliards de FCFA ; *Gabon*, pour plus de 25 milliards FCFA et la *République Centrafricaine*, pour plus de 12 milliards de FCFA).

#### Résultat escompté : Le nombre des entreprises qui respectent leurs obligations de paiement augmente progressivement

- Appui à la mise en œuvre d'une opération spéciale d'apurement de 321 cas des dossiers contentieux recensés en *République du Congo*, devant conduire à l'apurement des soldes restant dus après le traitement des instances contentieuses,
- Contrôle ponctuel des entreprises présentant des incohérences entre les déclarations déposées et l'évolution de la croissance économique dans le secteur concerné au *Cameroun* ; Contrôle des entreprises sous régime des conventions d'exonérations avec l'Etat ; Contrôle ponctuel des entreprises à risques déclaratifs identifiés en matière de TVA en *RCA*,
- Formulation d'une stratégie de recouvrement des arriérés fiscaux, identification des restes à recouvrer facilement recouvrables établis à 25% du total des arriérés fiscaux à *Sao Tomé-et-Principe*.

#### Résultat escompté : Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales

#### Résultat escompté : Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales

- Mobilisation de recettes fiscales et douanières au *Gabon* s'appuyant sur le levier collaboration douanes et impôts (encadré 1 ; page 21),
- Recouvrement d'arriérés fiscaux de plus de 10,5 milliards de FCFA au *Gabon* (de janvier à juillet 2019),
- Formulation des mesures d'administration fiscale devant conduire à la restauration de la TVA (simplification de la législation et de la réglementation, outils de gestion, tableau de bord de suivi, automatisation) en *RDC*.

#### Résultat escompté : Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables

- Formulation d'une stratégie globale de gestion des fichiers des contribuables en *République Centrafricaine* et au *Tchad*.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Le Centre a pour objectif de poursuivre le renforcement des capacités opérationnelles des administrations fiscales en vue d'accroître les efforts de mobilisation des recettes intérieures. A cet effet, les activités prévues en 2021 incluent :

- L'appui à la mise en œuvre des plans de continuation des activités et des mesures de sauvegarde des recettes fiscales pour faire face à la crise du COVID-19,
- Le renforcement de la programmation et l'appui à la conduite des contrôles conjoints douanes et impôts au *Burundi*, en *République Centrafricaine* et en *République démocratique du Congo*,
- L'identification et la mise en œuvre d'une stratégie de civisme fiscal au *Cameroun*, en *République du Congo* et au *Gabon*,
- L'accompagnement à la modernisation et à la digitalisation des procédures fiscales (paiement des taxes par téléphonie mobile, téléprocédures, télépaiement, etc.) au *Burundi*, en *République du Congo*, au *Gabon* et en *République démocratique du Congo*
- L'automatisation des indicateurs de performance au *Gabon*,
- La généralisation de l'utilisation de l'identifiant fiscal unique en *Guinée équatoriale*,
- L'appui à la mise en place de la TVA à *Sao Tomé-et-Principe*,
- La définition d'une stratégie de modernisation de la direction des moyennes entreprises au *Tchad*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les perspectives de 2022 sont les suivantes :

- La poursuite de l'assistance à la mobilisation des recettes fiscales dans tous les *pays couverts* par le Centre,
- L'amélioration de la gestion de la TVA dans les *pays membres* d'AFC,
- La définition des stratégies de civisme fiscal dans les *pays membres* d'AFC,
- L'appui à la mise en place de la stratégie de digitalisation des procédures fiscales dans les *pays membres* d'AFC.

### **A.3 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières**

#### *Résultats au 30 avril 2020*

La mise en œuvre des réformes a eu pour résultat, le renforcement des principales fonctions de l'administration douanière.

Résultat escompté : Les contrôles à posteriori contribuent plus efficacement au respect des règles douanières

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations

- Préparation d'un plan pluriannuel de renforcement des capacités de contrôle de la valeur déclarée en douane au *Cameroun*,
- Identification des conditions préalables à la mise en œuvre efficace du plan pluriannuel de renforcement des capacités en vue du renforcement du contrôle de la valeur en douanes et de l'évaluation des structures et des systèmes en charge de la détermination de la valeur en douane en *République du Congo*,
- Appui à la mise en œuvre des mesures de mobilisation des recettes au *Gabon* : Mise en conformité des droits de douane avec le tarif douanier, configuration de la sélectivité dans le système *Sindara* et rationalisation des exonérations douanières, et codification de codes additionnels dans *Sindara*,
- Assistance à la mise en œuvre de la procédure sécurisée d'évaluation des marchandises importées en *République Centrafricaine*,
- Redéfinition des missions du Système Orange destiné à l'évaluation des marchandises et élaboration d'un plan de contrôle et d'une méthodologie de vérification des entreprises présentant un risque de minoration de la valeur en douane en *RDC*,
- Formation sur les meilleures pratiques conformes aux normes de l'OMC en matière de valeur en douane (valeur transactionnelle, méthodes de substitution) et proposition de mise en production du module valeur dans *Sydonia Word* à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Formulation d'un plan de renforcement du contrôle de la valeur en douane, de l'administration des exonérations douanières et du système de bancarisation des recettes pour une meilleure sécurisation des recettes collectées au *Tchad*.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- L'appui à la mise en œuvre des plans de continuation des activités et des mesures de sauvegarde des recettes douanières pour faire face à la crise du COVID-19,
- Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur des marchandises en douane au *Burundi*, au *Cameroun*, au *Gabon* et en *République centrafricaine*,
- Amélioration du contrôle et du suivi à destination des marchandises exonérées au *Congo*, en *République démocratique du Congo* et au *Tchad*,

- Modernisation des procédures de dédouanement en *Guinée équatoriale*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Renforcement de la procédure de transit au *Burundi* dans le cadre de la mise en œuvre des frontières juxtaposées de la Communauté des Etats de l’Afrique de l’Est (EAC),
- Poursuite du renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur des marchandises en douane au *Burundi*, au *Cameroun*, au *Gabon* et en *République centrafricaine*,
- Amélioration du contrôle et du suivi à destination des marchandises exonérées au *Cameroun*, en *République du Congo*, en *République démocratique du Congo* et au *Tchad*,
- Renforcement de la valeur en douanes au *Gabon*,
- Poursuite de la modernisation des procédures de dédouanement en *Guinée équatoriale* et en *République centrafricaine*,
- Programmation et conduite des contrôle mixtes douanes et impôts en *République démocratique du Congo* et au *Tchad*.

## **B. Gestion des finances publiques**

### *Promouvoir une gestion efficace des finances publiques*

#### **B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques**

##### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l’année fiscale sont les suivants :

[Résultat escompté : Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques](#)

- Elaboration d’un projet de directive sur la comptabilité matière pour les pays membres de la *CEMAC*,
- Participation à une mission de suivi-évaluation de la transposition et de la mise en œuvre des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques de la *CEMAC* au *Cameroun*, en *République du Congo* et au *Gabon*.

##### *Programme de l’année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l’année fiscale 2021 est le suivant :

- Participation à la revue des textes à distance et aux ateliers de renforcement de capacités organisés par la *CEMAC*,
- Appui à la mise en place d'un référentiel harmonisé de la comptabilité matière dans les pays membres couverts par AFRITAC Centre,
- Renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire annuelle en *Guinée équatoriale*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Appuyer les avis de conformité et participer aux séminaires de renforcement des capacités organisés par la *CEMAC*,
- Sensibiliser les cadres de la *région* à la nécessité d'informatiser la gestion budgétaire et comptable dans les pays membres,
- Faire le point de la mise en œuvre des réformes de finances publiques en termes de résultats, contraintes et perspectives dans la *région*,
- Finaliser le référentiel harmonisé de la comptabilité matière pour la *région*.

## **B.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

#### Résultat escompté : Préparation d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié

- Amélioration de la prise en charge des recettes affectées dans la loi de finances et leurs conditions d'exécution et appui à l'opérationnalisation de la cellule en charge de la tutelle des établissements publics nationaux au *Gabon*. Revue de conformité des affectations de recettes sous la forme de compte d'affectation spéciale ou d'attribution de produits,
- Poursuite de la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire dans le système d'information au *Tchad* avec l'amélioration du système CID (Circuit intégré de la dépense). Préparation de l'environnement informatique pour l'élaboration du PLF 2020 (Projet de loi des finances 2020) avec la nouvelle nomenclature budgétaire et toutes les classifications conformes aux directives de la *CEMAC* et aux normes internationales.

#### Résultat escompté : La planification et la budgétisation des investissements sont plus crédibles

- Sensibilisation des cadres de la *région* aux problèmes, aux défis et aux bonnes pratiques liés à la gestion des investissements publics et à l'utilisation de nouveaux outils de surveillance des investissements et de Partenariats Public-Privé (PPP),
- Initiation des cadres de la *région* à l'outil d'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) mis au point par le FMI et renforcement des capacités des responsables à l'identification et l'évaluation des risques associés aux PPP utilisant le Modèle d'Evaluation des Risques liés aux Partenariats Public-Privé.

Résultat escompté : Les informations sur les ressources et les performances par programme sont incluses dans le budget

- Revue et validation des guides relatifs à la gestion du budget en mode programme en *République Démocratique du Congo* : Guide d'élaboration des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance, guide du dialogue de gestion,
- Formation des cadres de la *région* sur les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques.

*Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 prévoit entre autres :

- La poursuite de la mise en place du cadre institutionnel du contrôle interne budgétaire au *Cameroun*,
- La poursuite des travaux sur la programmation et la budgétisation des investissements publics en mode autorisation d'engagement et crédits de paiement (AE/CP) en *République du Congo*,
- La préparation d'un guide sur la budgétisation sensible au genre au *Cameroun*,
- La poursuite des travaux de revue qualité du budget programme et des projets annuels de performance en *République démocratique du Congo*,
- L'appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les établissements publics nationaux au *Tchad*,
- La formation des cadres de la *région* sur les affectations des recettes dans le budget de l'Etat et les dépenses fiscales.

*Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Poursuite des travaux sur la programmation et la budgétisation des investissements publics en mode AE/CP en *République du Congo*,

- Appui à la surveillance des établissements publics nationaux au *Tchad*.

### B.3 Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire

#### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2020 sont les suivants :

#### Résultat escompté : Renforcement du contrôle de l'exécution du budget

- Rédaction de deux projets de texte qui ont été soumis aux autorités du *Cameroun* pour la mise en place du cadre institutionnel de la comptabilité des matières. Il s'agissait d'un projet de décret portant comptabilité des matières et le projet d'arrêté d'application,
- Appui dans la mise en place des outils techniques et méthodologiques nécessaires à la budgétisation, l'exécution, la comptabilisation et le suivi des dépenses d'investissement public en mode AE (Autorisation d'engagement) et CP (Crédit de paiement) au *Congo*,
- Appui à la mise en place d'un cadre de suivi des établissements publics nationaux et la préparation d'un rapport sur leurs états financiers au *Gabon* (**Réussite remarquable 2**),
- Conception et validation d'un projet de guide sur l'élaboration des outils de pilotage de l'exécution du budget (plans de passation des marchés, plans d'engagement des dépenses, plan de trésorerie) au *Gabon*,
- Formation sur les plans d'engagement des dépenses et le pilotage de l'exécution du budget à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Participation à la mission d'évaluation de la *CEMAC* sur l'état de mise en œuvre des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques.

#### *Programme de l'année fiscale 2021*


Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Appui à la mise en place du dispositif de la comptabilité matière dans le cadre du contrôle interne budgétaire et son opérationnalisation au *Cameroun*,
- Amélioration du référentiel de comptabilités matières au *Gabon*,
- Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes en *République Centrafricaine*,

- Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses à *Sao Tomé-et-Principe*.

## Réussite remarquable 2

*Le PEFA du Gabon de 2016 a obtenu une notation faible sur l'indicateur d'exhaustivité du budget. Cette faiblesse découlait des dysfonctionnements liés à l'absence de documentation budgétaire sur les finances des autres administrations publiques comme les établissements publics nationaux.*

Recettes affectées dans le budget général et le suivi des établissements publics
<b>Pays :</b> Gabon  <b>Domaine d'intervention :</b> Gestion des finances publiques <b>Date de mise en œuvre :</b> 2016-2019
<b>Objectifs de l'appui :</b> Mettre en place un cadre de suivi des établissements publics nationaux et préparer un rapport sur leurs états financiers.
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Le Centre a organisé trois missions d'assistance technique sur les recettes affectées et le suivi des établissements publics et une visite d'immersion des cadres du Ministère du budget et des comptes publics sur la tutelle des établissements publics nationaux et le suivi des sociétés d'Etat à la direction générale du portefeuille de l'Etat et à la direction du contrôle budgétaire en République de Côte d'Ivoire.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> (1) Création d'une cellule en charge de la tutelle des établissements publics nationaux et du suivi des entreprises publiques ; (2) Adoption du projet de loi sur la gouvernance des établissements publics par le gouvernement ; (3) Préparation d'une annexe à la loi de finances 2020 d'un rapport sur la surveillance financière des services publics personnalisés.
<b>Impact du projet :</b> Amélioration de la transparence budgétaire avec une documentation budgétaire plus exhaustive.
<b>Facteurs de succès :</b> La synergie entre toutes les parties prenantes à savoir les autorités gabonaises, le département Afrique du FMI, le département des finances publiques du FMI et AFC.
<b>Leçons apprises :</b> Une communication permanente entre les parties prenantes des réformes est un gage de leurs mises en œuvre optimales.

### Perspectives 2022

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Poursuite de l'appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire au *Cameroun*,
- Poursuite des travaux sur la mise en place dans le système d'information des outils de pilotage de l'exécution du budget (plans de passation des marchés, plans d'engagement des dépenses, plan de trésorerie) au *Gabon*,

- Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes en *République Centrafricaine*,
- Poursuite des travaux de mise en place des plans d'engagement des dépenses et de la régulation budgétaire dans le système d'information à *Sao Tomé-et-Principe*.

#### **B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers**

##### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, le principal résultat atteint au cours de l'année fiscale est le suivant :

##### Résultat escompté : Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires

- Appui à l'élaboration d'un référentiel des processus budgétaires et comptables des matières pour le développement d'un système d'information de comptabilité des matières au *Cameroun*,
- Revue des dernières versions des guides de procédures d'exécution budgétaire et comptable ainsi que du projet de version commentée du nouveau plan comptable de l'État en *République du Congo*,
- Formation pour la mise en place d'une méthodologie d'apurement de certains comptes de la balance générale des comptes de l'Etat et sensibilisation des cadres de la DGCPT sur le contrôle interne comptable au *Gabon*,
- Amélioration du système actuel de comptabilité de caisse dans la perspective du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale en 2021 en *République Centrafricaine* (**Réussite remarquable 3**).
- Amélioration du dispositif d'enregistrement des opérations de recettes et de dépenses et renforcement du mécanisme de rapprochement mensuel des comptes du Trésor avec la banque centrale au titre de l'année 2019 en *République Centrafricaine*,
- Appui à la mise en place d'une feuille de route pour la préparation de la mise en œuvre des réformes comptables au *Tchad*.

##### *Programme de l'année fiscale 2021*


Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Amélioration du système de comptabilité de l'Etat au *Cameroun*,
- Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance au *Congo*,
- Amélioration de la qualité des informations comptables au *Gabon*, en *République Centrafricaine*, en *République démocratique du Congo* et au *Tchad*,

- Formation des cadres de la *région* sur les normes comptables de l'administration publique au cours d'un séminaire régional.

### Réussite remarquable 3

*La République Centrafricaine a engagé des actions d'amélioration de son système de gestion financière et comptable de l'Etat.*

Amélioration de la qualité comptable en République Centrafricaine
<b>Pays :</b> République Centrafricaine  <b>Domaine d'intervention :</b> Comptabilité de l'Etat <b>Date de mise en œuvre :</b> Janvier 2019 à décembre 2022
<b>Objectif de l'appui :</b> Appuyer la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique à améliorer le système actuel de comptabilité de caisse dans la perspective du passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale en 2021.
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Le Centre a organisé en janvier et en octobre 2019, deux missions d'appui à l'apurement des comptes d'imputation provisoire de recettes et dépenses et des comptes à soldes irréguliers affaiblissant la qualité comptable depuis des années, en prélude aux travaux de développement d'un nouveau système d'information financière et comptable.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Les travaux effectués lors de ces deux missions ont permis aux cadres de la direction de la centralisation comptable (DCC) de l'Agence comptable centrale du Trésor (ACCT) : (1) d'apurer une soixantaine de comptes sur plus de soixante-douze identifiés au début de la mission de janvier 2019 ; (2) de mettre en place un projet de normes comptables et un projet de guide de fonctionnement des comptes du plan comptable de l'Etat et ; (3) de renforcer les capacités des cadres sur les enjeux de la nouvelle comptabilité de l'Etat et le contrôle interne comptable.
<b>Impact du projet :</b> Une meilleure compréhension par les autorités nationales des enjeux de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale, du contrôle interne comptable et de la nécessité de mettre en place l'ensemble des référentiels comptables, aussi bien opérationnels que fonctionnels, complémentaires au nouveau cadre légal et réglementaire de gestion des finances publiques. Ces outils sont indispensables à la rénovation du système comptable de l'Etat, et surtout son informatisation.
<b>Facteurs de succès :</b> La disponibilité des cadres de la DCC et leurs besoins accrus de renforcement de capacité.
<b>Leçons apprises :</b> La poursuite systématique des ateliers de renforcement de capacité des parties prenantes sur des thématiques pointues de la nouvelle gestion publique lors des missions d'AFC est importante.

### Perspectives 2022

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Poursuite de l'élaboration des référentiels fonctionnels ou opérationnels de mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale au *Cameroun*,
- Poursuite de l'amélioration de la qualité des comptes produits au *Congo*,

- Poursuite de l'appui à l'apurement des comptes d'attente au *Gabon*, en *République Centrafricaine* et en *République démocratique du Congo*,
- Poursuite de la mise en place d'un système comptable base caisse en *Guinée équatoriale*.

## **B.5 Améliorer la gestion des actifs et des passifs**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2020 sont les suivants :

#### Résultat escompté : Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale

- Amélioration des prévisions de flux de trésorerie des unités budgétaires au *Cameroun*,

#### Résultat escompté : Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)

- Amélioration de la centralisation quotidienne des soldes de trésorerie dans le CUT et de la mise à jour des plans de trésorerie au *Cameroun*, en *République Centrafricaine*, et au *Tchad*.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Amélioration de la gestion de la trésorerie au *Cameroun*,
- Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie au *Gabon* et en *République Centrafricaine*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Amélioration de la gestion de la gestion de la trésorerie au *Cameroun*,
- Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie au *Gabon* et en *République Centrafricaine*, *Sao Tomé-et-Principe* et *Tchad*.

## C. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

### *Améliorer la gestion des finances publiques par des projections budgétaires solides*

#### C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

##### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, le principal résultat atteint au cours de l'année fiscale 2020 est le suivant :

##### Résultat escompté : Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques

- Participation aux missions de suivi-évaluation de la transposition et de la mise en œuvre des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques de la CEMAC au Gabon et en Guinée équatoriale,
- Participation à une mission sur le renforcement de la crédibilité budgétaire en République Centrafricaine,
- Participation à une mission sur l'actualisation de la stratégie de réforme des finances publiques afin de répondre aux enjeux actuels et d'en améliorer la mise en œuvre au Tchad.

##### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Participation à la revue des textes à distance et aux ateliers de renforcement de capacités organisés par la CEMAC,
- Renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire annuelle en Guinée équatoriale,
- Participation aux formations à distance des membres du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays de l'Afrique centrale (FOHBAC) sur des thématiques en lien avec le renforcement des capacités en gestion des finances publiques

##### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Participation à la revue des textes à distance et aux ateliers de renforcement de capacités organisés par la CEMAC,

- Participation aux formations à distance des membres du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays de l’Afrique centrale (FOHBAC) sur des thématiques en lien avec le renforcement des capacités en gestion des finances publiques.

## C.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

### *Résultats au 30 avril 2020*


Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l’année fiscale 2020 sont les suivants :

#### Résultat escompté : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget

- Renforcement des capacités des cadres de la *région* en matière de prévision des recettes budgétaires et élaboration d’une feuille de route pour le renforcement des dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de prévision des recettes budgétaires,
- Formation des cadres de la région sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d’un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*,
- Renforcement de l’ancrage du cadrage macroéconomique aux dispositifs d’élaboration du cadre budgétaire à moyen terme à partir du TOFE (Tableau des opérations financières de l’État) prévisionnel en *République du Congo* et en *République Centrafricaine* (**Réussite remarquable 4**),
- Redynamisation des dispositifs et modèles de cadrage macrobudgétaire en *République du Congo* et au *Tchad*,
- Formation des cadres de tous les pays (à l’exception de la *Guinée Equatoriale*) sur l’analyse de la politique budgétaire à travers un cours régional conjoint avec l’IDC, l’IFA et AFRITAC Sud,
- Renforcement des dispositifs d’élaboration des cadres budgétaires à moyen terme en *République Centrafricaine* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Mission d’apprentissage par les pairs au Sénégal sur les dispositifs institutionnels, techniques et organisationnels de cadrage macroéconomique et budgétaire au bénéfice des cadres du *Gabon*,
- Formation conjointe de l’IDC et d’AFRITAC Centre sur le développement des cadres macrobudgétaires, les règles budgétaires et l’analyse de la dynamique de la dette au *Tchad* avec la participation du département Afrique. Cette activité entraine dans le cadre du projet CEMAC de l’IDC qui a précédemment délivré des formations similaires dans d’autres pays de la région.

## Réussite remarquable 4

*Le dispositif de programmation budgétaire à moyen terme de la République Centrafricaine était inexistant.*

Renforcement des dispositifs de programmation budgétaire à moyen terme
<p><b>Pays :</b> République Centrafricaine </p> <p><b>Domaine d'intervention :</b> Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires</p> <p><b>Date de mise en œuvre :</b> Processus continu de mars à août 2019</p>
<p><b>Objectifs de l'appui :</b> Mettre en place une démarche efficace d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme à partir du TOFE prévisionnel, y compris le cadre institutionnel, les outils techniques et méthodologiques nécessaires ainsi que les rôles des parties prenantes.</p> <p><b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Une mission d'AFC a permis de revisiter les contraintes de l'exercice de cadrage macroéconomique, de renforcer les capacités des experts centrafricains sur les méthodes de prévision des agrégats budgétaires (recettes, dépenses et financements) et d'élaborer une maquette expérimentale pour l'élaboration du CBMT/CDMT. Une deuxième mission en mai-juin 2019 a permis de former les acteurs sur l'utilisation de cette maquette. Conjointement avec Expertise France, un atelier a été organisé en août 2019 pour renforcer l'appropriation et l'utilisation de cette maquette, l'élaboration du CBMT/CDMT de 2020-2022, la note d'orientation budgétaire de la RCA sur cette période à annexer au projet de loi de finances 2020 ainsi, qu'une organisation idoine des services de la Direction de la Programmation, de la Préparation et de la Réforme Budgétaire pour la conduite régulière de ces travaux.</p> <p><b>Principaux résultats obtenus :</b> Les travaux ont permis de disposer d'un outil d'élaboration des CBMT/CDMT ainsi que de mettre en place les structures institutionnels en charge de ces travaux.</p> <p><b>Impact du projet :</b> Le projet contribue à renforcer la programmation et la crédibilité du budget ainsi que la visibilité des actions de politiques macrobudgétaires à moyen terme.</p> <p><b>Facteurs de succès :</b> L'implication active et l'intérêt de la Direction générale du budget (DGB) et la synergie avec un partenaire technique et financier local (Expertise France).</p> <p><b>Leçons apprises :</b> Compte tenu des contraintes budgétaires et des contraintes de calendrier d'AFC, entre 2 missions, le contact continu avec des interlocuteurs (DGB dans le cas d'espèce) et la synergie avec les PTF locaux permettent d'accélérer la mise en œuvre des projets et des recommandations.</p>

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Renforcement des modèles de cadrage et de programmation budgétaire pluriannuelle au Congo, en République Centrafricaine, en République démocratique du Congo et à Sao Tomé-et-Principe, à travers des missions à distance couplées avec des missions sur site,
- Renforcement de la prévision des recettes pétrolières au Tchad,

- Renforcement de la capacité des cadres de la *région* en matière de prévision et programmation des dépenses publiques au cours d'un séminaire régional,
- Formation des cadres de la *région* sur les affectations des recettes dans le budget de l'Etat et les dépenses fiscales,
- Formation à distance des cadres de la *région* sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d'un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*,
- Poursuite du renforcement conjoint des capacités avec l'IDC sur les cadres macroéconomiques dans les pays membres pour donner suite aux discussions avec les autorités et le département africain.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Formation des cadres des pays membres sur des aspects thématiques et méthodologiques de la gestion macroéconomique et budgétaire au cours d'un séminaire régional conjoint avec IDC,
- Renforcement des modèles de cadrage macroéconomique et budgétaire au *Congo*, *République centrafricaine* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Poursuite du renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire pluriannuelle au *Congo*, en *Centrafrique*, en *Guinée équatoriale*, et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Développement des modèles de prévision des recettes budgétaires au *Congo*, en *Centrafrique*, au *Gabon*, en *Guinée équatoriale*, à *Sao Tomé-et-Principe* et au *Tchad*,
- Poursuite de la formation des cadres de tous les pays de la *région* sur l'analyse de la politique budgétaire à travers des ateliers nationaux,
- Formation à distance des cadres de la *région* sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d'un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*.

### **C.3 Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires**

#### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2020 sont les suivants :

[Résultat escompté : Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques](#)

- Appui à l'identification, au suivi et à la gestion des risques budgétaires au *Gabon*, en *République démocratique du Congo* et au *Tchad* afin de les quantifier et de suggérer les mesures d'atténuation et de provisionnement pour en limiter les conséquences sur le cadrage et l'exécution budgétaires.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Sensibilisation des cadres du *Cameroun* à l'identification, au suivi et à la gestion des risques budgétaires au cours d'un atelier national,
- Appui à l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires en *République centrafricaine* et au *Gabon*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Appui à l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires au *Congo*,
- Formation des cadres de la *région* sur l'intégration du suivi des risques budgétaires dans les cadres budgétaires à moyen terme au cours d'un séminaire régional.

## **D. Statistiques des finances publiques**

### *Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées*

#### **D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision**

##### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2020 sont les suivants :


##### Résultat escompté : Les données sources conviennent à l'établissement des statistiques des finances publiques

- Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques au *Cameroun* (**Réussite remarquable 5**),
- Lancement des travaux de production des statistiques de la dette suivant la méthodologie du guide des statistiques de la dette publique/MSFP 2014 en *République du Congo*,

## Réussite remarquable 5

*Le Cameroun a lancé et conduit une enquête visant l'établissement d'un fichier institutionnel du secteur public à la suite des formations sur le MSFP 2014 et des appuis techniques d'AFC.*

Elaboration d'un fichier institutionnel du secteur public camerounais pour des fins d'extension de la couverture des statistiques des finances publiques

**Pays :** Cameroun 

**Domaine d'intervention :** Statistiques des finances publiques

**Date de mise en œuvre :** Depuis octobre 2019

**Objectifs de l'appui :** Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales, afin de s'assurer de l'exhaustivité des transactions et du nombre des unités des administrations publiques couvertes.

**Rôle d'AFC dans l'appui :** Accompagnement afin de s'assurer du respect des principes, de la méthodologie et de la procédure de sectorisation des unités des administrations publiques, selon le *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2014 (MSFP 2014)*.

**Principaux résultats obtenus :** Constitution d'un fichier institutionnel du secteur public camerounais complet et dynamique en vue de pouvoir y intégrer les unités nouvellement créées et/ou mouvoir les unités existantes aux sous-secteurs appropriés, suivant des changements de nature de celles-ci. Le même fichier institutionnel sera exploitable en même temps par l'Institut National des Statistiques du Cameroun pour les comptes nationaux, le service des statistiques monétaires de la Direction nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), ainsi que d'autres acteurs intéressés dans le domaine statistique. Le tableau institutionnel du secteur public du Cameroun est composé de 54 entités pour l'administration centrale budgétaire, 507 unités extrabudgétaires, 1 unité de sécurité sociale, 374 collectivités territoriales décentralisées dont 360 communes et 14 communes urbaines et 44 sociétés publiques dont 38 sociétés publiques financières.

**Impact du projet :** Une appropriation par les cadres en charge du TOFE au Cameroun, de la méthodologie de sectorisation des unités des administrations publiques selon le *Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2014 (MSFP 2014)*.

**Facteurs de succès :** La volonté des autorités camerounaises à adopter et à mettre en œuvre la méthodologie du *MSFP 2014* à la suite des formations reçues a été déterminante pour la réussite de ce projet.

**Leçons apprises :** Sous l'impulsion des autorités, les cadres sont en mesure d'entreprendre et mettre en œuvre certaines des activités prévues dans le Plan d'Actions d'adoption du *MSFP 2014* de manière autonome avec un appui minime d'AFC.

- Elaboration d'une matrice de collecte des données source de la dette publique (emprunts/crédits à long terme) selon le Guide de la Dette du Secteur Public du FMI en conformité avec les normes de reporting à la base de données de la Banque Mondiale en *Guinée équatoriale*,
- Elaboration du compte de patrimoine financier pour 2017 et 2018 à partir de la situation nette de l'État présentée dans le Compte général de l'Etat (CGE) au *Gabon*,

- Renforcement des capacités des nouveaux agents sur les principes fondamentaux de la méthodologie du MSFP 2014 ainsi que les procédures d'élaboration des SFP au *Gabon*,
- Finalisation du projet du tableau institutionnel du secteur des administrations publiques, et lancement des travaux de recensement des données nécessaires pour l'extension du champ des statistiques des finances publiques au *Tchad*.

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement

- Poursuite des travaux de basculement de l'actuelle méthodologie du TOFE, selon la Directive TOFE CEMAC et/ou du *MSFP 2014* et produisant des statistiques des finances publiques annuelles couvrant l'Administration Centrale Budgétaire :
  - au *Cameroun* et en *Guinée équatoriale* pour l'année fiscale 2018,
  - en *République du Congo* et au *Gabon* pour les années fiscales 2017 et 2018,
  - en *RCA*, une série statistique de 2014 à 2018,
  - à *Sao Tomé-et-Principe*, une série statistique de 2013 à 2018,
  - au *Tchad*, une série statistique de 2012 à 2018.

Résultat escompté : La capacité du personnel a été renforcée grâce à la formation, notamment en ce qui concerne l'élaboration de données de base, les méthodes de compilation et la diffusion

- Appropriation de l'outil automatisé d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 par les équipes TOFE de la *République du Congo*, du *Gabon* et du *Tchad*,
- Remplissage et transmission des questionnaires statistiques du FMI aux fins de publication dans son annuaire statistique pour la période 2014 à 2018 pour la *RCA* ; 2013-2018 pour *Sao Tomé-et-Principe* et 2012-2018 pour le *Tchad*.

Résultat escompté : L'environnement juridique / institutionnel est propice à la compilation et à la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières

- Etablissement d'un diagnostic des défis statistiques en *République du Congo*, dans le cadre d'une mission conjointe des statistiques de comptabilité nationale, des prix, des finances publiques, et du secteur extérieur,
- Revue et finalisation du texte de décret-loi portant transposition de la Directive du TOFE CEMAC dans la loi nationale, à faire ratifier par le Ministre des Finances en *Guinée-équatoriale*.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (en élaborant les TOFEs format *MSFP 2014* des exercices les plus récents) au *Cameroun*, au *Gabon*, en *Guinée équatoriale*, en *République Centrafricaine*, en *République du Congo*, en *République démocratique du Congo*, à *Sao Tomé-et-Principe* et au *Tchad*.
- Appui sur l'assurance qualité (exhaustivité) de l'enregistrement des transactions de l'ensemble des administrations publiques en *République du Congo*,
- Elaboration des TOFE pour tous les *pays membres* et transmission des données pour leur publication dans l'annuaire du département statistique du FMI.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les principales perspectives pour 2022 sont les suivantes :

- Poursuite de l'appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale et aux collectivités locales pour l'ensemble des pays membres,
- Poursuite de l'élaboration des TOFE pour tous les *pays membres* et transmission des données pour leur publication dans l'annuaire du département statistique du FMI,
- Formation *régionale* sur le traitement des cas-limites (transactions et sectorisation).

## **E. Statistiques macroéconomiques**

### *Appuyer à l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables*

#### **E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Résultat escompté : Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards)

- Amélioration de la coordination, de la production et de la diffusion des statistiques macroéconomiques en *République du Congo*,
- Appui à la mise en place de la série des comptes nationaux conformes au SCN 93 pour la période 1990-2018 en *République du Congo*,
- Démarrage des travaux de calcul des comptes nationaux trimestriels (CNT) à travers l'identification et le test des indicateurs, la mise en place d'une maquette provisoire

selon l'optique production du PIB et la définition d'un plan d'actions allant jusqu'à la publication au *Gabon*,

- Amélioration de l'outil simplifié pour le calcul des comptes nationaux annuels pour intégrer la désagrégation des comptes par secteurs institutionnels et les recommandations sur la mesure du volume aux prix de l'année précédente au *Gabon*,
- Appui aux travaux d'élaboration des maquettes nécessaires permettant d'identifier les indicateurs de haute fréquence (IHF) de volume, de valeur et de prix pour plus de 90 pour cent du PIB en *Guinée équatoriale*,
- Renforcement des capacités des cadres de la *Guinée équatoriale* dans la maîtrise des techniques de trimestrialisation et de correction des variations saisonnières,
- Consolidation des premières estimations des comptes nationaux de la période 2016-2018 et mise en place de la grille de passage entre la nomenclature du commerce extérieur et celle des comptes nationaux afin de prendre en compte le traitement de la source commerce extérieur en *République démocratique du Congo*,
- Appui au traitement, à l'organisation et à l'intégration des données du commerce extérieur ainsi que celles des prix dans la compilation des comptes nationaux trimestriels à *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Les participants au système de diffusion des données renforcent les pratiques de diffusion des données par le biais de la page nationale récapitulative des données

- Lancement réussi de la Page Nationale Récapitulative des Données (PNRD) de la plateforme du Système Général de Dissémination des Données-amélioré (SGDD-a) au *Gabon* (**Réussite remarquable 6**).


*Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Appui à la rétopolation et la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2016 conforme au SCN 2008 au *Cameroun*,
- Formation sur l'élaboration des comptes financiers au *Cameroun*,
- Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels au *Congo*, au *Gabon*, en *Guinée équatoriale* et en *République Centrafricaine*,
- Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base en *République Centrafricaine*, à *Sao Tomé-et-Principe* et au *Tchad*,
- Appui au rattrapage des retards dans la production et la dissémination des comptes nationaux en *République démocratique du Congo*,

## Réussite remarquable 6

*Le Gabon a besoin d'un cadre de référence pour une dissémination régulière de l'ensemble de ses statistiques macroéconomiques.*

Appui à la souscription au SGDD-a
<b>Pays :</b> Gabon  <b>Domaine d'intervention :</b> Statistiques macroéconomiques <b>Date de mise en œuvre :</b> 3 au 11 octobre 2019
<b>Objectif de l'appui :</b> Appuyer le Gabon dans les travaux préparatifs de lancement de la Page Nationale Récapitulative des Données (PNRD) du Système Général de Dissémination des Données-amélioré (SGDD-a). <b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Mener les activités de formation pour permettre aux points focaux de maîtriser le fonctionnement de la PNRD pour son actualisation régulière. <b>Principaux résultats obtenus :</b> Amélioration de la transparence à travers la mise à disposition des données au public et lancement réussi de la PNRD accessible via le lien suivant : <a href="https://dsbb.imf.org">https://dsbb.imf.org</a> <b>Impact du projet :</b> Mettre à disposition du public et des décideurs économiques l'ensemble des statistiques macroéconomiques essentielles pour l'élaboration de la politique économique. <b>Facteurs de succès :</b> La forte implication des autorités et la bonne coordination des activités de renforcement des capacités entre le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement. <b>Leçons apprises :</b> La souscription au SGDD-a encourage fortement la production à temps des statistiques macroéconomiques et renforce la coordination du système statistique du pays.

- Appui à l'élaboration de la série des comptes nationaux rebasés (base 2017) selon le SCN 2008 et formation sur les Equilibres Ressources Emplois au Tchad,
- Renforcement de la coordination des travaux statistiques régionaux avec l'AFRISTAT et la CEMAC,
- Amélioration de la compréhension des cadres de la région aux activités de changement de l'année de base et du passage au SCN 2008.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les perspectives de l'année fiscale 2022 sont de poursuivre les chantiers entrepris en 2021, à savoir :

- Appui à la retropolation et la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2016 conforme au SCN 2008 au Cameroun,
- Formation sur l'élaboration des comptes financiers au Cameroun,

- Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels au *Congo*, au *Gabon*, en *Guinée équatoriale* et en *République Centrafricaine*,
- Appui au rattrapage des retards dans la production et la dissémination des comptes nationaux en *République démocratique du Congo*,
- Appui à l'élaboration de la série des comptes nationaux rebasés (base 2017) selon le SCN 2008 au *Tchad*,
- Renforcement de la coordination des travaux statistiques régionaux avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*,
- Amélioration de la compréhension des cadres de la *région* aux activités de changement de l'année de base et du passage au SCN 2008.

## F. Gestion de la dette publique

### *Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique*

Le programme de travail de l'année fiscale 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement de ses activités par le mécanisme *Debt Management Facility (DMF)* du Fonds monétaire international (encadré 2) à partir d'août 2020. Les prochains comités d'orientation seront informés sur les activités et les résultats engrangés en gestion de la dette publique à travers un document qui sera en annexe du rapport principal.

#### **Encadré 2**

#### *Financement du programme de travail en gestion de la dette publique par le mécanisme Debt Management Facility (DMF)*

Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette
<b>Domaine d'intervention :</b> Gestion de la dette <b>Contributeurs :</b> Commission européenne, Banque africaine de développement, Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Russie <b>Année de lancement :</b> 2008
<p>Le mécanisme de gestion de la dette (<i>DMF</i>) est un fonds fiduciaire conjoint multi-donateurs entre le FMI et la Banque mondiale. Lancée en 2008, le FMI a rejoint sa deuxième phase en 2014. Forte du succès de la phase II, la troisième phase du DMF III a été lancée en avril 2019.</p> <p>L'objectif du DMF III est de renforcer la gestion de la dette afin de réduire les vulnérabilités liées à la dette et d'améliorer la transparence de la dette. DMF III fournit des conseils en gestion de la dette souveraine à travers la conception et l'application d'outils analytiques, la fourniture de services de conseil personnalisés, des formations, des webinaires et l'apprentissage entre pairs.</p> <p>Le DMF assiste 84 pays (dont la majorité se trouve en Afrique) dans un large éventail d'activités, notamment: l'amélioration de la gouvernance et des institutions, l'amélioration de la stratégie et des politiques, le développement des marchés de la dette et l'amélioration de la transparence de la dette.</p>
<b>Source :</b> FMI, Institut pour le développement des capacités

## **F.1 Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2020 sont les suivants :

Résultat escompté : Une capacité améliorée d'évaluation, de suivi et de gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique

Résultat escompté : Une capacité améliorée d'élaboration de stratégies de financement qui permettent de maintenir un meilleur équilibre entre les coûts et risques, maintiennent la dette à un niveau viable sur le moyen terme et améliorent la résilience du portefeuille de la dette aux chocs de marché

Résultat escompté : Une capacité améliorée de préparation du plan annuel de financement qui énonce le besoin de financement, identifie les sources de financement, favorise une bonne exécution des opérations de financement

- Amélioration du contenu du projet de document de la SDMT, préparation du projet du plan de financement de l'exercice budgétaire 2020 en *République démocratique du Congo*,
- Élaboration d'un outil analytique pour la préparation du calendrier d'émission des titres d'Etat en *République démocratique du Congo*,
- Formation d'une quinzaine de cadres sur l'élaboration de la SDMT *au Tchad*.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Formation sur les concepts de base en gestion de la dette en *Guinée équatoriale*,
- Amélioration des pratiques d'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme au Cameroun et en *République démocratique du Congo*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Formation sur la préparation du plan annuel de financement en *République centrafricaine à Sao Tomé-et-Principe et au Tchad*,
- Renforcement des pratiques de préparation du calendrier d'émission à *Sao Tomé-et-Principe*,

- Renforcement des capacités de préparation de la SDMT en *République du Congo*.

## **F.2 Mettre en place une infrastructure de marché des titres et développer les capacités pour réaliser des financements à moindre coût**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale 2020 sont les suivants :

#### Résultat escompté : Amélioration de la capacité du personnel en matière de financement domestique et international

- Quatre cadres de la *BEAC* se sont imprégnés du modèle de coordination des activités d'émission de titres publics mis en place dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

## **F.3 Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette sur l'analyse de viabilité de la dette**

### *Résultats au 30 avril 2020*

#### Résultat escompté : Améliorer la connaissance sur le cadre d'analyse de viabilité de la dette et son outil AVD qui informent le personnel sur la dynamique de la dette et les risques de surendettement

- Douze cadres des pays membres du Centre ont été formés à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

- Formation *régionale* sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette.

## **F.4 Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur**

### *Résultats au 30 avril 2020*


#### Résultat escompté : Mise en place d'un processus d'émission des titres d'État bien défini

- Préparation d'un plan d'action pour approfondir le marché régional des titres publics de la *CEMAC*,
- Elaboration des modalités d'application du nouveau cadre réglementaire du marché des titres publics de la *CEMAC*,

- Appui à la mise en place d'un marché des titres d'Etat pour améliorer l'exécution efficiente du budget de l'Etat en *République démocratique du Congo* (**Réussite remarquable 7**).

### Réussite remarquable 7

*La République Démocratique du Congo n'a pas de marché de titres publics et dépend du financement extérieur et des avances statutaires de la Banque Centrale pour financer une partie de ses dépenses budgétaires.*

Développement du marché des titres d'Etat en RDC
<b>Pays :</b> République Démocratique du Congo 
<b>Domaine d'intervention :</b> Gestion de la dette publique
<b>Date de mise en œuvre :</b> Depuis 2015
<b>Objectif de l'appui :</b> Reprise des émissions de titres publics pour améliorer l'exécution efficiente du budget de l'Etat.
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Une première mission organisée en février 2015 a permis d'élaborer une feuille de route pour guider les actions en vue de la reprise des émissions de titres publics après une suspension de près de 30 ans. Trois missions sur place et de l'appui technique à distance ont ensuite permis : (1) d'élaborer les règles et procédures relatives aux émissions de titres d'Etat ; (2) de mettre en place le cadre de gouvernance des opérations d'émission de titres d'Etat ; (3) d'élaborer la stratégie de lancement des opérations d'émission de titres publics, et ; (4) de renforcer les capacités des autorités en matière d'émission de titres publics. AFC a également facilité et financé une visite d'étude de quatre cadres de la République Démocratique du Congo pour s'imprégner de l'expérience tunisienne en matière de création et de développement du marché intérieur des titres publics.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Le démarrage des émissions de bons du Trésor en octobre 2019.
<b>Impact du projet :</b> La réduction de la dépendance au financement extérieur et plus de flexibilité dans l'exécution du budget.
<b>Facteurs de succès :</b> L'engagement du Cabinet du Ministre des finances, des services techniques du Ministère des finances et de la Banque Centrale du Congo.
<b>Leçons apprises :</b> La synergie entre les parties prenantes et l'adoption de bonnes pratiques d'émission seront déterminantes pour la suite des actions de développement du marché des titres publics.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Appui à la mise en place d'un cadre de coordination des émissions de titres d'Etat à la *BEAC*,
- Appui à la vulgarisation des modes opératoires des diverses procédures et techniques de gestion des titres d'Etat à la *BEAC*,

- Appui à l'identification de nouveaux mécanismes de financement en vue d'atténuer le risque de liquidité de l'Etat en République démocratique du Congo
- Préparation d'un manuel de procédures pour les émissions, le suivi et le remboursement des titres d'Etat en *République démocratique du Congo*,

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre du plan de réformes à la *BEAC*,
- Amélioration et renforcement du processus d'émission en *République démocratique du Congo*,
- Renforcement du cadre réglementaire d'émission des titres d'Etat en *République démocratique du Congo*,
- Formation des cadres de la *BEAC* sur les opérations de rachat de la dette,
- Formation *régionale* sur les opérations de gestion du passif.

## **F.6 Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en aidant en la mise en place d'un cadre légal et institutionnel approprié**

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Renforcement des pratiques de prévision du service de la dette publique en *République Centrafricaine* et à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Préparation du manuel de procédures pour les opérations de gestion de la dette au *Tchad*.

## **F.7 Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en mettant en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette**

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021 est le suivant :

- Mise en place de procédures pour la mise à jour ponctuelle de la base de données de la dette au *Tchad*,
- Mise en place de procédures et de processus de suivi de la dette au *Tchad*,

- Renforcement des pratiques de suivi et de reporting de la dette au *Congo*,
- Amélioration de l'architecture et du contenu du site web de la dette publique, en *République démocratique du Congo*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont les suivantes :

- Amélioration des pratiques de reporting de la dette au *Cameroun, en République centrafricaine* et au *Tchad*.

## **G. Régulation et supervision bancaires**

### *Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires*

#### **G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales**

#### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque

Résultat escompté : Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée

Résultat escompté : Les instances de supervision et réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres choses, des conseils d'administration et une supervision de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle

Résultat escompté : Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agréments et imposent des conditions réglementaires le cas échéant

- Élaboration du nouveau règlement relatif à la gestion des risques dans les établissements de crédit, ainsi que de trois projets de lignes directrices à l'attention de la profession bancaire en matière de gestion des risques, de maîtrise du risque informatique et de plan de continuité d'activité, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Príncipe*.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021, établi en concertation avec les autorités bénéficiaires de l'assistance technique, est le suivant :

- Révision et mise à niveau de la réglementation prudentielle applicable aux établissements spécialisés dans les services de paiement et de monnaie électronique (instruction n° 24) à la *Banque Centrale du Congo* (mission réalisée à distance).

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, les perspectives des années fiscales futures sont notamment les suivantes, à affiner le moment venu avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, en fonction de l'évolution de leurs besoins et des résultats atteints durant l'année fiscale 2021 :

- Poursuite de la révision générale de la réglementation prudentielle pour sa mise en conformité avec les normes internationales, à la *Banque de la République du Burundi*, à la *Banque Centrale du Congo*, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Príncipe* et à la *COBAC*, au moyen de la rédaction directe ou de la revue de projets de règlements, d'instructions ou de circulaires réglementaires.

## **G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : Les Autorités de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques et des autres processus de contrôle

Résultat escompté : Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques

Résultat escompté : Les Autorités de contrôle agissent en temps opportun face aux pratiques ou activités dangereuses qui pourraient poser des risques pour les banques ou pour le système bancaire

- Mise à niveau de la méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit dans les établissements de crédit, selon l'approche basée sur les risques, afin de l'enrichir en fonction des normes et des bonnes pratiques internationales à la *COBAC* (**Résultat remarquable 8**),
- Finalisation d'une note méthodologique relative aux modes opératoires pratiques des contrôles sur place de la *Banque Centrale du Congo* dans les établissements de crédit concernant le dispositif de gestion des risques, en application de l'instruction n°22 révisée de la BCC y relative, publiée le 14 mai 2019,

## Réussite remarquable 8

*La Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) met en œuvre la supervision basée sur les risques.*

Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit

**Institution :** COBAC (CEMAC)

**Domaine d'intervention :** Régulation et supervision bancaires

**Date de mise en œuvre :** Octobre 2018 - Septembre 2019



**Objectifs de l'appui :** A la demande du Secrétaire Général de la COBAC, AFRITAC Centre est intervenu pour renforcer les capacités des inspecteurs de la COBAC à vérifier les principaux domaines de risque auxquels sont exposés les établissements de crédit opérant dans la sous-région, selon l'approche de la supervision basée sur les risques faisant référence sur le plan international. L'objectif est d'améliorer la détection précoce des difficultés bancaires et de mieux les caractériser afin de permettre à la COBAC d'intervenir plus tôt afin d'y porter remède, pour renforcer la stabilité financière.

**Rôle d'AFC dans l'appui :** AFRITAC Centre a réalisé trois missions d'assistance technique auprès de la Direction du Contrôle sur Place (DCPLA) du Secrétariat Général de la COBAC afin de renforcer les capacités des inspecteurs de la COBAC à mener des contrôles sur place mettant prioritairement l'accent sur l'évaluation appropriée des risques, dans les trois domaines majeurs ci-après : le risque opérationnel, le risque de liquidité et de financement, le risque de crédit.

**Principaux résultats obtenus :** Trois guides méthodologiques détaillés ont été développés dans chacun des domaines de risques précités, avec l'indication claire des objectifs des contrôles et de leur mode opératoire.

**Impact du projet :** La mise en œuvre des contrôles sur place de la COBAC selon la méthodologie révisée contribuera fortement au renforcement de la qualité du contrôle bancaire dans la CEMAC, au moyen d'une démarche d'évaluation des risques plus rigoureuse laquelle permettra ensuite à la COBAC de décider d'actions correctives mieux adaptées et plus précoces en cas de difficulté bancaire identifiée.

**Facteurs de succès :** AFRITAC Centre a pu mobiliser des experts court-terme chevronnés et disposant d'une expérience du terrain éprouvée, mis à disposition par la Banque de France, ce qui a permis de produire des livrables de qualité, structurés et adaptés aux enjeux. Le Secrétaire Général de la COBAC et les équipes d'inspection se sont fortement impliqués dans les travaux de révision, ce qui a favorisé la prise en compte des besoins et l'appropriation de la méthodologie révisée.

**Leçons apprises :** La COBAC devra pratiquer la méthodologie révisée lors des missions de contrôle sur place afin d'affiner les points de contrôle en tant que de besoin, en fonction du retour d'expérience.

- Révision du modèle de notation CAMELS/ORAP des établissements de crédit pour le mettre à niveau des récentes évolutions de la réglementation prudentielle et des bonnes pratiques d'évaluation du profil de risque à la *Banque Centrale du Congo*,
- Finalisation de l'élaboration d'une méthodologie de notation des établissements de crédit, destinée à évaluer rigoureusement leur profil de risque, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe*,

- Elaboration d'une feuille de route globale pour identifier les réformes à engager afin de finaliser complètement le passage à la supervision basée sur les risques à la *Banque de la République du Burundi*,
- Révision du projet de canevas du rapport annuel règlementaire relatif au contrôle interne et à la gestion des risques à la *Banque de la République du Burundi*,
- Enrichissement de la typologie des indicateurs de surveillance et d'alerte des superviseurs bancaires en charge du contrôle permanent des établissements de crédit à la *Banque de la République du Burundi*,
- Formation pratique des superviseurs à la mise en œuvre de la méthodologie de contrôle sur pièces et sur place des établissements de paiement à la *Banque de la République du Burundi*,
- Revue des modes opératoires relatifs au traitement des infractions à la réglementation prudentielle des établissements de crédit à la *COBAC*,
- Renforcement des capacités de l'ensemble des Autorités de supervision bancaire de la *sous-région* pour la mise en œuvre d'une démarche de contrôle efficace des établissements de crédit dans le domaine de la cybersécurité (séminaire régional).

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021, établi en concertation avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, est le suivant :

- Formation des superviseurs (contrôle sur pièces et sur place) à la supervision du risque informatique, sur la base du référentiel de contrôle existant et des meilleures pratiques à la *Banque Centrale du Congo*,
- Renforcement des capacités des superviseurs pour la mise en œuvre du processus de notation des établissements de crédit au moyen du modèle de notation révisé en 2020, sur la base des états financiers de l'exercice 2020, à la *Banque Centrale du Congo*,
- Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques, au moyen de l'élaboration d'un manuel de supervision (contrôles sur pièces et sur place) à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Príncipe* (deux missions, dont une réalisée à distance),
- Renforcement des capacités pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques, au moyen de la rédaction d'une note méthodologique, à la *Banque de la République du Burundi*,
- Renforcement des capacités pour le contrôle sur place de l'information comptable, financière et prudentielle des banques, au moyen de la rédaction d'une note méthodologique, à la *Banque de la République du Burundi*,

- Révision du modèle SYSCO 2 de notation des établissements de crédit, pour le mettre en phase avec les normes et les bonnes pratiques internationales, à la *COBAC* (mission réalisée à distance),
- Mise à jour de la méthodologie du modèle de notation révisé des établissements de crédit, au moyen d'un manuel destiné aux superviseurs, à la *COBAC* (mission réalisée à distance),
- Revue des modes opératoires relatifs à la gestion du processus de sanction, en vue de renforcer l'efficacité de l'intervention précoce, à la *COBAC*,
- Renforcement des capacités pour le contrôle sur place des établissements de paiement, au moyen de la rédaction d'une note méthodologique, à la *COBAC*,
- Renforcement des capacités pour le contrôle sur place du risque de marché dans les établissements de crédit, au moyen de la rédaction d'une note méthodologique, à la *COBAC*,
- Renforcement des capacités de l'ensemble des autorités de supervision bancaire *sous-régionales* concernant la régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques (séminaire régional).

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, la principale perspective des années fiscales futures est la suivante, à affiner le moment venu avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, en fonction de l'évolution de leurs besoins et des résultats atteints durant l'année fiscale 2021 :

- Renforcement des capacités opérationnelles des superviseurs bancaires pour la mise en œuvre effective et appropriée de la supervision basée sur les risques, à la *Banque de la République du Burundi*, à la *Banque Centrale du Congo*, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe* et à la *COBAC*, au moyen de la révision des modes opératoires, de l'appui à la rédaction de manuels méthodologiques de supervision et de formations opérationnelles.

**G.3 S'assurer que les banques disposent de fonds propres et de liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours de l'année fiscale sont les suivants :

Résultat escompté : La réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III

- Elaboration d'une feuille de route pour la *COBAC*, en vue du lancement d'un projet global de transposition du dispositif de Bâle (nouvelle appellation des dispositifs

dits de « Bâle II » et de « Bâle III ») dans le corpus de la réglementation prudentielle de la *CEMAC* applicable aux établissements de crédit,

- Formation des superviseurs bancaires au processus d'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres (ICAAP) et de la liquidité (ILAAP), suivie de l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en œuvre de l'exigence réglementaire applicable aux banques concernant la détermination du capital interne et de la liquidité interne, à la *Banque Centrale du Congo*.
- Révision du projet d'instruction aux établissements de crédit, relative à la communication financière (transposition du « Pilier 3 » du dispositif de Bâle), à la *Banque Centrale du Congo* (mission réalisée à distance)

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, la principale perspective des années fiscales futures est la suivante, à affiner le moment venu avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, en fonction de l'évolution de leurs besoins et des résultats atteints durant l'année fiscale 2021 :

- Appui technique aux projets de révision de la réglementation prudentielle en vue de la transposition du dispositif de Bâle (normes de « Bâle II/III »), notamment à la *Banque de la République du Burundi* et à la *COBAC*, également à la *Banque Centrale du Congo* et à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe*.

#### **G4. Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.**

### *Résultats au 30 avril 2020*

Résultat escompté : Amélioration de la connaissance de la norme IFRS par les autorités de contrôle et les banques, notamment en ce qui concerne le provisionnement afin de respecter les exigences selon les principes IFRS et Bâle

- Elaboration d'une feuille de route à la *Banque de la République du Burundi* pour engager un plan d'action global destiné à mettre en œuvre la norme comptable internationale IFRS 9 dans le secteur bancaire, s'agissant de l'identification et du provisionnement des pertes sur crédits attendues, au moyen de la révision de la réglementation prudentielle et de l'adaptation des modes opératoires de la supervision concernant les créances non performantes.

### *Programme de l'année fiscale 2021*

Sur cet objectif, le programme de travail de l'année fiscale 2021, établi en concertation avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, est le suivant :

- Révision des normes prudentielles applicables aux établissements de crédit relatives au classement des créances et à la couverture des pertes sur crédit attendues à la *Banque de la République du Burundi*.

### *Perspectives 2022*

Sur cet objectif, la principale perspective des années fiscales futures est la suivante, à affiner le moment venu avec les Autorités bénéficiaires de l'assistance technique, en fonction de l'évolution de leurs besoins et des résultats atteints durant l'année fiscale 2021 :

- Appui technique aux projets de révision de la réglementation prudentielle en vue de l'application de l'IFRS 9, à la *Banque de la République du Burundi*, à la *COBAC*, à la *Banque Centrale du Congo* et à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Príncipe*.



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional d'Assistance Technique**  
**pour l'Afrique Centrale**



**ANNEXE 1**

**ACTIVITES DU CENTRE DURANT LA PERIODE DE CONFINEMENT SUITE  
A LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19**

L'objectif de cette annexe est de présenter de manière succincte les activités menées par AFC à la fin de l'année fiscale 2020 lors de la survenue de la crise sanitaire du COVID-19 afin d'assurer - malgré les restrictions de déplacements - une continuité de son appui aux Etats membres et institutions bénéficiaires de l'assistance technique d'AFRITAC Centre.

## **I. Administration douanière et fiscale**

---

### **Cameroun (Administration fiscale)**

Une mission d'assistance technique au Cameroun a permis l'identification des axes additionnels d'amélioration des recettes, dont : (1) la rectification des déductions abusives de TVA ; (2) la rectification des déclarations qui présentent des risques de minorations des bases taxables à l'impôt sur les résultats et à la TVA ; (3) le contrôle conjoint avec la Douane, concernant les entreprises bénéficiant des régimes d'exonérations ; et (4) l'identification des mesures visant à surveiller la bonne application des conventions d'exonérations.

### **République Centrafricaine (Administration douanière)**

Une mission d'assistance technique en RCA a permis d'apporter un appui aux autorités centrafricaines dans la mise œuvre d'une nouvelle procédure relative à la valeur en douane à l'importation. A cet effet, l'expert court terme s'est attaché à la rédaction de la procédure d'analyse, de déclaration et de contrôle de la valeur à l'importation, tenant compte les prestations de Webb Fontaine RCA et les besoins de réorganisation et d'informatisation de l'administration des douanes centrafricaines. La validation du rapport en avril a permis sa transmission aux autorités, pour que ces derniers commencent l'implémentation de la nouvelle procédure proposée dès le mois de Mai 2020.

A la suite de la Pandémie COVID-19, FAD<sup>1</sup> a formulé une requête auprès des pays membres d'AFRITAC pour les aider à identifier des mesures rapides pour répondre à la pandémie. A cet effet, l'expert résident en administration des revenus s'est attaché à faire des relances téléphoniques auprès des 9 pays de l'Afrique centrale. Hormis la Guinée Equatoriale et la RDC (Administration des Impôts) , tous les autres pays ont répondu aux questionnaires.

En retour, les pays ont sollicité de pouvoir bénéficier d'un plus grand partage d'expériences sur les meilleures pratiques à utiliser pour limiter les risques liés à la pandémie. Le Département des Finances Publiques du FMI envisage d'envoyer aux pays une documentation standard qui sera adaptée par chaque pays en fonction de la spécificité de la situation.

Enfin, le conseiller résident a dû reporter deux missions d'assistance technique ( RCA) : audit du *Systèmeif 4* et une mission CEMAC en raison de la pandémie. Elles devraient être réalisées au cours de l'exercice fiscal 2021.

## **II. Gestion des finances publiques**

---

Durant la crise sanitaire, les conseillers en gestion des finances publiques de l'AFC ont participé aux réunions hebdomadaires avec leurs *backstoppers* et aux réunions bihebdomadaires avec la direction, le personnel et la division M2 du Département des finances publiques du FMI.

---

<sup>1</sup> *Fiscal affairs department* – Département des finances publiques du FMI

Les conseillers résidents d'AFC ont également participé à l'élaboration et la diffusion des notes du Département des finances publiques du FMI dans la région notamment dans l'élaboration de la note NBE/PCE ainsi que plusieurs webinaires organisés pour les pays membres d'AFC.

## **CEMAC**

Un atelier CEMAC sur l'adoption du projet de directive régionale et du guide didactique sur la comptabilité matière et des immobilisations a été organisé et animé par les conseillers résidents en gestion des finances publiques avec la collaboration du Département des finances publiques du FMI.

## **Cameroun**

Le conseiller résident en comptabilité et gestion de la trésorerie a démarré une mission virtuelle sur la préparation des spécifications fonctionnelles pour la conception d'un système d'information pour la comptabilité des stocks et des immobilisations de l'Etat.

## **Congo**

Le conseiller résident en charge des questions comptables et de gestion de la trésorerie a participé à une mission à distance d'installation du conseiller résident en gestion des finances publiques pour le Congo.

## **Gabon**

Depuis début mars 2020 AFC assiste, à sa demande, la DGBFIP (Direction Générale du Budget et des Finances Publiques) pour la préparation du plan d'engagement des dépenses du budget de l'Etat pour l'exercice 2021. Cette mission rentre dans le cadre de la préparation d'un déclencheur de l'appui budgétaire 2020 de la Banque Mondiale. L'objectif convenu avec les services techniques de la DGBFIP est de préparer le Template du plan d'engagement sur la base du détail de l'exécution du budget 2019 et les enveloppes de la loi de finances initiales 2020. La DGBFIP a mis en place un comité pour dérouler cette activité. A ce jour le Template a été validé par le comité avec quelques corrections mineures attendues. Une directive à l'attention des acteurs a été validée par le comité. La directive fera l'objet d'une diffusion au lancement de la préparation du projet de loi de finances 2021.

Aussi, en marge de ses travaux, AFC a appuyé la DGBFIP sur le système de codification à mettre en place pour identifier les projets dans la loi de finances et dans le Programme des Investissements Publics.

## **République Centrafricaine**

Une mission AFC à domicile est en cours pour la réalisation d'un cahier de charge informatique pour la mise en place des plans d'engagement et de la régulation budgétaire.

Le conseiller résident en charge des questions comptables et de gestion de la trésorerie a participé à une mission à distance d'installation du conseiller résident en gestion des finances publiques pour la Centrafrique.

## **République Démocratique du Congo**

En rapport avec le département des finances publiques, AFC a participé à la revue du projet de décret portant création de la cellule technique de suivi des travaux d'infrastructures au niveau de la présidence en RDC. AFC participe à l'élaboration de la note sur le projet de création de cette cellule.

## **Tchad**

En mars 2020, AFC a appuyé les autorités tchadiennes à mettre pour la mise en place d'une feuille de route pour la préparation de la mise en œuvre des réformes comptables. Cette feuille de route identifie et priorise les outils opérationnels à élaborer pour parvenir au développement d'un système d'information pertinent de tenue de la comptabilité d'exercice. Il a également proposé un nouveau cadre organisationnel de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP), distinguant et organisant les fonctions stratégiques et les fonctions opérationnelles d'une part, et un réseau comptable de l'Etat reposant sur les principes et règles d'organisation définies par les nouveaux textes juridiques, d'autre part. Enfin, AFC a aussi assuré le renforcement des capacités des cadres du ministère des finances et budget, avec une participation significative de ceux de la DGTCP sur les paradigmes de la comptabilité d'exercice.

## **FAD**

AFC a initié avec l'appui de FAD une note sur les outils budgétaires à privilégier pour assurer une prise en charge optimale des mesures en réponse à la crise COVID-19. L'objectif de la note est d'attirer l'attention sur la nécessité de suivre les voies et les procédures légales pour faire face à l'urgence de la lutte contre le COVID-19. Ces voies légales sont les seules garanties d'une gestion transparente de la crise. Il s'agit de minimiser les risques d'utilisation des procédures extra budgétaires qui peuvent contrarier les efforts des parties prenantes. La note propose des mesures et leur mise en œuvre progressive. Des fiches techniques seront préparées avec FAD et présentées aux pays pour guider les techniciens et les décideurs dans la démarche.

AFC est en train de renseigner un Template préparé par FAD sur l'inventaire des mesures prises dans les pays pour faire face à la crise.

### **III. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

---

Depuis le début du travail à domicile, le Conseiller a échangé en continu avec les autorités des pays membres de l'AFC (à l'exception du Burundi) sur les impacts plausibles de la pandémie du COVID-19 sur les cadres macrobudgétaires, leurs canaux de transmission et la mise à jour de ceux-ci dans l'optique d'identifier les mesures d'atténuation et de préparer les plans de ripostes et éventuellement des Lois de Finances rectificatives pour l'année 2020.

En concertation avec les Experts Court terme, et en préparation des prochaines missions :

#### **République Centrafricaine**

Une concertation a été organisée avec la Direction générale du Budget sur un appui à distance sur l'utilisation de la maquette d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme. Les échanges se poursuivent.

#### **Congo**

Le modèle de prévision macrobudgétaire a été finalisé et un état des besoins en informations a été élaboré. La rédaction du manuel d'utilisation de ce modèle est en cours. La formation sur l'utilisation effective de ce modèle se fera au cours de la prochaine mission.

## Tchad

A l'aide du module pétrole du modèle SIGNET ainsi que de la maquette laissée par la précédente mission FAD, le Conseiller a contribué à des simulations de l'impact de la baisse des cours du pétrole sur les prévisions des recettes. Ces travaux ont été effectués, à distance avec la participation d'une équipe de la Banque Mondiale et de la Direction des Etudes et de la Prévision. En outre, le Conseiller a suivi le déploiement de deux missions d'assistance techniques financées par l'Union Européenne sur l'élaboration des maquettes de cadres de dépenses à moyen terme des secteurs de la Santé et de l'Education.

Sur le séminaire régional sur les prévisions et la programmation des dépenses publiques prévu en août 2020, le Conseiller a engagé les échanges avec les Experts court terme identifiés afin de disposer avant la fin du mois d'avril 2020 des termes de références dudit séminaire.

En rapport avec FAD, le Conseiller a contribué à l'inventaire des mesures prises dans les pays pour faire face à la crise. Il a également participé aux vidéoconférences organisées par la division FAD/M2 sur ces mesures. Enfin, le conseiller contribue, depuis le début du mois d'avril 2020, à des travaux en cours, avec des collègues de FAD/M2 et AFW sur la qualité des prévisions des recettes budgétaires dans les pays de la CEMAC et de l'UEMOA.

## IV. Statistiques des finances publiques

---

Au niveau des statistiques des finances publiques, le conseiller résident a conduit les activités suivantes :

### Tchad et République Démocratique du Congo

- Collecte de données source en prélude aux missions restantes AF20 (à distance) ;
- Missions à distance au Tchad (13-17 avril) et en RDC (20-24 avril) et préparation des documentations post-missions y relatives ;
- Améliorer des outils de transcriptions des TOFEs base caisse produits régulièrement par les pays, et/ou de traitement des données-source (Balances des Comptes/ Etats Financiers), ainsi que des notes techniques/ notes de procédures sur ces derniers travaux).

## V. Statistiques macroéconomiques

---

Depuis le début du travail à domicile, les activités du Conseiller résident ont principalement porté sur les points suivants :

- Continuer à fournir un soutien au **Cameroun** pour terminer le projet de rebasage et la documentation connexe,
- Soutenir une mission à distance au profit de la **République centrafricaine**,
- Finaliser les rapports d'assistance technique pour les missions menées au début de 2020,
- Fournir un soutien au Département Afrique du FMI sur tous les besoins concernant les données du PIB aux pays de l'AFC,
- Aider tous les pays membres de l'AFC à compléter l'enquête 2020 sur l'économie informelle.

## VI. Gestion de la dette publique

---

Depuis le début du travail à domicile, les activités du Conseiller résident ont principalement consisté à apporter des appuis aux autorités et à répondre aux requêtes du siège.

Le Conseiller en gestion de la dette aide actuellement les **autorités centrafricaines** à finaliser les textes relatifs à la mise en place d'une structure de coordination des activités de gestion de la dette. Les autorités prévoient adopter prochainement les textes et se conformer ainsi aux dispositions régionales. Le Conseiller conduit actuellement avec un Expert une mission auprès de la **BEAC** dont le thème porte sur l'élaboration des procédures des opérations sur le marché primaire des titres d'État. La mission évolue au gré de la réactivité des autorités. Les autorités ne répondent pas promptement aux demandes d'éclaircissement sur certains points qui devraient permettre à la mission d'avancer dans ses travaux. Le Conseiller a aussi informé tous ses interlocuteurs de sa disponibilité à leur offrir au besoin son appui technique sur un thème qu'il jugerait prioritaire au cours de cette période de pandémie. Il a profité pour s'enquérir sur la manière dont les pays sont en train d'adapter leur cadre de gestion de la dette en cette période de pandémie et a offert dans certains cas des conseils sur certains sujets précis.

S'agissant des requêtes du Siège, le Conseiller en gestion de la dette de la dette a préparé une note de réussite remarquable sur le développement du marché régional des titres publics de l'UEMOA. Cet exemple sera ajouté dans la note d'orientation sur le développement du marché intérieur des titres publics en cours de finalisation par le FMI et la Banque mondiale. Il est train de contribuer à la préparation du document projet qui financera à partir du 1er juillet 2020 les missions d'assistance technique en gestion de la dette de 7 pays membres de l'AFC. Le Conseiller répond également aux demandes de commentaires sur des documents que lui envoient les Divisions de ses *backstoppers*.

## VII. Régulation et supervision bancaires

---

Dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires, l'activité de l'AFRITAC Centre s'est poursuivie à distance durant la période de télétravail (depuis le 16 mars 2020).

Les trois principaux points ci-dessous peuvent être mis en exergue quant à l'activité relative au domaine durant la période sous revue.

- Le programme de travail pour FY 2020 a été réaménagé pour être adapté aux contraintes de gestion des missions inhérentes au COVID-19 en tenant compte des besoins exprimés par les Autorités bénéficiaires. Le programme de travail de FY 2020 dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires était quasiment terminé au 16 mars 2020, puisqu'une mission d'un STX<sup>2</sup> à la **COBAC** a été annulée en dernière minute (tandis que le LTX<sup>3</sup> a pu réaliser sa propre mission concomitante comme prévu) et qu'il restait à effectuer une ultime mission du LTX à la COBAC. Les changements opérés sur FY 2020 ont consisté à :
  - o reporter en FY 2021 (juin, si possible) la réalisation de la mission du STX à la **COBAC** relative au processus de gestion des sanctions. Cette mission, étant donné son objet, doit nécessairement être réalisée sur place et ne peut pas l'être à distance ;

---

<sup>2</sup> Expert court terme

<sup>3</sup> Conseiller résident

- reporter également en FY 2021 la mission du LTX à la **COBAC**, étant donné que l'objet de la mission, précisé par la COBAC le 20 février 2020, nécessite dorénavant l'appui d'un STX. En raison du besoin pressant exprimé par l'Autorité pour réviser son modèle de notation des établissements de crédit (SYSCO 2), il est convenu de scinder la mission en deux parties, (i) une partie réalisée à distance (une semaine en mai 2020) et (ii) une partie réalisée sur place (en juin, si possible). La préparation de la mission est en cours ;
  - organiser par anticipation une mission à distance du LTX pour la BCC, initialement prévue en FY 2021 (mai-juin), dès le mois d'avril 2020 (la réalisation de la mission est en cours).
- Le programme de travail dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires pour FY 2021 a été réaménagé pour le T1 et validé par MCM<sup>4</sup>. Dans le cadre de la préparation du programme de travail révisé pour FY 2021, les adaptations suivantes ont dû être effectuées par rapport au programme soumis à la validation du Comité d'Orientation de l'AFRITAC Centre le 17 mars 2020 :
- la mission à la BCSTP, initialement prévue sur place en mai 2020, a été transformée en une mission à distance des deux STXs, dont la réalisation interviendra en mai et juin 2020 (l'organisation de la mission est en cours) ;
  - le séminaire régional sur la supervision du risque de liquidité dans les établissements de crédit a été repoussé à l'automne 2020 ;
  - une mission supplémentaire à la COBAC a été ajoutée en juillet 2020 afin de répondre aux besoins d'assistance technique exprimés tardivement par la COBAC, concernant la supervision des établissements de paiement.
- En parallèle, le LTX est resté en contact avec les autorités bénéficiaires de l'assistance technique. Conformément aux instructions données par MCM, les demandes urgentes passent par le canal des équipes-pays du Département AFR et sont coordonnées par MCM au niveau de leur traitement technique, le LTX étant alors sollicité en tant que de besoin par MCM. Une telle coopération centralisée s'est ainsi mise en place pour répondre aux demandes d'avis adressées par la COBAC, par exemple dans le domaine de la liquidité des banques.

---

<sup>4</sup> Département des marches monétaires et des capitaux du FMI



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional d'Assistance Technique**  
**pour l'Afrique Centrale**



**Annexe 2**

**CADRES LOGIQUES**  
**Années Fiscales 2020, 2021 et 2022**

**Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale**

## **Cadres logiques du Centre Régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Années fiscales 2020, 2021 et 2022)**

### ***Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?***

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, à savoir :

- Administration des revenus
- Gestion des finances publiques
- Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires
- Statistiques des finances publiques
- Statistiques macroéconomiques
- Gestion de la dette publique<sup>1</sup>
- Régulation et supervision bancaires

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.

### ***Que contiennent les cadres logiques ?***

Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutées et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2020, 21 et 22. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

### ***Comment fonctionne le système de notation ?***

Les conseillers résidents notent les étapes intermédiaires et les résultats escomptés en utilisant une échelle de notation de 1 à 4 suivis d'un code couleur correspondant (1 : Pas atteint ; 2 : Partiellement atteint ; 3 : Atteint ; 4: Largement atteint). Les notations ont pour objectif de mesurer les progrès atteints dans la réalisation des activités d'assistance technique du Centre. Au cours de cette année fiscale, le Centre a également noté les résultats escomptés afin de mesurer les progrès dans l'atteinte des objectifs stratégiques.

### ***Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?***

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités d'assistance technique de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités d'assistance technique du Centre.

---

<sup>1</sup> le cadre logique du domaine de la gestion de la dette publique est présenté à titre indicatif en raison du financement de ce domaine par le mécanisme de gestion de la dette (DMF) à partir de l'année fiscale 2021.

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	La modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	3		4/30/2020	1/23/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Gestion et contrôle des exemptions et régimes suspensifs			4/30/2021				
						Implémentation de solutions de numérisation			4/30/2022				
Burundi (BDI)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement.	Mise en œuvre d'un programme d'assistance technique pluriannuelle dans le but de renforcer la valeur en douane	1		4/30/2020	12/16/2019	Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Renforcement des procédures d'évaluation en douane			4/30/2021				
						Améliorer les exonérations douanières et élaborer des plans d'action pour faire face aux risques identifiés			4/30/2022				
République centrafricaine (CAF)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mise en œuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane	3		4/30/2020	3/31/2020	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Implémentation de solutions de numérisation			4/30/2022				
						Mission de suivi pour la mise en œuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane			4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées	3		Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes et protocoles modernes et largement diffusées	Textes d'application du Code régional des douanes sont validés par les pays membres (Partie II)	3		12/31/2019	12/16/2019	Mission d'assistance technique	CEMAC	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.	4		4/30/2020	5/3/2019			
						Rédaction de huit dispositions douanières du code régional révisé (Partie V)	4		4/30/2020	5/31/2019			
						Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie I)			4/30/2021				
						Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie I)			4/30/2021				
						Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie II)			4/30/2021				
						Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie II)			4/30/2021				
						Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie III)			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)		Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations de déclaration et de paiement	3		Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Gestion coordonnée des frontières			4/30/2022		Mission d'assistance technique	BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Identification des conditions préalables à la mise en place d'un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane	3		12/31/2019	8/30/2019			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	3		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase I)			12/31/2021				
						Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase II)			4/30/2022				
	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19			12/30/2020		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
					Élaboration d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires			12/31/2021					
République démocratique du Congo (COD)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Une plus grande part du commerce est contrôlée par un programme d'audit après dédouanement	Mise en œuvre d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Mission de suivi sur le contrôle des exemptions et des régimes suspensifs			4/30/2022				
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19			12/30/2020				
						Amélioration de la capacité du bureau d'évaluation en douane pour soutenir la gestion de l'analyse des risques	2		4/30/2020	8/30/2019			
				Développement d'une méthodologie post-contrôle pour maîtriser les risques identifiés lors des contrôles de la valeur en douane			4/30/2022						

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Identification des conditions préalables à la mise en place d'un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane	3		4/30/2020	7/31/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2			L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Aider la DG des douanes à identifier les outils clés pour maîtriser les exonérations et les régimes dérogatoires			4/30/2022			
		Des programmes d'audit et de lutte contre la fraude et la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	Assister la Direction générale des douanes à remédier aux faiblesses identifiées durant la mission FAD de novembre 2018	4		4/30/2020	10/15/2019			
Gabon (GAB)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19			12/30/2020		Mission d'assistance technique	AFD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
		Des programmes d'audit et de lutte contre la fraude et la contrebande assurent l'application des lois douanières	2			Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	Assister la Direction générale des douanes à remédier aux faiblesses identifiées durant la mission FAD de novembre 2018	4		4/30/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Assistance à la direction générale des douanes pour la mise en place du projet pluriannuel d'évaluation en douane (partie I)			4/30/2021				
								4/30/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**

(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Application d'un nouvel impôt ou d'une législation modernisée	2		Un impôt nouveau/modernisé est appliqué à la date prévue.	Les procédures douanières sont adoptées			12/30/2020		Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Mise en place des nouvelles procédures douanières sont adoptées			4/30/2021				
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		Application plus effective des procédures d'évaluation en douane et d'établissement de l'origine des marchandises	Identification de mesures concrètes pour renforcer l'évaluation en douane			4/30/2021				
						Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane pour renforcer le processus d'évaluation en douane			4/30/2022				
					Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19			12/30/2020					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Des outils techniques pour maîtriser l'évaluation en douane et un plan d'action pour contrôler la déclaration en douane qui compromettent l'évaluation en douane sont développés	3		4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane			4/30/2022				
						Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19			12/30/2020				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Amélioration de l'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande	Supports didactiques pour renforcer le contrôle de l'évaluation en douane et le contrôle des exonérations et la sécurisation de la collecte des recettes par le biais des systèmes bancaires	3		4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie I)			4/30/2021				
						Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19			12/30/2020				
						Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie II)			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Amélioration de la capacité de réforme grâce à une stratégie de réforme claire et adaptée	3		Mise en place des principaux indicateurs de performance, faisant l'objet de contrôles et de rapports réguliers	Mise en place des principaux indicateurs de performance de l'administration fiscale au moyen de ISORA			6/30/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique: FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Amélioration des capacités managériales dans l'administration fiscale			4/30/2021					
					Amélioration du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	3		1/31/2020	1/17/2020				
					Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal			4/30/2022					
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	2		Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Modernisation du numéro d'identification du contribuable			4/30/2022				
Burundi (BDI)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	1		Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des contrôles conjoints sont menés par les services de la douane et des impôts			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les états financiers sont disponibles auprès de l'administration fiscale et la valeur importée sont croisés pour permettre l'identification des contribuables sous-déclarant des déclarations fiscales	1		4/30/2020	4/30/2020			
						Amélioration de l'administration performante de la TVA	1		4/30/2020	4/30/2020			
						Amélioration de l'administration performante de la TVA			4/30/2021				
						Renforcement des fichiers des contribuables et élaboration du programme des contrôles fiscaux bases sur l'analyse des risques			4/30/2021				
						Les questions liées à l'audit sont davantage utilisées pour dissuader la fraude ou les retours inexacts			4/30/2021				
	Mission de suivi sur l'administration performante de la TVA			4/30/2022									
	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales		2		Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DAS-15)	Amélioration de l'action de recouvrement d'arriérés fiscaux			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (CAF)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Identification de mesures concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales	3		4/30/2020	10/30/2019	Mission d'assistance technique	UE	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Évaluer le système informatique et surveiller chaque capacité à prendre en charge des solutions numérisées			4/30/2021				
		Respect des obligations de paiement par une plus grande part des contribuables	2		Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Recouvrement de 20% des arriérés d'impôts	2		4/30/2019	10/30/2019			
					Modernisation des procédures fiscales pour récupérer plus efficacement les arriérés d'impôts	Mettre en œuvre des procédures numérisées			4/30/2022				
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	3		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Assistance de la direction générale des impôts pour la mise en place des actions concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes	3		4/30/2020	3/30/2020	Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Appui à la mise en place du télétravail pour permettre aux agents de travailler de la maison			4/30/2021				
		Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	2		Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA8-24)	Les remboursements de la TVA sont gérés suivant une analyse basée sur les risques			4/30/2021				
					Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux	Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux			4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (COD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	2		La gestion des remboursements des crédits TVA s'améliore (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion performante de la TVA	3		4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Elaboration d' une strategie de recouvrement des arriérés fiscaux	2		4/30/2020	10/31/2019			
	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Plan Stratégique pour renforcer la mobilisation des recettes			4/30/2021					
					Renforcer les programmes de croisement des données pour élaborer un plan d'action d'audit			4/30/2022					
Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	2		Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Un plan d'action pour maîtriser le portefeuille des bureaux des contribuables des moyennes entreprises est développé	3		12/30/2019	6/28/2019				
					Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises			4/30/2021					
République du Congo (COG)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Amélioration des contrôles sur la base des recoupements effectués	3		4/30/2020	7/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Amélioration de la gestion performante de la TVA	3		4/30/2020	7/31/2019			
						Identification de mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre au COVID 19			7/30/2020				
						Mission conjointe FAD et AFC sur la conception d'un plan stratégique de renforcement des capacités pour accroître la mobilisation des revenus			4/30/2021				
						Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)			4/30/2021				
						Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)			4/30/2022				
	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	2		Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	95% des grands contribuables respectent leurs obligations	2		4/30/2020	3/31/2020				
					80% des contribuables moyens respectent leurs obligations	2		4/30/2020	7/31/2019				
				Implémentation de solutions numériques (e- déclaration et e-paiement)			4/30/2022						
Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Les lois fiscales et / ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées	2		Les dispositions de fond des lois fiscales et douanières sont alignées sur les normes modernes	Procédures fiscales simplifiées			4/30/2021					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	2		Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	90% des grands contribuables respectent leurs obligations	3		4/30/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						85% des contribuables moyens respectent leurs obligations	4		4/30/2020	11/29/2019			
						Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	3		4/30/2020	7/31/2019			
						Amélioration de la performance de la TVA	3		4/30/2020	11/29/2019			
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)			4/30/2021	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
						Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)			4/30/2022				
Guinée équatoriale (GNQ)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	2		Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Digitalisation du numéro d'identifiant fiscal			4/30/2021	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
						Poursuite de la digitalisation du numéro d'identifiant fiscal			4/30/2022				
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Apprentissage par les pairs à Cabo Verde sur l'organisation et la conduite des contrôles fiscaux			4/30/2022				














**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 8 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint









Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	2		Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Simplification et modernisation des procédures fiscales			4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Modernisation de l'organisation structurelle de l'administration fiscale			4/30/2022				
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)  Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexacts	Implémentation de l'administration de la TVA	2		4/30/2020	2/6/2020			
						Renforcement des capacités en administration de la TVA			12/31/2020				
	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	2		Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts	Implémentation du Plan Stratégique pour renforcer la gestion des arriérés fiscaux	3		8/30/2019	8/30/2019				
Tchad (TCD)	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales		2		Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT POA5-15)	10% des impôts sont effectivement collectés	2		4/30/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
						Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux par l'analyse des risques	2		4/30/2020	11/29/2019			
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexacts	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés chez les contribuables moyens	2		4/30/2020	10/31/2019			
						Mission de suivi pour le renforcement du bureau des contribuables moyens			4/30/2021				
					Des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les principaux risques émergents			4/30/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	2		Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 25 cadres du Ministère du budget et des ministères sectoriels au nouvel outil de gestion des investissements publics (conjoint avec AFW1)	4		6/30/2019	6/28/2019	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Part des opérations de l'administration centrale non comptabilisées dans les états financiers (PEFA PI.6)	La budgétisation sensible au genre (Séminaire régional d'AFC et AFW1)			1/30/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	2		Disponibilité d'informations sur la performance relative à la prestation de services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Les fonctionnaires du Ministère du budget des pays membres d'AFC sont formés sur le thème "des établissements publics nationaux et les recettes affectées"	1		4/30/2020	3/31/2020			
						Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC (FOHBAC) sur le thème « macroprocessus budgétaires et informatisations »			4/30/2021				
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire (avec ICD et ATI)	4		4/30/2020	2/28/2020	Cours de formation et séminaire régional	AFRISTAT, CEMAC, BEAC, BAD, CEA-BSRAC, UEMOA	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	4		5/31/2019	5/10/2019			
						Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	1		11/30/2019	12/2/2019			
						Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions des recettes budgétaires	4		8/31/2019	8/9/2019			
						Formation 36 cadres sur les dispositifs de prévisions et de programmation des dépenses publiques			4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	2		Réforme de la structure organisationnelle	Recettes affectée aux Organismes publics et dépenses fiscales (conjoint avec AFW1)			1/30/2021				
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	2		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation de 30 cadres sur l'articulation entre le cadre budgétaire à moyen terme et les risques budgétaires			8/31/2021				Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						30 personnels des pays membres d'AFC sont formés sur le reporting des risques budgétaires			1/31/2022	Séminaire régional	s. o.		
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Rapidité du transfert des recettes recouvrées vers le Trésor (PEFA PI-20.2)	Séminaire régional sur l'amélioration de la qualité comptable			4/30/2021				
						Séminaire sur l'élaboration des états financiers			4/30/2022				
						Séminaire régional sur l'audit interne de la comptabilité			4/30/2022				
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2			Audit de la comptabilité interne			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Amélioration de la documentation du budget (partie I)			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : TRÈS ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
						Identification des besoins d'assistance technique sur le contrôle et l'exécution du budget (Mission exploratoire)			12/31/2021				
						Amélioration de la documentation du budget (partie II)			4/30/2022				
		Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)			12/31/2020								
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme								
						Renforcement des processus et outils macrobudgétaires à moyen terme			4/30/2022				








**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé	2		4/30/2020	10/25/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
						Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	2		4/30/2020	10/25/2019			
						Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2021				
						Atelier national sur l'audit des comptes internes			4/30/2022				
						Fermeture des comptes dormants ouverts dans les banques commerciales	3		4/30/2020	2/29/2020			
						Réconciliation mensuelle de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	3		4/30/2020	2/29/2020			
						Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19			10/30/2020				
						Réconciliation de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale sur une base hebdomadaire			2/28/2021				
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			2/28/2021				
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			2/28/2021				
					La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins mensuellement, et les écarts sont contrôlés et validés au moins hebdomadairement								

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	3		2/28/2020	3/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
						Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	3		4/30/2020	3/30/2020			
						Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			4/30/2021				
						Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			4/30/2022				
						Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19			2/28/2021				
						Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint															
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)		
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs							
République centrafricaine (RCA)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	2		Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Préparation de l'ordre de plafonnement périodique des dépenses du ministère des Finances			12/31/2020			Mission d'assistance technique et Apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
						Suivi de la supervision des organismes publics			4/30/2022						
						Suivi de la mise en oeuvre du plan d'engagement			4/30/2022						
						Redaction d'un décret pour la supervision des organismes publics			4/30/2021						
						Apprentissage par les pairs au bénéfice de 5 cadres de la RCA au Burkina Faso sur la déconcentration de l'ordonnement			8/30/2021						
						Relier le plan d'engagement des dépenses publiques au module informatique de l'exécution du budget			4/30/2021						
						Connecter le plan d'engagement budgétaire au module informatique d'exécution budgétaire	3		12/31/2019	4/30/2020					
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	3		Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation et suivi des travaux de l'unité/ comité macrobudgétaire et de ses besoins en renforcement des capacités			12/31/2020						

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	L'outil de prévision macrobudgétaire est renforcé avec des modules complémentaires			6/30/2021		Mission d'assistance technique, atelier national, et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, Union Européenne, Pole PNUD Dakar, GIZ	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Élaboration d'un outil de prévision des recettes fiscales			4/30/2022				
						Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			12/31/2021				
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	3		Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme	4		4/30/2020	8/31/2019			
						Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré			6/30/2020				
		Amélioration de la crédibilité, de la planification et de la budgétisation des investissements publics	2		Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier de formation sur les projections des investissements publics pluriannuels			4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (CAF)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Les comptes inactifs détenus par les agences du gouvernement dans des banques commerciales sont clôturés et leurs soldes sont rapatriés dans le CUT	3		12/30/2019	4/30/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	2		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	2		4/30/2020	12/2/2019		GIZ	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			12/31/2020				
					Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :													
<span style="color: green;">◆</span> 4: Largement atteint <span style="color: green;">◆</span> 3: Atteint <span style="color: orange;">⚠</span> 2: Partiellement atteint <span style="color: red;">◆</span> 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques	2	<span style="color: orange;">⚠</span>	Législation exhaustive sur la gestion des finances publiques (FTC 2.2.1)	Rédaction d'un projet de directive sur le cadre juridique de la comptabilité des matières	4	<span style="color: green;">◆</span>	4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : FAIBLE Adequation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Atelier de validation de la directive regionale (compte materiel)			4/30/2021				
						Adoption de la directive régionale sur la comptabilité matière par les commissaires de la CEMAC			12/31/2021				
						Transposition aux lois nationales des États membres des directives de la CEMAC			4/30/2022				
						Transposition aux lois nationales des États membres des directives regionales sur les comptes de stock par les pays de la CEMAC (revue qualite)			4/30/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget			Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macroéconomique de la Commission de la CEMAC est opérationnel			4/30/2021		Mission d'assistance technique, Seminaire regional et interregional	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne, BAD, Expertise France, Pole PNUD Dakar	
			Adoption d'objectifs de politique de finances publiques clairs et mesurables, et reporting en la matière (PEFA PI-15)	Les équipes du siège de la CEMAC et des pays de la CEMAC sont formées à l'utilisation du modèle à des fins de surveillance multilatérale			4/30/2022						
				Au moins 4 pays de la CEMAC ont élaboré leur rapport de surveillance multilatéral annuel			4/30/2021						
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	2	<span style="color: orange;">⚠</span>	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatérale (dont risques macroéconomiques)			12/31/2021				Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adequation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la présentation et de l'analyse de la viabilité budgétaire à long terme	2	<span style="color: orange;">⚠</span>	Diffusion de l'analyse de viabilité budgétaire à long terme (CTFP 3.1.3)	Au moins 2 pays sont capables d'élaborer leur programme de convergence triennal en utilisant le nouveau format			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	2		Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Tous les soldes bancaires et de trésorerie sont consolidés sur une base quotidienne	3		4/30/2020	1/20/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Consolidation de tous les soldes de banque et de caisse sur base journalière est renforcé			2/28/2021				
						Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			2/28/2021				
						Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget			2/28/2021				
						Aucun compte ouvert dans les banques commerciales			1/31/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	2		Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Finalisation d un cadre de contrôle interne des dépenses non salariales (comptabilité matières)	4		4/30/2020	5/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Mettre en place le cadre du réseau des comptables matières			4/30/2021				
Préparation du cahier des charges pour la mise en place du module informatique de la comptabilité matière								4/30/2022					
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	2		Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	2		12/31/2019	12/2/2019			Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Cameroun (CMR)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	2		Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d un guide de budgétisation sensible au genre			4/30/2021		Formation et Mission d'assistance technique	GIZ, Union Européenne, ONU Femmes	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Produire une annexe à la loi de finances sur la budgétisation sensible au genre			2/28/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	2		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	2		4/30/2020	12/2/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
						Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires			4/30/2021				
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2022				
Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Création d'un organe ou d'une unité chargée de vérifier l'intégrité des données financières est en place et est opérationnelles			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			4/30/2022				
						Un manuel des processus de comptabilité matière pour soutenir le développement d'un logiciel est élaboré	4		3/31/2020	1/31/2020			
						Elaboration d'un cahier des charges fonctionnel de comptabilité des matières			6/30/2020				
						Elaboration d'une nomenclature détaillée de l'inventaire des actifs non-financiers			9/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	3		Réforme de la structure organisationnelle	Les nouvelles fonctions budgétaires en tant que gestion de la performance sont intégrées dans l'organisation du bureau du budget			12/1/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
						Réforme de la structure organisationnelle (contrôle qualité de la nouvelle organisation de la direction budgétaire)			4/30/2022				
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	2		Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Revue de la qualité de 10 projets annuels de performance préparés par les services nationaux	4		4/30/2020	2/28/2020	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
						Préparation du budget-programme et validation de ses guides d'exécution	4		4/30/2020	7/30/2019			
						Apprentissage par les pairs sur la présentation du budget programme (Cameroun)			4/30/2021				
						Un nouveau cadre de gestion des investissements publics est élaboré pour 5 ministères prioritaires			4/30/2022				
		Suivi de la mise en oeuvre du budget programme			4/30/2022								
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Renforcement du modèle macrobudgétaire global	4		12/31/2019	8/10/2018		Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
						Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules			4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement trimestriel des comptes d'attente	1		4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics			12/14/2021				
						Une unité ou une équipe chargée de vérifier la qualité de la balance est mise en place et est opérationnelle			12/14/2021				
						Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé			4/30/2021				
						Le projet d'enregistrement des procédures manuelles sur les recettes et dépenses budgétaires est examiné			12/30/2020				
						La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés afin de renforcer la fiabilité et l'intégrité des états financiers			7/30/2021				
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4		4/30/2020	2/6/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			12/31/2020				
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)













Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Sensibilisation au cadre d'investissement public pluriannuel (AECP)	2		12/31/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique & Apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, PNUD	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.
						Apprentissage par les pairs sur la gestion des investissements publics pluriannuels (Burkina Faso)			1/20/2021				
						Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECP) pour 5 autres ministères prioritaires			4/30/2022				
						Le nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECP) pour 5 autres ministères prioritaires est disponible	2		4/30/2020	11/30/2019			
						Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules			12/31/2020				
	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Développement d'outils de prévision des recettes budgétaires			4/30/2022		Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.			
					Un guide d'utilisation pour le modèle macrofiscal est élaboré			9/30/2020					
					Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			12/31/2020					














**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	3		Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Les personnels sont formés sur les outils techniques et méthodologiques pour le développement d'un cadre budgétaire à moyen terme	3		4/30/2020	7/19/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation annuelle des comptes d'avance	2		9/30/2019	9/6/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Création d'une piste d'audit			10/15/2020				
						Tous les comptes bancaires actifs du gouvernement central sont rapprochés chaque semaine			9/30/2020				
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			9/30/2020				
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			9/30/2020				
						La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement			9/30/2021				
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			9/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			9/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adequation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	3		12/31/2019	9/30/2019			
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	3		Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			12/31/2020				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			4/30/2022				
Gabon (GAB)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4		4/30/2020	12/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adequation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
						Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4		4/30/2020	12/31/2019			
						Des prévisions de trésorerie sont établies pour l'exercice et sont annexées à la loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie			10/30/2020				
						La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée			10/30/2021				
						Les prévisions de trésorerie de l'exercice sont établies et annexées au projet de loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie			10/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)









Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Présentation de la part des recettes, des dépenses et du financement des entités de l'administration centrale sur une base brute (unité budgétaire) (CTFP 2.1.1)	Apprentissage par les pairs de 5 cadres du Gabon en Cote d'Ivoire sur la tutelle financière des établissements publics nationaux	4		6/30/2019	6/30/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	ONU Femmes, Banque Mondiale, Expertise France	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Ad'Quation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Diagnostic des recettes affectées aux établissements publics nationaux	4		6/30/2019	6/30/2019			
						Conception d'une stratégie et d'une feuille de route pour la tutelle des établissements publics nationaux			4/30/2022				
						Mécanisme de suivi des établissements publics nationaux est opérationnel			4/30/2022				
						L'Unité de suivi des établissements publics nationaux est en place			4/30/2022				
	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Amélioration du modèle macrobudgétaire global (MEGA)	4		4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs	s. o.	ppui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Ad'Quation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
					Apprentissage par les pairs au bénéfice de 6 cadres du Gabon au Sénégal sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	4		4/30/2020	12/6/2019				
					Renforcement du dispositif de suivi de la conjoncture	3		4/30/2020	4/30/2020				
	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	2		Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Mise en place d'un système informatique de contrôle de l'exécution des outils budgétaires			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	ppui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Ad'Quation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Mise en place d'outils de contrôle de l'exécution du budget	4		4/30/2020	12/31/2019			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation trimestrielle des comptes d'avance	2		10/31/2019	9/30/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Création d'une piste d'audit			10/15/2020				
						Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé			10/30/2020				
						La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés en temps opportun			5/31/2021				
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			5/31/2021				
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			5/31/2021				
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	4		4/30/2020	9/16/2019	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			12/31/2021				
						Identification et surveillance continues des risques macrofiscaux			12/31/2020				
						Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4		4/30/2020	9/16/2019			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Appui à l'autorité nationale pour la mise en oeuvre d'un cadre légal de gestion des finances publiques			4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme			12/31/2021				
						Les participants sont formés aux outils techniques et méthodologiques pour développer le cadre budgétaire à moyen terme			12/31/2020				
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en oeuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	2		Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			12/31/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un organe, une unité ou une équipe est chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)			4/30/2022				














**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint															
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)		
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs							
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'évaluation, de la sélection et de la mise en œuvre des investissements publics	2		Évaluation, sélection, détermination des coûts et suivi des projets d'investissement public (PEFA PI-11)	Conception d'un cadre pluriannuel d'investissements publics			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
		Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget				Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Formation de 15 agents au plan d'engagement des dépenses	4		4/3/2020				1/20/2020	
								Elaboration des plans d'engagements des dépenses pour 5 ministères						4/30/2022	
								Poursuite de la mise en œuvre du plan d'engagement (rédaction des réglementations)						4/30/2021	
								Mise en œuvre dans le système IT du plan d'engagement des dépenses						4/30/2022	
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	2		Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Mises à jour trimestrielle des prévisions annuelles de flux de trésorerie			3/30/2021						
						Mises à jour mensuelles des prévisions annuelles de flux de trésorerie			3/15/2021						
						Mises à jour hebdomadaires des prévisions annuelles de flux de trésorerie			3/15/2021						
					La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée			2/28/2022				Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	3		Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	4		4/30/2020	12/2/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	3		4/30/2020	1/10/2020			
						Suivi des travaux de l'unité macro-budgétaire / comité et des besoins en capacités			4/30/2021				
São Tomé-et-Principe (STP)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Développement d'un cadre global des dépenses à moyen terme cohérent avec le cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2022		Mission d'assistance technique et Atelier national	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	2		4/30/2021				
						Un outil de prévision macrobudgétaire est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme			4/30/2021				
						Un manuel méthodologique pour l'élaboration des prévisions macrobudgétaire est rédigé			8/31/2020				
						Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré	2		4/30/2020	1/17/2020			
						Les personnels de l'Unité macrobudgétaire est formé à l'élaboration des prévisions			8/31/2020				
Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			4/30/2022										

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			4/30/2021		Mission d'assistance	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires			4/30/2022					
					Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			4/30/2022					
					Inventaire complet de tous les comptes bancaires existants ouverts dans les banques commerciales			4/30/2021					
Tchad (TCD)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Exhaustivité de la documentation du budget (PEFA PI-5)	Préparation du budget 2020 selon la nouvelle classification budgétaire	4		4/30/2020	10/31/2019	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Adoption du texte de loi sur la nouvelle classification budgétaire de l'Etat	4		12/31/2019	3/31/2019				
					Un nouveau cadre budgétaire est disponible dans le système d'information	2		12/31/2019	8/29/2017				
					Conception d'un cadre juridique sur le contrôle des établissements publics nationaux			12/31/2022					
					Concevoir un cadre juridique sur la surveillance des organismes publics			4/30/2022					
					Suivi de la mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire			4/30/2020					
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Les cadres sont formés sur la programmation et les politiques financières	4		4/30/2020	1/17/2020			
					Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	4		4/30/2020	1/24/2020				
					Élaboration de l'outil de prévision des recettes budgétaires			4/30/2022					
					Le module de prévision des revenus pétroliers est renforcé			4/30/2021					
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	2		Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	État des risques budgétaires inclus dans la documentation budgétaire qui intègre les risques macroéconomiques	4		4/30/2020	8/31/2019	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un manuel de processus comptable est élaboré	2		4/30/2020	2/28/2020	Mission d'assistance technique	s.o	
						Un manuel de spécifications est élaboré pour soutenir le développement de logiciels de comptabilité			12/31/2020				
						Une cartographie des outils à concevoir pour la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice est élaborée	3		4/30/2020	2/28/2020			
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			11/30/2020				
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale			11/30/2020				
						Elaboration d'un manuel pratique sur le codage des procédures comptables			11/30/2021				











**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES**

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les établir (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	3		4/30/2020	4/30/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible
						5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			4/30/2021				
						5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide (DQAF 2.2)	2		Le champ d'application institutionnel comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales budgétaires (ACB)	3		4/30/2020	4/30/2020			
						ACB plus unités de sécurité sociale			4/30/2021				
						Ensemble des unités ACB, sécurité sociale et collectivités locales			4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la ventilation sectorielle du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	2		Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB	2		4/30/2020	4/30/2020			
						Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB, plus la sécurité sociale			4/30/2021				
						Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités des sous-secteurs des ACB, sécurité sociale et collectivités locales			4/30/2022				
		Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	2		Les opérations portant sur les avoirs et engagements financiers sont classés conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			10/31/2019	10/31/2018			
Les encours de dette sont classés selon les principes directeurs du Guide des statistiques du secteur public (GSDSP) 2011.	La classification utilisée pour l'établissement des données de dette publique est conforme aux principes du GSDSP 2013							4/30/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2		Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées à temps	2		4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.								
					Les données sources des SFP infra-annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP infra-annuelles sont calculées et rendues disponibles à temps			4/30/2022				
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	2		Une nouvelle série de SFP pour les administrations centrales (ou le secteur public) et/ou leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données de la dette publique des administrations centrales (exercices budgétaires [EB] 2011–16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP	1		4/30/2020	4/30/2020			
					Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	La série de données établie pour les EB 2017-2019 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques	3		4/30/2020	12/31/2019			
	Les données sont établies en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1)	2		Une trajectoire et un calendrier d'adoption des principes directeurs des MSFP 2001/2014 ont été établis et entérinés par les hauts responsables	Application intégrale du plan d'adoption du MSFP 2014			4/30/2022					












CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (R.C.A)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	3		Le nombre des agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie MSFP 2014	3		4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	3		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/MSFP 2014	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				
						Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes d'établissement de données non monétaires	3		4/30/2020	12/4/2019			
						Les données sources des SFP sont disponibles en temps utile			4/30/2021				
						Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–16) sont établies conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	3		4/30/2020	8/31/2019			
Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	3		Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.	3		4/30/2020	12/31/2019					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	2		Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–14) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	2		4/30/2020	11/17/2017	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	3		4/30/2020	4/30/2020				
					Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			4/30/2021				
					5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			4/30/2022					
	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources des SFP annuelles de l'ACB sont recueillies et/ou calculées en temps utile	3		4/30/2020	11/30/2019				
				Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales									
				Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022					
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	3		Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3		4/30/2020	4/30/32020				
(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données							4/30/2021						











CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	3		Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2011 à 2016 sont disponibles.	3		4/30/2020	12/6/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : moyen Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.			4/30/2021				
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les équipes des SFP recherchent constamment les omissions dans les données sur les charges en appliquant les méthodes d'intégrité des données sources	3		4/30/2020	3/31/2020			
					Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales								
					Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile				4/30/2021				
					Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.				4/30/2022				
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3		4/30/2020	4/30/2020			
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	3		Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					Les données sources de SFP annuelles sont produites en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile			4/30/2021				
					Les données sources de SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile			4/30/2022				
	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	3		Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier — EB 2013–16) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4		4/30/2020	9/30/2019				
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	3		Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat			(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3				
							(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021			
	Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualise intégralement ses métadonnées SGDD)	3		Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles du secteur public sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées			4/30/2022			Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : moyen Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint														
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs						
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	3		Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile	3		4/30/2020	6/30/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
		Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022					
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	3		Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.					4/30/2021				
		Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011			Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.									
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	3		Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3		4/30/2020	4/30/2020					
					(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021						
Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualisé intégralement ses métadonnées SGDD)	3		Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.		

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	2		<p>Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.</p> <p>Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.</p>	Données sur l'endettement des administrations centrales conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011 (pour les données couvrant les EB 2011–16).	1		4/30/2020	12/6/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : s.o. Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2		<p>Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011</p> <p>Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales</p>	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor conformément aux principes figurant dans la directive de la CEMAC.	3		4/30/2020	7/31/2019			
		Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile			Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			4/30/2022				
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	2		<p>(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014</p> <p>Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat</p>		3		4/30/2020	4/30/2020			
					(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données				4/30/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	L'environnement juridique et institutionnel favorise l'établissement des statistiques macroéconomiques et financières; leur pertinence et utilité pratique font l'objet d'un suivi; des processus de gestion sont en place pour surveiller leur qualité; et les pratiques en matière d'intégrité, de transparence et d'éthique sont conformes aux normes statistiques (DQAF 0.1, 0.3, 0.4, 1.1, 1.2 et 1.3)	2		Une loi appropriée sur les statistiques permet à l'agence qui est chargée de recueillir des données sources de protéger les informations confidentielles au moyen d'obligations et de sanctions (0.1)	Un manuel de procédure est rédigé et distribué aux fournisseurs de données sources et à l'équipe chargée d'établir les SFP.	3		4/29/2020	9/30/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					La responsabilité institutionnelle du recueil, du traitement et de la diffusion de ces statistiques est clairement attribuée, tandis que le partage des données et la coordination entre les agences qui les produisent sont adéquats (0.1.1 et 0.1.2)	Nomination d'une équipe dédiée aux statistiques des finances publiques	3		4/30/2020	9/30/2019			
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3		4/30/2020	4/30/2020			
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				
		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage entre la classification du plan comptable national et la classification MSFP est établi et communiqué aux autorités			4/30/2021							
		Les données sources sont complètes pour permettre la compilation des SFP pour l'administration centrale budgétaire											
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Une ventilation sectorielle appropriée est effectuée et toutes les unités institutionnelles faisant partie des administrations centrales sont répertoriées pour assurer la couverture exhaustive des données	2		4/30/2020	4/30/2019						
			Les données sources fournissent suffisamment de détails pour permettre la consolidation des SFP pour les différents niveaux de l'administration publique (ou publique)										
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	3		10/31/2019	9/30/2019						
			Amélioration des relations entre les compilateurs et les pourvoyeurs de données sources										
Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	2		5 agents (1 spécialiste de la dette, 3 des comptes publics et 1 des statistiques monétaires de la banque centrale) sont formés aux concepts et principes du MSFP 2014.			4/30/2021							
			Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3		4/30/2020	4/30/2020					
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021						

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 6 juin 2020)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	2		Une nouvelle série de SFP relative aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le TOFE des administrations centrales pour les EB 2011–16 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014	3		4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
						Les agents chargés des SFP recueillent les données sources de toutes les unités des administrations centrales et un TOFE (EB 2011–16) à couverture identique est établi conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC).			4/30/2021				
						Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Les agents chargés des SFP établissent des statistiques d'endettement des administrations centrales conformes au GSDSP 2012 (pour les EB 2011–16).			4/30/2022			
		Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Le service chargé des SFP établit une classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) à partir de la classification actuelle	1		4/30/2020	3/31/2020			
						Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile			4/30/2021				
						Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile			4/30/2022			
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3		4/30/2020	4/30/2020			
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2021				











**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les données sont établies suivants les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1).	3		Le cadre général, les concepts et les définitions suivent globalement le SCN 2008	Séminaire régional sur le changement de l'année de base du PIB et la migration au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.	4		4/30/2020	7/19/2019	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o Adéquation des ressources : FAIBLE Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont consistants avec le compte national annuel	4		2/8/2019	2/8/2019			
						Séminaire régional sur les « indicateurs de haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels »			7/30/2021				
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Des données ont été établies et diffusées plus fréquemment en interne ou auprès du public (DQAF 4.1.1)	2		Comptes nationaux établis et diffusés trimestriellement ou annuellement.	Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont établis selon l'approche de la demande.			4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Des comptes nationaux trimestriels établis selon l' approche de production sont disponibles	2		4/30/2020	12/31/2019			
						Les CNT corrigés des variations saisonnières sont établis.			4/30/2022				
		Des comptes nationaux trimestriels conformes au SCN sont disponibles			12/31/2021								
		Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.			12/31/2021								
Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	L'estimation des comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2020			4/30/2022						













**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			4/30/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	2		12/31/2020	12/31/2020			
						La version finale des TRE et le nouveau niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			12/31/2021				
						La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible			4/30/2022				
						Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles			4/30/2022				
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Trois agents sont en mesure d'analyser les données de consommation finale des administrations publiques et les données de consommation des ménages.	2		12/31/2019	8/31/2019			
						Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières			4/30/2021				
						Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	2		12/31/2019	8/31/2019			
						Trois agents sont capables d'analyser les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels.			12/31/2021				
						Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières			12/31/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production	2		4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production			4/30/2021				
						La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2022				
						La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			4/30/2022				
						La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible			4/30/2022				
						Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			4/30/2022				
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Trois agents sont capables d'établir les comptes nationaux annuels	3		4/30/2020	1/17/2020			
						Deux agents sont en mesure d'établir des comptes nationaux trimestriels	2		12/31/2020	4/16/2020			
						Trois agents sont en mesure d'analyser les données sur la consommation finale	2		12/31/2019	8/16/2019			
						Trois agents sont en mesure de participer activement à l'établissement des TRE pour la nouvelle année de base.			12/31/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	3		La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Trois comptes nationaux sont formés sur les nouveautés du SCN 2008	3		12/31/2019	8/30/2019		Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2018	3		4/30/2020	7/31/2019			
						Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière			4/30/2020				
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	L'établissement de données se fait à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment la gestion des sources de données et/ou l'évaluation et la validation des données et des résultats statistiques intermédiaires (DQAF 3.3 et/ou 3.4).	3		Des techniques particulières d'établissement sont utilisées, à savoir : • techniques d'analyse comparative appropriées pour garantir la cohérence entre estimations annuelles et trimestrielles • ajustements saisonniers à l'aide des techniques appropriées • Établissement de séries temporelles (estimations) particulières	Les comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables sont disponibles et diffusés.			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Actualisation de l'année de base du PIB (de 2005 à 2016) : le TRE est utilisé pour changer l'année de base des comptes nationaux	4		4/30/2020	1/23/2020			
						La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4		12/31/2019	12/6/2019			
						La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base 2016 sont disponibles.	3		6/30/2020	5/31/2020			
						Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles.			4/30/2021				
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	3		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 conforme au SCN 2008 est disponible.			4/30/2022				
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public			De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.								

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	La série des comptes nationaux selon le SCN 1993 allant jusqu'à 2018 est disponible	3		12/31/2019	8/31/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			4/30/2022				
						Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			4/30/2021				
						La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	2		4/30/2020	1/23/2020			
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	2		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les données des entreprises sont intégrées aux estimations des CNA.	2		12/31/2019	8/2/2019			
						Des discussions ont été amorcées avec la Banque Centrale pour discuter des besoins en données en relation avec la balance des paiements	3		12/31/2019	8/2/2019			
Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	2		La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière			4/30/2021						

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels	3		12/30/2020	10/31/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			12/31/2021				Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
					CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.	3		12/31/2019	5/31/2019				
					La série rétropolée des CNA pour 2005-2018 est disponible	4		4/30/2020	1/23/2020				
					Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon les approches de production et de dépense.			4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale		
					Les estimations des comptes nationaux pour la période 2017-2020 sont disponibles			4/30/2022					
					Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production			4/30/2021					
					La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			12/31/2021					
					La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			4/30/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2)	2		Les locaux et l'équipement disponibles sont satisfaisants à des fins d'établissement et de diffusion des données.  Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés	3		12/31/2019	9/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	3		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les estimations des comptes nationaux pour la période 2001-2020 sont disponibles	3		12/31/2019	12/31/2019			
					Il existe un plan d'amélioration de la couverture des statistiques macroéconomiques.	2		4/30/2020	1/23/2020				
					Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base sont mis en place			12/31/2020					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	2		La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les séries 2001-2017 sont disponibles	3		12/31/2019	7/31/2019	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	2		12/30/2020	7/31/2019			
						CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.			4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base est mis en place	3		12/31/2020	4/16/2020	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	2		4/30/2020				
						La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible			12/31/2021				
						Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changement de l'année de base.			4/30/2022				
						La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			4/30/2022				
						Des comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production			4/30/2021				
						Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.			4/30/2022				
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	2		4/30/2020	4/16/2020			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Quatre agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			4/30/2021		FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
					Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			4/30/2022					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			4/30/2022		Mission d'assistance technique	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.	
					Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			12/31/2021					
					La série de CAN allant jusqu' à 2019 est disponible et le plan des travaux de changement de base et au passage au SCN 2008 est mis en place.			4/30/2021					
					Les comptes nationaux trimestriels sont établis selon l'approche de production.			12/31/2021					
					Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les indicateurs de haute fréquence requis pour le développement des comptes nationaux trimestriels sont mis en place			12/31/2020				
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1)	2		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont analysés et resumés à des fins de comptabilités nationales			4/30/2022		Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.	
					Trois agents formés aux indicateurs de haute fréquence			4/30/2021					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure de compiler les CAN			12/31/2020		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.
						Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			12/31/2020				
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			4/30/2022		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La série des comptes nationaux allant jusqu'à 2020 est disponible et établie conformément au SNA 2008.			4/30/2022				
						La version finale du Tableau des Ressources et des emplois pour la nouvelle année de base est disponible			4/30/2022				
						La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible			12/31/2021				
						Les comptes nationaux annuels sont produits selon les approches de production et de dépenses			4/30/2021				
						Les comptes nationaux trimestriels sont compilés selon les approches de production et de dépenses			12/31/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	2		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés			12/31/2020		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure d'établir les CNA.	2		12/31/2019	10/31/2019			
					Trois agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.			12/31/2020					
					Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels			12/31/2020					
					Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			12/31/2020					
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	2		12/31/2019	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint																															
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)																		
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs																							
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les comptes nationaux annuels sont mis à jour et le plan pour le rebasage des comptes nationaux est en place	3		12/31/2019	11/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.																		
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	2		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			12/31/2020						La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			12/31/2021			Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.			4/30/2022			Le rebasage des CAN jusqu'à 2020 et consistant avec le SNA 2008 est disponible			4/30/2022	

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROECONOMIQUES**  
(En date du 3 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Trois agents sont formés aux indicateurs de haute fréquence			4/30/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			12/31/2020					
					Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			4/30/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation : <span style="color: green;">◆</span> 4: Largement atteint <span style="color: green;">◆</span> 3 : Atteint <span style="color: orange;">⚠</span> 2 : Partiellement atteint <span style="color: red;">◆</span> 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
B.E.A.C	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement à moindre coût.	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché			Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Les procédures pour les opérations sur le marché primaire sont adoptées et publiées			4/30/2021		Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible
						Les résultats des enchères sont publiés dans les 4 heures après l'heure limite de soumission			12/31/2021				
						Les résultats de l'émission sont publiés sans délai après chaque opération.	Les autorités préparent des modèles pour l'annonce des avis et des résultats d'émission			12/31/2021			
		Amélioration des capacités du personnel en matière de financement sur les marchés intérieur et international	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Le personnel est formé aux mécanismes de rachat et d'échange, et aux techniques d'atténuation du risque de refinancement			4/30/2022						
République centrafricaine (R.C.A)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.			Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%			1/31/2023		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
						Des lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités sont identifiées			4/30/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple			12/31/2021						
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de notification et de suivi de la dette			Le personnel fait preuve de compétence dans l'enregistrement, la communication et le suivi de la dette (présentations, discussions, exercices pratiques)	Le personnel a amélioré ses compétences dans l'interprétation des fiches de conditions de prêt pour un enregistrement correct et dans l'interprétation des statistiques de la dette pour un bon rapport			4/30/2022				
						Projet de bulletin détaillé de la dette détaillé est préparé			4/30/2022				
						Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Le bulletin de la dette est publié			6/30/2022			
	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement												

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation : <span style="color: green;">◆</span> 4 : Largement atteint <span style="color: green;">◇</span> 3 : Atteint <span style="color: yellow;">⚠</span> 2 : Partiellement atteint <span style="color: red;">❖</span> 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : rs/o
		Un plan d'emprunt annuel est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Plan d'emprunt annuel régulièrement approuvé par l'autorité compétente et publié	Plan d'emprunt annuel est développé et approuvé			1/31/2022				
		Élaboration, documentation et publication d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.			Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette s'est amélioré			1/31/2022				
		Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion du passif			Les systèmes et processus nécessaires sont en place pour exécuter les opérations de gestion du passif	Des méthodologies de rachat et d'échange sont développées Le personnel est formé aux procédures de rachat et d'échange			6/30/2022 6/30/2022				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement			Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin et des rapports plus ciblés et sur la dette sont préparés Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette			6/30/2021 12/31/2021				
République démocratique du Congo (RDC)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
		Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.			Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Plus de cadres peuvent utiliser l'outil pour produire des scénarios de financement de la dette			4/30/2021				
	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement au moindre coût	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché.			Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Élaboration de procédures révisées pour l'émission sur le marché primaire			4/30/2021				
						Des procédures révisées pour l'émission sur le marché primaire sont adoptées			12/31/2021				
Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement			Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette			12/31/2021					
					La structure et le format de la publication régulière du rapport et du bulletin de la dette sont approuvés par les autorités			12/31/2021					
					La mise en page du site d'information sur la dette est approuvée par les autorités			4/30/2021					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation : <span style="color: green;">◆</span> 4 : Largement atteint <span style="color: green;">◇</span> 3 : Atteint <span style="color: orange;">⚠</span> 2 : Partiellement atteint <span style="color: red;">❖</span> 1 : Pas atteint															
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)		
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs							
République du Congo (COG)	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement			Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	L'architecture du site d'information sur la dette est approuvée par les autorités			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o		
						Un projet de bulletin de la dette est préparé			4/30/2021						
						Mise en ligne du site d'information sur la dette			6/30/2021						
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.			Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Au moins 2 personnels peuvent utiliser l'outil de façon autonome pour produire des scénarios de financement de la dette			4/30/2022						
						Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.	Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission						4/30/2022	
						Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation de la stratégie de gestion de la dette						4/30/2022	
São Tomé-et-Principe (STP)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.			Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Des lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités sont identifiées			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o		
						Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%			12/31/2021						
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple			12/31/2021						
						Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission			12/31/2021						
						Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.	Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Début de la publication du calendrier d'émission						4/1/2022	
Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement			Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin de la dette amélioré et des rapports annuels sont préparés			12/31/2022							

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

(En date du 10 juin 2020)

Echelle de notation : <span style="color: green;">◆</span> 4 : Largement atteint <span style="color: green;">◆</span> 3 : Atteint <span style="color: orange;">⚠</span> 2 : Partiellement atteint <span style="color: red;">◆</span> 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Établir des procédures et processus appropriés pour un enregistrement, un rapport et un suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de déclaration et de suivi de la dette.			Lors des discussions et échanges, le personnel démontre une compétence dans l'enregistrement, le reporting et le suivi de la dette	Le personnel est formé aux meilleures pratiques en matière d'enregistrement de reporting et de suivi de la dette			4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
		Un cadre opérationnel fonctionnel pour le suivi de la dette			Processus documentés sur le suivi de la dette.	Préparation d'un projet de manuel de procédures pour le suivi de la dette			4/30/2021				
		La dette est régulièrement signalée à l'autorité législative publique et compétente			Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Le bulletin de la dette est publié par les autorités			4/30/2021				
						Préparation d'un projet de bulletin de la dette			4/30/2021				
	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la structure institutionnelle de la gestion de la dette, y compris la dotation en personnel.			L'entité de gestion de la dette se coordonne efficacement avec les autres institutions concernées	Un projet de manuel de procédures pour les opérations de la dette est préparé			4/30/2021				
					Le manuel de procédures pour les opérations de la dette est adopté par les autorités			8/31/2021					
		Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire			Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%			6/30/2022				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel de base			4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**




(En date du 7 juin 2020)







Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	3		Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle relative à la gouvernance des banques est mise à niveau, approuvée et adoptée.	4		9/30/2019	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	2			Le canevas réglementaire des rapports d'information annuels (par les banques) sur le contrôle interne et la gestion des risques est révisé.	4		4/30/2020	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	2		Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	La supervision du risque de crédit selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	2		4/30/2020	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Une réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est adoptée.	1		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Des directives sont données concernant l'approche basée sur les risques pour le contrôle du risque opérationnel dans les établissements de crédit.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
						La supervision du risque opérationnel selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						La supervision basée sur les risques dans les domaines du contrôle interne et de la gestion des risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les inspections sur place concernant la gestion du risque en matière de technologies de l'information sont effectuées	1		6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						La méthodologie de contrôle effectif des établissements et services de paiement est terminée et approuvée, sur la base des directives de l'AFC.			6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	2		Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle des établissements et services de paiement est mis en œuvre dans les processus de contrôle.			12/31/2019	1/17/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Des directives sont données pour le contrôle basé sur les risques, sur pièces et sur place, des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
						La méthodologie pour le contrôle effectif et efficace des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB est finalisée et approuvée, sur la base des directives de l'AFC.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Une formation est donnée aux instances de supervision de la BRB afin de développer leurs capacités de mise en œuvre du guide méthodologique	4		4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique		
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	2		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Un projet global pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigé et approuvé.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Une feuille de route globale pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigée pour appuyer la BRB dans la préparation d'un plan d'action.	4		4/30/2020	10/25/2019	Mission d'assistance technique		
						La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque à l'aide du système de notation révisé est finalisée et approuvée.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les banques sont notées conformément au système de notation révisé.	2		12/31/2019	10/25/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un guide pour l'utilisation de l'outil révisé de notation des banques est rédigé	4		6/30/2019	6/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**





(En date du 7 juin 2020)





Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	2		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La liste des indicateurs d'alerte précoce pertinents est complétée, approuvée et incluse dans le système informatique à automatiser, et ils sont utilisés par les superviseurs hors site (par la banque centrale).			9/30/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o
						La liste des indicateurs d'alerte avancée pertinents est terminée, approuvée et intégrée dans le système informatique pour être automatisée, et les indicateurs sont utilisés par les superviseurs sur pièces.	4		4/30/2020	1/17/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	2		1. Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres 2. Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des	Le pilier 2 et l'ICAAP sont mis en œuvre dans les réglementations prudentielles.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	2		Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires	La méthodologie pour la mise en œuvre du contrôle du nouveau modèle de liquidité à court terme est rédigée, approuvée et mise en place.	1		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)




Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et par les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	2		Observation par les banques des IFRS et des règles de provisionnement des créances improductives ainsi que le démontrent a) les rapports des auditeurs des banques ; b) les rapports de contrôle	Les agents de la BRB suivent une formation sur la mise en œuvre de la norme IFRS 9 concernant la comptabilité et le provisionnement des prêts improductifs.	3		4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Les agents de la BRB suivent une formation sur le contrôle sur pièces et sur place des états financiers basés sur les IFRS transmis par les banques.			4/30/2021		Mission d'assistance technique			
		Les autorités approuvent un plan d'action qui énonce les principales étapes pour la mise en application des recommandations d'AT en vue de la mise en œuvre des IFRS applicables aux créances improductives	1		Plan d'action approuvé	Une feuille de route est rédigée pour que la BRB mette en œuvre de manière appropriée la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle et les processus de contrôle.	4		4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique		
					Un plan d'action pour la mise en œuvre de la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					Un document de planification approprié est produit pour la mise en œuvre	La réglementation prudentielle sur la classification du risque de crédit et le provisionnement est examinée pour mettre en œuvre la norme IFRS 9, et elle est adoptée.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Lignes directrices et réglementations publiées conformes aux normes IFRS et Bâle	Les réglementations prudentielles existantes en matière de classification et de provisionnement des crédits sont revues et alignées sur IFRS 9 (par AFC)			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						La réglementation prudentielle sur la classification et le provisionnement des crédits, rendue conforme à la norme IFRS 9, est approuvée et promulguée (par la banque centrale).			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					L'amélioration des directives de provisionnement et la mise en œuvre du provisionnement des directives sont proportionnelles au risque de crédit et suffisantes pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres								

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**




(En date du 7 juin 2020)







Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	4		Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risque	De nouvelles réglementations prudentielles concernant le contrôle des établissements de paiement et des services de paiement sont adoptées.	4		6/30/2019	4/27/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les projets d'instruction pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont révisés.	3		4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique		
						Les instructions révisées pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont adoptées.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée	2		Les banques présentent leurs déclarations à titre individuel et sur une base consolidée	Les superviseurs contrôlent les groupes bancaires de la CEMAC sur une base consolidée ou combinée, à l'aide des processus de contrôle.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Les nouveaux modèles d'états financiers basés sur les IFRS sont transmis par les groupes bancaires sur une base consolidée ou combinée.	1		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					Les réglementations prudentielles qualitatives en vigueur sont modifiées, ainsi que les exigences proposées pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC, et elles sont adoptées.	1		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					La réglementation exige des banques qu'elles observent les limites prudentielles sur une base consolidée	Les ratios quantitatifs prudentiels sont établis sur une base consolidée et inclus dans le cadre des ratios prudentiels à mettre à jour dans le projet global Basel II/III			12/31/2021		Mission d'assistance technique		
					Les ratios prudentiels pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigés, sur la base des réglementations en vigueur.	2		12/31/2021	11/23/2018	Mission d'assistance technique			
		Les ratios prudentiels quantitatifs sont établis sur une base consolidée et intégrés dans le futur cadre des ratios prudentiels devant être actualisés par le projet global Bâle II/III que la COBAC doit lancer.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique						
	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	3		Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle sur la gouvernance est examinée et actualisée conformément aux normes internationales, et elle est adoptée.	1		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)


Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	3		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La révision du manuel d'inspection concernant le risque opérationnel est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	3		6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des banques, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	3		6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques est approuvé et mis en œuvre, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC.	3		6/30/2019	1/31/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la COBAC, et cette évaluation est approuvée.	2		6/30/2019	12/9/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Le niveau des effectifs de la COBAC est significativement renforcé pour s'assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques	1		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des établissements de crédit, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	3		6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						La révision du manuel d'inspection concernant le risque de crédit est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour mettre en la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de liquidité afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4		4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique								

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	3		Le niveau des effectifs est revu et renforcé	La révision du manuel d'inspection concernant le risque de liquidité est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les inspecteurs reçoivent des directives méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de marché afin d'actualiser le manuel d'inspection.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
						La révision du manuel d'inspection concernant le risque de marché est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Le modèle actuel de notation bancaire SYSCO 2 est revu pour le rendre plus axé sur les risques conformément aux normes et meilleures pratiques internationales (par AFC)	4		4/30/2021	5/22/2020	Mission d'assistance technique		
						Le modèle de notation bancaire SYSCO 3 révisé est testé, validé et mis en œuvre (par le SG-COBAC)			9/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un manuel d'orientation méthodologique est rédigé pour mettre en œuvre un processus de notation bancaire basé sur le risque en utilisant le modèle SYSCO 3 révisé (par AFC)			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
						Des conseils méthodologiques sont reçus par les inspecteurs pour le contrôle sur site des établissements de paiement, afin d'enrichir le manuel d'inspection (par AFC)			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
						La révision du manuel d'inspection sur les établissements de paiement est terminée, la nouvelle version est approuvée et des orientations méthodologiques sont mises en œuvre par le biais d'inspections sur place (par la COBAC)			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Les superviseurs traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et non sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire	2		Les superviseurs appliquent des sanctions et adoptent rapidement des mesures correctives pour résoudre les problèmes bancaires	Un plan d'action est approuvé pour moderniser le processus d'intervention précoce sur les institutions de microfinance en difficulté (par la COBAC)	1		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les processus opérationnels liés à la gestion des mesures de surveillance pour remédier aux infractions aux réglementations prudentielles sont passés en revue et des directives internes pour leur mise à niveau sont reçues (par AFC).	3		4/30/2020	3/6/2020	Mission d'assistance technique		
						Un plan d'action est approuvé pour moderniser les processus opérationnels liés à la gestion des mesures de surveillance pour lutter contre les infractions à la réglementation prudentielle (par la COBAC).			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les superviseurs suivent la mise en œuvre des mesures correctives et intensifient les actions au besoin			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
						Les processus opérationnels relatifs à la gestion des sanctions décidées par la COBAC contre les établissements de crédit sont passés en revue et des directives internes pour leur revalorisation sont reçues (par AFC).			9/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un plan d'action est approuvé pour moderniser les processus opérationnels relatifs à la gestion des actions disciplinaires (processus de sanction) (par la COBAC)			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	2		La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	Une nouvelle réglementation concernant le ratio de levier est adoptée conformément aux exigences de Bâle III.			4/30/2020	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Une réglementation actualisée sur le calcul du capital est adoptée afin de se conformer pleinement à Bâle III.	1				Mission d'assistance technique		
						Une feuille de route est rédigée pour que la COBAC (i) procède à l'actualisation globale des réglementations prudentielles sur les normes de fonds propres et les ratios de liquidité pour mettre en œuvre les normes de Bâle II/III et (ii) prépare en conséquence une actualisation ultérieure des réglementations associées.	4		4/30/2020	9/20/2019	Mission d'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**  
(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	2		La nouvelle réglementation applicable aux liquidités est conforme aux exigences de Bâle III	Un plan d'action est rédigé et approuvé par la COBAC pour établir un plan de réforme afin de mettre en œuvre Bâle II/III et de réviser toutes les réglementations prudentielles touchées sur une base individuelle et consolidée.			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Approbation et adoption d'une norme de fonds propres révisée conforme à Bâle II/III.			12/31/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Approbation et adoption d'un ratio de liquidité révisé conforme à Bâle II/III.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Approbation et adoption d'un ratio structurel de liquidité à long terme révisé conforme à Bâle II/III.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un ratio de financement stable révisé (NSFR) conforme a Bale II est approuvé et en vigueur			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	2		Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres	L'ICAAP est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				Les instances de contrôle fixent différent niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**





(En date du 7 juin 2020)










Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agréments et imposent des conditions réglementaires le cas échéant	4		Le dispositif réglementaire qui régit les agréments a été revu et les lacunes éventuelles ont été comblées	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des auditeurs externes des banques.	4		6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des banques.	4		6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.	4		6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les modèles révisés pour les demandes d'agrément sont terminés et adoptés.	1		6/30/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Rédaction d'une réglementation prudentielle intégrant des exigences spécifiques applicables aux établissements et services de paiement.			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	4		Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Des directives sont données pour la rédaction d'une méthodologie de contrôle sur place relative à la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation (instruction 22) sur la gestion des risques dans les institutions de crédit	4		4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
						Adoption d'une nouvelle réglementation prudentielle applicable aux établissements et services de paiement.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Une feuille de route pour établir une réglementation et un cadre de contrôle des établissements et services de paiement appropriés est rédigée pour la BCC.			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un plan d'action pour la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation et d'un nouveau cadre de contrôle pour les établissements de paiement, les services de paiement et la monnaie électronique est rédigé et approuvé.			6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						La directive n° 24 existante sur la monnaie électronique est revue en vue de l'élaboration d'un nouveau règlement prudentiel applicable aux établissements et services de paiement (par AFC).			4/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	2		Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, sur pièces et sur place, du risque de crédit et du risque opérationnel dans les processus de contrôle, sur la base des directives fournies.	2		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Les superviseurs spécialisés en technologies de l'information suivent une formation supplémentaire sur le contrôle sur place des risques liés aux technologies de l'information, sur la base du manuel en vigueur sur ce sujet.			4/30/2021	Mission d'assistance technique				
					Les superviseurs effectuent les inspections des risques liés aux technologies de l'information en se basant sur la méthodologie en vigueur.			12/31/2021	Mission d'assistance technique				
					Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	2		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
		Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur pièces, de la réglementation prudentielle et de l'analyse financière des banques.	2		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.					
		Les superviseurs mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques des cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), par les processus de contrôle.	2		12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique						
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	4		Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, du contrôle interne dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 17.	4		4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique	s. o.		
					Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gestion des risques dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 22.	4		4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique			
					Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gouvernance dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 21.	4		4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	4		Les structures de supervision et de responsabilités sont approuvées pour permettre une plus grande coopération	Les manuels de directives méthodologiques rédigés pour les inspections sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance, sur la base des instructions révisées n° 17, 22 et 21, sont approuvés et mis en œuvre.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Le système de notation des banques CAMELS/ORAP en vigueur est examiné et ajusté à l'aide des normes internationales et instructions prudentielles révisées de la BCC les plus récentes.	4		4/30/2020	2/7/2020	Mission d'assistance technique		
						Le système de notation des banques CAMELS/ORAP révisé est approuvé et mis en œuvre.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	2		Capacité des instances de contrôle dans l'application des IFRS et dans la conciliation des exigences de comptabilité et de réglementation, ainsi que le démontrent les améliorations des banques au regard du point 1 ci-dessus	La norme IFRS 9 est mise en œuvre dans les réglementations prudentielles.			12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les banques transmettent les états financiers basés sur les IFRS à la BCC avec exactitude, et les superviseurs peuvent en évaluer la qualité et effectuer leur contrôle et analyse sur place.	2		12/31/2019	10/30/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**





(En date du 7 juin 2020)





Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	2		<p>Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres.</p> <p>Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques</p>	L'ICAAP est intégré dans les réglementations prudentielles.								
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	2		<p>Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires sur la question</p> <p>Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet</p>	<p>Une formation est donnée sur les normes ICAAP et les défis posés par leur mise en œuvre pour la BCC.</p> <p>Une feuille de route est rédigée pour un projet de mise en œuvre plus approfondie d'ICAAP dans le domaine de la régulation prudentielle des banques</p>	4		4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique			
		Les banques ont des fonds propres adéquats composés d'instruments de fonds propres de haute qualité qui est conforme à la réglementation émise sur Bâle II / III			<p>Les informations fournies par les banques montrent que leur adéquation des fonds propres et leur exposition au risque sont conformes aux nouvelles exigences</p>	<p>Un nouveau règlement prudentiel sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est élaboré conformément aux normes internationales (par AFC).</p> <p>Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation d'information financière (mise en œuvre du pilier 3) dans le secteur bancaire est publié.</p>	4		4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique			
						4		6/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique				
											s. o.	<p>Appui politique : ÉLEVÉ</p> <p>Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	2		Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Une nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est rédigée pour la BCSTP conformément aux normes internationales.	4		4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques est terminée et adoptée.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Des directives pour la mise en œuvre effective et efficace par les banques de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont rédigées pour la BCSTP.	4		4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
						Des lignes directrices pour une mise en œuvre efficace et efficiente du nouveau règlement prudentiel sur la gestion des risques sont finalisées, discutées avec le secteur bancaire et publiées (par la Banque centrale).			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les réglementations prudentielles relatives à la gestion du risque de crédit sont mises à jour au niveau mondial conformément aux normes internationales, concernant par exemple: limitations du risque de crédit (par AFC).			4/30/2022		Mission d'assistance technique		
						La réglementation prudentielle sur la gestion du risque de liquidité est mise à jour conformément aux normes internationales (par AFC)			4/30/2022		Mission d'assistance technique		
						Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de crédit est achevé, approuvé et adopté (par la banque centrale).			6/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de liquidité est achevé, approuvé et adopté (par la Banque centrale).			6/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Des lignes directrices à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont rédigées pour le BCSTP en tenant compte des meilleures pratiques pertinentes (par l'AFC).	4		4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique								

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	2		Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont achevées, approuvées et adoptées (par la Banque centrale).			9/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Des directives à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont élaborées pour le BCSTP (par l'AFC)	4		4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
						Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont achevées, discutées avec le secteur bancaire et divulguées (par la banque centrale).			9/30/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	2		Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont finalisées, approuvées et publiées.	2		6/30/2019	11/22/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les processus de contrôle sont axés sur les problèmes de gouvernance, comme recommandé.	1		12/31/2019	11/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les instances de contrôle de contrôle ont la capacité nécessaire pour mettre à niveau les réglementations bancaires et les appliquer efficacement	2		Les instances de contrôle revoient à intervalle régulier le cadre réglementaire et formulent des suggestions pour mettre à niveau la réglementation à partir de l'évolution du secteur bancaire et des normes internationales	Les ressources humaines appropriées sont renforcées pour gérer la progression des réformes réglementaires en interne.	1		12/31/2019	11/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les instances de contrôle suivent l'application de cette réglementation dans leurs activités courantes										

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES**

(En date du 7 juin 2020)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	2		Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle du risque de crédit basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de supervision (Par la Banque Centrale)			12/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ  Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est élaboré (par AFC)			4/30/2021		Mission d'assistance technique		
						Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est mis en œuvre (par AFC)			9/30/2021		Mission d'assistance technique		
						Les instances de supervision sont formées pour mettre en œuvre le nouveau modèle de notation, y compris la détection précoce des risques	4		4/30/2020	5/17/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	2		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la BCSTP, et cette évaluation est approuvée.	2		6/30/2019	11/22/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
Le niveau des effectifs est revu et renforcé													



# FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

## Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale



### ANNEXE 3

#### IMPACT DU COVID 19 SUR LES RESULTATS DE L'ANNEE FISCALE 2020 PRESENTES DANS LE RAPPORT AU CDO

---

#### AMENDEMENTS AU RAPPORT D'EXECUTION ANNEE FISCALE 2020

L'objectif de ce document est de mesurer l'impact du COVID 19 sur les résultats du Centre tels qu'ils ont été présentés dans le rapport au Comité d'Orientation (CDO) qui a été envoyé aux membres le 21 février 2020. Même si le COVID 19 est apparu en fin d'année fiscale et que l'impact sur les résultats du Centre a été plutôt minime, la pandémie et les restrictions de déplacement qui s'en sont suivies ont cependant affecté quelques résultats clés du Centre. La plupart des domaines ont été affectés et plusieurs résultats qui ont été annoncés n'ont pas pu se dérouler.

#### **Administration douanière**

Une mission d'assistance technique prévue en vue d'apporter un appui à la préparation des textes d'application du Code communautaire des douanes révisé a été annulée. Elle avait pour objectif d'accompagner les travaux préparatoires organisés par la commission de la CEMAC en charge de la préparation des textes d'application du nouveau code des douanes communautaire. Cette activité, présentée comme un résultat dans le rapport initial au Comité d'Orientation (page 31) et dans le CDPORT sous l'étape intermédiaire suivante « *Participation of an IMF expert in the CEMAC Committee to provide guidance and advice to help the adoption of Customs regulations* » n'a pas été réalisée, en raison de la pandémie.

#### **Administration fiscale**

Une activité programmée en RCA, portant sur l'audit du système d'information (version *Systemif* 4) de la DGI n'a pas non plus été réalisée pour les mêmes motifs cités précédemment. Elle a été reportée à l'année fiscale 2021.

#### **Gestion des finances publiques**

Le FOHBAC qui n'est pas explicitement mentionné comme un résultat dans le rapport au CDO mais qui devait avoir lieu en mars 2020 a finalement été reporté et est noté comme non atteint dans la plateforme CDPORT (reporté à cause de la pandémie du COVID 19).

En ce qui concerne l'amélioration de la couverture et la qualité des rapports financiers (objectif et son résultat escompté « Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires » le COVID 19 a également empêché une mission qui devait se dérouler en RDC pour la régulation des comptes en suspens. Cette activité n'est pas mentionnée dans le rapport mais est bien présente dans le CDPORT.

## **Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

En raison de la pandémie du COVID 19, les missions prévues initialement en mars et avril 2020, respectivement sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire à moyen terme en RCA (STX), et sur le modèle de prévision macroéconomique du Congo (LTX et STX), ont été reportées à l'année fiscale 2021.

## **Statistiques des finances publiques**

Dans le rapport envoyé au CDO, le conseiller résident faisait état d'un résultat atteint en Guinée Equatoriale, à savoir « Elaboration d'une matrice de collecte des données source de la dette publique (emprunts/crédits à long terme) selon le Guide de la Dette du Secteur Public du FMI en conformité avec les normes de reporting à la base de données de la Banque Mondiale » (page 50 dudit rapport). Malheureusement, la seconde mission d'assistance technique qui était prévue en mars 2020 a été supprimée et le résultat n'a pas pu être atteint.

## **Statistiques macroéconomiques**

Aucun impact répertorié à ce jour. Toutefois, vu qu'un bon nombre de pays envisagent de conduire des enquêtes de structures au cours de l'an 2020 (enquêtes ménages et enquêtes des entreprises) nécessaires pour les travaux de changements d'année de base des comptes nationaux et des statiques des prix, il y a un fort risque de ne pas atteindre les résultats escomptés pour les années fiscales 2022 et 2023.

## **Gestion de la dette publique**

Le rapport au CDO fait état de la « *Formation des cadres sur l'identification des sources de vulnérabilité dans le portefeuille de la dette en République centrafricaine* » en tant que résultat atteint. Malheureusement la mission a été reportée à l'année fiscale prochaine en raison du COVID 19 et les 2 étapes intermédiaires du CDPORT qui couvraient ce résultat sont passées au rouge (note de 1). Bien que cela ne soit pas dans le rapport au CDO, la définition du nouvel organigramme de la Caisse congolaise d'amortissement est une étape intermédiaire qui n'a pas pu être atteinte en raison du COVID 19.

A Sao Tomé-et-Principe, 2 étapes intermédiaires qui ne sont pas dans le rapport ont été reportées du fait de contraintes de calendrier et l'assistance technique n'a pas pu avoir lieu. Elles concernaient la formation des personnels à l'analyse des emprunts.

## **Régulation et supervision bancaires**

En ce qui concerne la régulation et la supervision bancaires, le rapport prévoyait comme résultat la « Revue des modes opératoires relatifs au traitement des infractions à la réglementation prudentielle des établissements de crédit et à la gestion du processus de sanction à la COBAC ». En raison du COVID 19, la réalisation de la mission sur place du STX à la COBAC relative au processus de gestion des sanctions doit être reporté à FY2021. Par ailleurs, la mission à la COBAC relative à la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques, prévue en avril 2020, a

également dû être reportée à FY 2021, l'objet de la mission ayant été précisé par l'Autorité (la révision du modèle de notation des banques SYSCO 2) fin février 2020 et ne pouvant pas être traité complètement à distance, tandis que cette mission nécessitait en outre l'appui d'un STX (non prévu initialement). Pour compenser, le LTX a réalisé par anticipation, en avril 2020, une mission à distance pour la BCC, dont l'objet a été la revue du projet d'instruction aux établissements de crédit relative à la communication financière.



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



**ANNEXE 4**  
**PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE**

**I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR** : PAULO DRUMMOND

---

**II- CONSEILLERS RESIDENTS :**

ADMINISTRATION DES REVENUS : RAKOTONDRAINIBE MIHAMINTSOA  
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : ABDOULAYE TOURE, BLAISE YEHOUEYOU  
ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA  
STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI  
STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : SEBASTIEN MANZI  
GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : OUMAR DISSOU  
REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER  
GESTION AXEE SUR LES RESULTATS : PHILIPPE ATHANASSIOU

---

**III- ADMINISTRATION :**

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE  
CHARGE DE PROJETS : ARMEL HOUTSA  
ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,  
DJENA LAETITIA DJEMBO, LOUNDOU MAYOUKOU GILDAS  
TECHNICIEN COURSIER : WILFRIED MANGUENGA MANGUENGA

---



## ANNEXE 5 RAPPORT FINANCIER

### État du programme - État financier (Phase III)

La Phase III d'AFRITAC Centre a démarré en novembre 2017 et se terminera en avril 2022 (4,5 ans). Le budget de la phase est fixé à 37,8 millions de dollars. Des contributions ont été reçues de plusieurs partenaires au développement, dont la Chine, la Banque européenne d'investissement, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Commission européenne (**tableau 1**). Les pays membres ayant signé des accords sont le Gabon, le Cameroun et la République démocratique du Congo. Le FMI contribue également au budget du Centre.

Au 30 avril 2020, des contributions d'un montant de plus de 17,0 millions de dollars ont été reçues des partenaires au développement. Le Centre a par ailleurs perçu 3,8 millions de dollars des pays membres ayant signé des accords. En outre, le paiement des contributions impayées des Etats membres sera essentiel pour éviter toute interruption des activités de renforcement des capacités au cours des exercices fiscaux 2021 et 22.

### Dépenses pour l'exercice 2020

Au 30 avril 2020, les dépenses totales de l'exercice fiscal ont atteint environ 6,5 millions de dollars sans les frais de gestion du fonds fiduciaire et la contribution du Fonds (**tableau 2**).

### Projet de budget révisé pour l'exercice 2021 (Mai 2020-avril 2021)

Sur la base de l'évaluation des besoins des pays membres, de la connaissance des conseillers résidents, des consultations du siège du FMI et de la crise sanitaire mondiale du COVID-19, un programme de travail révisé pour l'exercice budgétaire 2021 a été élaboré. Le montant total des dépenses projeté est estimé à 7,0 millions de dollars (**tableau 3**). Ces projections tiennent compte du financement des activités du domaine de la gestion de la dette publique par le projet DMF<sup>1</sup> du FMI (**encadré 2**).

---

<sup>1</sup> Debt Management Facility, Mécanisme de gestion de la dette



Fonds monétaire international  
AFRITAC Centre



TABLEAU 1 : ETAT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES DE LA LA PHASE 3 (AU 30 AVRIL 2020)

Information sur l'accord				en Dollars U.S.			
Contributeurs	Date de signature	Monnaie <sup>1</sup>	Montant	Montant de l'accord	Contributions reçues	Contributions attendues	Futures Contributions
				(A)	(B)	(C)	(D)
<b>Total partenaires</b>				18.750.613	17.049.501	1.203.231	497.881
Allemagne	11/12/2018	EUR	2.000.000	2.278.820	2.278.820	-	-
Allemagne	30/11/2017	EUR	3.000.000	3.531.300	3.531.300	-	-
Banque européenne d'investissement	19/4/2018	EUR	200.000	237.180	237.180	-	-
Chine	13/7/2018	USD	2.000.000	2.000.000	2.000.000	-	-
Commission européenne <sup>2</sup>	16/4/2019	EUR	5.000.000	5.652.911	4.449.680	1.203.231	-
France <sup>3</sup>	5/12/2017	EUR	2.000.000	2.346.041	1.848.160	-	497.881
Pays-Bas	6/11/2015	EUR	1.000.000	1.159.562	1.159.562	-	-
Suisse	18/12/2019	CHF	1.500.000	1.544.799	1.544.799	-	-
<b>Total pays membres</b>				8.000.000	3.775.063	4.224.937	-
Cameroun	5/12/2017	USD	2.000.000	2.000.000	937.463	1.062.537	-
Gabon (Pays siège)	18/5/2018	USD	4.000.000	4.000.000	837.600	3.162.400	-
République démocratique du Congo	6/4/2018	USD	2.000.000	2.000.000	2.000.000	-	-
<b>Total Transferts internes</b>				2.338.714	2.338.714	-	-
Chine				1.294.813	1.294.813	-	-
Commission européenne				1.043.901	1.043.901	-	-
<b>Total Partenaires, Membres et Transferts internes</b>				29.089.327	23.163.278	5.428.168	497.881
				-	-	-	-
<b>FMI</b>				2.500.000	2.500.000	-	-
<b>Budget global du programme</b>				37.780.859	37.780.859	-	-
<b>Gap de financement<sup>4</sup></b>						(12.117.581)	

Source: FMI, Institut pour le développement des capacités

<sup>1</sup> Les contributions qui ne sont pas en dollars américains sont converties en utilisant le taux de change du jour de la signature de la convention.

<sup>2</sup> Une contribution additionnelle d'un million d'euros promise par la Commission européenne est en attente de signature.

<sup>3</sup> Une contribution additionnelle de huit millions d'euros promise par la France est en attente de signature.

<sup>4</sup> Le financement de la Phase 3 du Centre est conditionné par le décaissement des contributions des partenaires et des pays membres engagées, et le versement des contributions des autres pays membres. Le gap calculé tient compte du total des contributions reçues.



Fonds monétaire international  
AFRITAC Centre  
**TABLEAU 2 : ETAT DES DEPENSES (AU 30 AVRIL 2020)**



Projets	Année fiscale 2020 (en Dollars U.S.)		
	Budget	Dépenses	Pourcentage d'exécution (%)
Gestion des finances publiques	2.218.432	1.989.777	90%
Administration douanière	232.949	180.566	78%
Administration fiscale	676.759	678.260	100%
Régulation et supervision bancaires	789.859	721.021	91%
Gestion de la dette publique	606.615	364.983	60%
Statistiques macroéconomiques	662.296	589.442	89%
Statistiques des finances publiques	744.770	566.927	76%
Administration	1.129.557	1.205.946	107%
Cours	196.605	104.064	53%
Gouvernance et évaluation	95.277	78.443	82%
<b>Sous-Total</b>	<b>7.353.119</b>	<b>6.479.427</b>	<b>88%</b>
Gestion du fonds fiduciaire	514.718	453.560	
<b>Total</b>	<b>7.867.837</b>	<b>6.932.987</b>	<b>88%</b>
FMI	500.000	506.303	
<b>Total</b>	<b>8.367.837</b>	<b>7.439.290</b>	<b>89%</b>

**Source** : FMI, Institut pour le développement des capacités



Fonds monétaire international  
AFRITAC Centre



TABLEAU 3 : BUDGET DE L'ANNEE FISCALE 2021 (AU 12 JUIN 2020)

Projets	Budget (En Dollars U.S.)
Gestion des finances publiques	1.965.841
Administration douanière	275.453
Administration fiscale	561.104
Régulation et supervision bancaires	752.450
Gestion de la dette publique <sup>1</sup>	693.570
Statistiques macroéconomiques	560.962
Statistiques des finances publiques	601.870
Administration	1.092.487
Gestion financière	16.000
Cours	90.000
Gouvernance et évaluation	11.454
<b>Sous-Total 1</b>	<b>6.621.191</b>
<b>Gestion du fonds fiduciaire (GFF)</b>	<b>463.483</b>
<b>Sous-Total 2 (avec la GFF)</b>	<b>7.084.674</b>
<b>Sous-Total 3 (avec la GFF et les dépenses non couvertes par le projet DMF)</b>	<b>6.564.497</b>
<b>FMI</b>	<b>500.000</b>
<b>Total</b>	<b>7.584.674</b>
<b>Total (avec la GFF et les dépenses non couvertes par le projet DMF)</b>	<b>7.064.497</b>

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

<sup>1</sup> Comprend les dépenses couvertes par le projet Debt Management Facility (**Encadré 2**)



## ANNEXE 6 ACTIVITES PAR PAYS



### 1- Programmation et réalisation 2020 (en nombre d'activité)

Pays /Type d'activité (en nombre d'activité)	Année fiscale 2020												
	Programmation						Réalisation						Taux de réalisation (en %)
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	4	4	0	0	0	0	3	3	0	0	0	0	
Cameroun	8	8	0	0	0	0	8	8	0	0	0	0	100
Congo	12	10	0	1	1	0	9	9	0	0	0	0	75
Gabon	14	14	0	0	0	0	16	15	0	1	0	0	114
Guinée équatoriale	7	6	0	0	1	0	3	3	0	0	0	0	43
République Centrafricaine	11	11	0	0	0	0	9	9	0	0	0	0	82
République Démocratique du Congo	13	13	0	0	0	0	13	13	0	0	0	0	100
Sao Tomé-et-Principe	11	11	0	0	0	0	9	9	0	0	0	0	82
Tchad	11	11	0	0	0	0	12	12	0	0	0	0	109
Institutions régionales	12	12	0	0	0	0	16	15	0	1	0	0	133
Séminaires régionaux et cours	11	0	9	0	0	2	6	0	5	0	0	1	55
<b>Total</b>	<b>114</b>	<b>100</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>104</b>	<b>96</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>91</b>
<b>Pays fragiles</b>	<b>62</b>	<b>60</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>55</b>	<b>55</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>89</b>
<b>Pays de la CEMAC</b>	<b>63</b>	<b>60</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>57</b>	<b>56</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>90</b>

### 2- Programmation 2021 (en nombre d'activité)

Pays/Type d'activité (en nombre d'activités)	Année fiscale 2021												
	Programmation						Réalisation						Taux de réalisation (en %)
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	8	8	0	0	0	0							
Cameroun	15	15	0	0	0	0							
Congo	11	10	0	1	0	0							
Gabon	13	13	0	0	0	0							
Guinée équatoriale	8	8	0	0	0	0							
République Centrafricaine	13	13	0	0	0	0							
République Démocratique du Congo	14	13	0	1	0	0							
Sao Tomé-et-Principe	15	15	0	0	0	0							
Tchad	14	14	0	0	0	0							
Institutions régionales	15	15	0	0	0	0							
Séminaires régionaux et cours	10	0	9	0	0	1							
<b>Total</b>	<b>136</b>	<b>124</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pays fragiles</b>	<b>75</b>	<b>73</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pays de la CEMAC</b>	<b>74</b>	<b>73</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Pays fragiles :** Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

**Pays de la CEMAC :** Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



## ANNEXE 6 ACTIVITES PAR DOMAINE



### 1- Programmation et réalisation 2020 (en nombre d'activité)

Domaine/Type d'activité (en nombre d'activité)	Année fiscale 2020												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux de réalisation (en %)
Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	10	10	0	0	0	0	9	9	0	0	0	0	90
Administration fiscale	14	11	1	0	1	1	12	11	1	0	0	0	86
Gestion des finances publiques	40	34	4	0	1	1	41	37	2	1	0	1	103
Budget	14	11	2	0	1	0	14	13	1	0	0	0	100
Comptabilité	12	11	1	0	0	0	11	11	0	0	0	0	92
Analyse et prévisions macrobudgétaires	14	12	1	0	0	1	16	13	1	1	0	1	114
Statistiques des finances publiques	11	10	1	0	0	0	9	9	0	0	0	0	82
Statistiques macroéconomiques	13	12	1	0	0	0	13	12	1	0	0	0	100
Gestion de la dette publique	15	13	1	1	0	0	8	7	0	1	0	0	53
Régulation et supervision bancaires	11	10	1	0	0	0	12	11	1	0	0	0	109
<b>Total</b>	<b>114</b>	<b>100</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>104</b>	<b>96</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>91</b>

### 2- Programmation 2021 (en nombre d'activité)

Domaine/Type d'activités (en nombre d'activités)	Année fiscale 2021												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux de réalisation (en %)
Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	22	21	1	0	0	0							
Administration fiscale	23	21	1	0	0	1							
Gestion des finances publiques	37	32	3	2	0	0							
Budget	15	12	1	2	0	0							
Comptabilité	11	10	1	0	0	0							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	11	10	1	0	0	0							
Statistiques des finances publiques	11	10	1	0	0	0							
Statistiques macroéconomiques	14	13	1	0	0	0							
Gestion de la dette publique	16	15	1	0	0	0							
Régulation et supervision bancaires	13	12	1	0	0	0							
<b>Total</b>	<b>136</b>	<b>124</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Note :** Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires. Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme *Debt Management Facility (DMF)* du Fonds monétaire international.



**Annexe 7**

**Séminaires régionaux, cours et visite professionnelle - Programme pour l'année fiscale 2020**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
<b>Séminaires régionaux</b>							
1	Administration fiscale et douanière	Séminaire régional sur la modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	20	Brazzaville	T2	14 - 18 Octobre 2019	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	20	Libreville	T1	10 - 14 Juin 2019	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
3		9ème Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC)	20	Sao Tomé	T4	2 - 6 Mars 2020	
4		Séminaire régional sur le compte unique du trésor	20	Libreville	T2	Octobre 2019	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
5	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires	20	Sao Tomé	T2	5 - 9 Août 2019	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
6	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional sur le traitement des opérations du sous-secteur de la sécurité sociale	20	Kinshasa	T4	Avril 2020	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
7	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008	20	Douala	T1	1 - 5 juillet 2019	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
8	Gestion de la dette publique	Séminaire régional sur l'élaboration de la SDMT	20	Libreville	T1	Juin 2019	Oumar Dissou - ODissou@imf.org
N/A		Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	20	Libreville	T2	Octobre 2019	
9	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional conjoint avec AFRITAC Ouest et MCM sur la cybersécurité et le risque informatique	20	Cotonou	T2	23 - 26 septembre 2019	Alexis Boher - ABoher@imf.org
<b>Cours</b>							
1	Administration fiscale	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (Code : GPR)	20	Ebene	T4	Mars 2020	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Cours régional sur l'analyse et les prévisions budgétaires (Code : APB)	15	Ebene	T4	Février 2020	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
<b>Visite professionnelle</b>							
1	Gestion de la dette publique	Détachement de 4 cadres de la Caisse Congolaise d'Amortissement auprès de la Caisse Autonome du d'Amortissement au Cameroun	4	Yaoundé	T1	Juin 2019	Chaker Soltani - CSoltani@imf.org

**Annexe 7**  
**Séminaires régionaux, cours et visites professionnelles - Réalisations de l'année fiscale 2020**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
<b>Séminaires régionaux</b>								
1	Administration fiscale et douanière	Mise en place d'un cadre de bonne gouvernance des administrations fiscales et douanières	Tous les pays membres	45	Brazzaville	T3	13 - 17 janvier 2020	Renilde Bazahica - RBazahica@imf.org
2	Gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics		41	Libreville	T1	10 - 14 juin 2019	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
3	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires		32	Sao Tomé	T2	5 - 9 août 2019	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
4	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008		32	Yaoundé	T1	15 - 19 juillet 2019	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
N/A	Gestion de la dette publique	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)		12	Libreville	T1	24 - 28 juin 2019	Oumar Dissou - ODissou@imf.org
5	Régulation et supervision bancaires	Séminaire régional conjoint avec AFRITAC Ouest et MCM sur la cybersécurité et le risque informatique		19	Cotonou	T2	23 - 26 septembre 2019	Alexis Boher - ABoher@imf.org
<b>Cours</b>								
1	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Cours régional sur l'analyse de la politique budgétaire		15	Ebene	T4	10 - 21 février 2020	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
<b>Visites professionnelles</b>								
1	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire	Gabon	6	Dakar	T3	2 - 6 décembre 2019	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
2	Gestion de la dette publique	Gouvernance et développement du marché des valeurs du Trésor chez UMOA-Titres	BEAC	5	Dakar	T2	14 - 17 mai 2019	Oumar Dissou - ODissou@imf.org

**Annexe 7**  
**Séminaires régionaux, cours, et visites professionnelles - Programme de l'année fiscale 2021**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
<b>Séminaires régionaux</b>								
1	Administration douanière	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations	Tous les pays membres	25	Libreville, Gabon	T4	5 - 9 Avril 2021	Renilde Bazahica - Rbazahica@imf.org
2	Administration fiscale	Amélioration du management des administrations fiscales		25	Libreville, Gabon	T3	6 - 10 Janvier 2021	
3	Gestion des finances publiques - Budget	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les affectations des recettes dans le budget de l'Etat et les dépenses fiscales		20	Abidjan, Côte d'Ivoire	T4	3 - 8 Février 2021	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
4	Gestion des finances publiques - Comptabilité et gestion de la trésorerie	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les IPSAS		20	Libreville, Gabon	T3	2 - 6 Novembre 2020	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
5	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Prévisions et programmations des dépenses publiques		20	Libreville, Gabon	T2	7 - 11 Décembre 2020	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
6	Statistiques des finances publiques	L'enregistrement des transactions de la Sécurité Sociale ainsi que la classification par fonction des administrations publiques (CFAP-COFOG)		20	Libreville, Gabon	T4	26 - 30 Avril 2021	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
7	Statistiques macroéconomiques	Séminaire de formation conjoint AFC/D4D sur les indicateurs de haute fréquence		20	Libreville, Gabon	T3	2 - 6 Novembre 2020	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
8	Gestion de la dette publique	Le développement du marché intérieur des titres publics		20	Libreville, Gabon	T4	Mars 2021	Oumar Dissou - ODissou@imf.org
9	Régulation et supervision bancaires	Modalités de régulation et de supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques.	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	25	Libreville, Gabon	T2	26 - 30 Octobre 2020	Alexis Boher - ABoher@imf.org
<b>Cours</b>								
1	Administration fiscale	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	15	Ebène, Maurice	T4	Mars 2021	Renilde Bazahica - Rbazahica@imf.org
<b>Visites professionnelles</b>								
1	Gestion des finances publiques - Budget	Apprentissage entre pairs : Poursuite des travaux sur les Autorisations d'engagement et Crédits de paiement (AE/CP)	République du Congo	5	A déterminer	T2	Aout 2020	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org
2		Apprentissage entre pairs : Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	RDC	5	Yaoundé, Cameroun	T3	Novembre 2020	

**Note :** Les séminaires régionaux de l'année fiscale 2021 en gestion de la dette publique sont présentés à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international.

## ANNEXE 8 RESSOURCES PAR PAYS

### 1- Programmation et utilisation 2020 (en personnes semaines)

Pays /Type d'activité (en personnes semaines)	Année fiscale 2020												
	Programmation						Utilisation						Taux d'utilisation (en%)
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					
Mission		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		
Burundi	15,0	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	76,7
Cameroun	31,5	31,5	0,0	0,0	0,0	0,0	37,0	37,0	0,0	0,0	0,0	0,0	117,5
Congo	47,5	41,0	0,0	0,5	6,0	0,0	34,0	33,5	0,0	0,5	0,0	0,0	71,6
Gabon	55,0	55,0	0,0	0,0	0,0	0,0	44,5	43,5	0,0	1,0	0,0	0,0	80,9
Guinée équatoriale	28,0	21,0	0,0	0,0	7,0	0,0	8,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,6
République Centrafricaine	41,0	41,0	0,0	0,0	0,0	0,0	30,5	30,5	0,0	0,0	0,0	0,0	74,4
République Démocratique du Congo	55,5	55,5	0,0	0,0	0,0	0,0	45,5	45,5	0,0	0,0	0,0	0,0	82,0
Sao Tomé-et-Principe	42,0	42,0	0,0	0,0	0,0	0,0	35,5	35,5	0,0	0,0	0,0	0,0	84,5
Tchad	43,0	43,0	0,0	0,0	0,0	0,0	43,5	43,5	0,0	0,0	0,0	0,0	101,2
Institutions régionales	42,0	0,0	33,0	0,0	0,0	3,5	38,0	37,0	0,0	1,0	0,0	0,0	90,5
Séminaires régionaux et cours	36,5	42,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,0	0,0	22,5	0,0	0,0	3,5	71,2
<b>Total</b>	<b>437,0</b>	<b>387,0</b>	<b>33,0</b>	<b>0,5</b>	<b>13,0</b>	<b>3,5</b>	<b>354,0</b>	<b>325,5</b>	<b>22,5</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>3,5</b>	<b>81,0</b>
<b>Pays fragiles</b>	<b>244,0</b>	<b>237,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>6,0</b>	<b>0,0</b>	<b>200,5</b>	<b>200,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>82,2</b>
<b>Pays de la CEMAC</b>	<b>246,0</b>	<b>232,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>13,0</b>	<b>0,0</b>	<b>197,5</b>	<b>196,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>80,3</b>

### 2- Programmation 2021 (en personnes semaines)

Domaine/Type d'activité (en nombre d'activités)	Année fiscale 2021												
	Programmation						Réalisation						
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité					Taux de réalisation (en %)
Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		
Burundi	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Cameroun	59,0	59,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Congo	41,0	39,5	0,0	1,5	0,0	0,0							
Gabon	41,0	41,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Guinée équatoriale	21,5	21,5	0,0	0,0	0,0	0,0							
République Centrafricaine	44,0	44,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
République Démocratique du Congo	50,5	49,0	0,0	1,5	0,0	0,0							
Sao Tomé-et-Principe	51,0	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0							
Tchad	45,5	45,5	0,0	0,0	0,0	0,0							
Institutions régionales	48,5	48,5	0,0	0,0	0,0	0,0							
Séminaires régionaux et cours	41,5	0,0	40,5	0,0	0,0	1,0							
<b>Total</b>	<b>468,5</b>	<b>424,0</b>	<b>40,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pays fragiles</b>	<b>257,0</b>	<b>254,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pays de la CEMAC</b>	<b>252,0</b>	<b>250,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## ANNEXE 8 RESSOURCES PAR DOMAINE

### 1- Programmation et utilisation 2020 (en personnes semaines)

Domaine /Type d'activité (en personnes semaines)	Année fiscale 2020												Taux d'utilisation (en %)	
	Programmation						Utilisation							
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité						
Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Administration douanière	25,0	25,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,5	23,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	94,0
Administration fiscale	39,5	29,5	3,5	0,0	6,0	0,5	32,5	28,5	3,5	0,0	0,0	0,0	0,5	82,3
Gestion des finances publiques	179,0	154,0	15,0	0,0	7,0	3,0	142,0	126,0	12,0	1,0	0,0	0,0	3,0	79,3
Budget	66,0	53,0	6,0	0,0	7,0	0,0	52,5	49,5	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5
Comptabilité	58,0	54,0	4,0	0,0	0,0	0,0	42,5	40,5	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	73,3
Analyse et prévisions macrobudgétaires	55,0	47,0	5,0	0,0	0,0	3,0	47,0	36,0	7,0	1,0	0,0	0,0	3,0	85,5
Statistiques des finances publiques	48,0	44,0	4,0	0,0	0,0	0,0	38,0	38,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,2
Statistiques macroéconomiques	42,5	37,5	5,0	0,0	0,0	0,0	46,0	41,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	108,2
Gestion de dette publique	51,0	47,0	3,5	0,5	0,0	0,0	24,0	22,5	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	47,1
Régulation et supervision bancaires	52,0	50,0	2,0	0,0	0,0	0,0	48,0	46,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	92,3
<b>Total</b>	<b>437,0</b>	<b>387,0</b>	<b>33,0</b>	<b>0,5</b>	<b>13,0</b>	<b>3,5</b>	<b>354,0</b>	<b>325,5</b>	<b>22,5</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,5</b>	<b>81,0</b>

### 2- Programmation 2021 (en personnes semaines)

Domaine/Type d'activité (en personnes semaines)	Programmation						Réalisation						Taux de réalisation (en %)	
	Total	Par type d'activité					Total	Par type d'activité						
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	37,5	33,5	4,0	0,0	0,0	0,0								
Administration fiscale	56,5	51,5	4,0	0,0	0,0	1,0								
Gestion des finances publiques	159,5	138,5	18,0	3,0	0,0	0,0								
Budget	50,5	42,0	5,5	3,0	0,0	0,0								
Comptabilité	55,0	49,5	5,5	0,0	0,0	0,0								
Analyse et prévisions macrobudgétaires	54,0	47,0	7,0	0,0	0,0	0,0								
Statistiques des finances publiques	51,0	47,0	4,0	0,0	0,0	0,0								
Statistiques macroéconomiques	48,5	46,0	2,5	0,0	0,0	0,0								
Gestion de la dette publique	59,5	54,5	5,0	0,0	0,0	0,0								
Régulation et supervision bancaires	56,0	53,0	3,0	0,0	0,0	0,0								
<b>Total</b>	<b>468,5</b>	<b>424,0</b>	<b>40,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**Note** : le domaine Gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires. Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme *Debt Management Facility (DMF)* du Fonds monétaire international.

**ANNEXE 8**  
**RESSOURCES PAR PAYS**

**Programmation et utilisation de l'année fiscale 2020 - Programmation de l'année fiscale 2021**  
**(En personnes semaines)**

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2020									Année fiscale 2021			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
Siège	Site	Siège			Site	Siège			Site				
<b>I - MISSIONS</b>													
<b>Burundi</b>	<b>3,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>15,0</b>	<b>3,5</b>	<b>6,0</b>	<b>2,0</b>	<b>11,5</b>	<b>76,7</b>	<b>6,0</b>	<b>10,0</b>	<b>9,0</b>	<b>25,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	3,0	0,0	4,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	2,0	4,0	4,0	10,0	3,0	6,0	2,0	11,0		3,0	6,0	6,0	15,0
<b>Cameroun</b>	<b>9,5</b>	<b>12,0</b>	<b>10,0</b>	<b>31,5</b>	<b>11,0</b>	<b>14,0</b>	<b>12,0</b>	<b>37,0</b>	<b>117,5</b>	<b>16,0</b>	<b>22,0</b>	<b>21,0</b>	<b>59,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	3,0	2,0	6,0
Gestion des finances publiques	3,0	4,0	4,0	11,0	5,0	6,0	6,0	17,0		7,0	9,0	10,0	26,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	3,0	4,0	0,0	7,0	3,0	4,0	2,0	9,0		3,0	4,0	1,0	8,0
Gestion de la dette publique	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	4,0	4,0	10,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Congo</b>	<b>10,5</b>	<b>13,0</b>	<b>24,0</b>	<b>47,5</b>	<b>9,0</b>	<b>11,0</b>	<b>14,0</b>	<b>34,0</b>	<b>71,6</b>	<b>12,0</b>	<b>13,0</b>	<b>16,0</b>	<b>41,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	2,0	8,0	11,0	1,0	2,0	2,0	5,0		2,5	5,0	4,0	11,5
Gestion des finances publiques	4,0	5,0	6,0	15,0	4,0	3,0	6,0	13,0		4,0	4,0	4,0	12,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	4,0	2,0	7,0		1,5	0,0	2,0	3,5
Gestion de la dette publique	2,5	4,0	4,0	10,5	0,5	0,0	0,0	0,5		1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gabon</b>	<b>16,0</b>	<b>19,0</b>	<b>20,0</b>	<b>55,0</b>	<b>15,5</b>	<b>12,0</b>	<b>17,0</b>	<b>44,5</b>	<b>80,9</b>	<b>13,0</b>	<b>10,0</b>	<b>18,0</b>	<b>41,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	4,0	2,0	7,0	1,0	3,0	2,0	6,0		2,5	5,0	2,0	9,5
Gestion des finances publiques	9,0	9,0	10,0	28,0	9,5	7,0	9,0	25,5		5,5	4,0	10,0	19,5
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0		2,0	0,0	2,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0	2,0	1,0	2,0	5,0		1,5	0,0	2,0	3,5
Gestion de la dette publique	2,5	4,0	2,0	8,5	0,5	1,0	0,0	1,5		0,5	1,0	0,0	1,5
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Guinée équatoriale</b>	<b>7,0</b>	<b>8,0</b>	<b>13,0</b>	<b>28,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>8,0</b>	<b>28,6</b>	<b>7,5</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>21,5</b>
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	3,0	0,0	4,0
Gestion des finances publiques	4,0	8,0	10,0	22,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des finances publiques	2,0	0,0	1,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	0,0	1,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,5	0,0	2,0	3,5
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0		1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>République Centrafricaine</b>	<b>11,0</b>	<b>14,0</b>	<b>16,0</b>	<b>41,0</b>	<b>8,5</b>	<b>11,0</b>	<b>11,0</b>	<b>30,5</b>	<b>74,4</b>	<b>13,0</b>	<b>13,0</b>	<b>18,0</b>	<b>44,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques	5,0	6,0	10,0	21,0	3,5	5,0	5,0	13,5		5,5	8,0	8,0	21,5
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,5	2,0	2,0	6,5
Gestion de la dette publique	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>République Démocratique du Congo</b>	<b>13,5</b>	<b>21,0</b>	<b>21,0</b>	<b>55,5</b>	<b>11,5</b>	<b>17,0</b>	<b>17,0</b>	<b>45,5</b>	<b>82,0</b>	<b>14,5</b>	<b>20,0</b>	<b>16,0</b>	<b>50,5</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	3,0	0,0	4,0
Gestion des finances publiques	5,0	7,0	7,0	19,0	3,0	2,0	7,0	12,0		4,0	3,0	4,0	11,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0		1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion de la dette publique	2,0	4,0	2,0	8,0	2,0	4,0	2,0	8,0		2,0	4,0	2,0	8,0
Régulation et supervision bancaires	2,0	4,0	4,0	10,0	3,0	6,0	4,0	13,0		3,0	6,0	4,0	13,0
<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	<b>11,0</b>	<b>11,0</b>	<b>20,0</b>	<b>42,0</b>	<b>7,5</b>	<b>9,0</b>	<b>19,0</b>	<b>35,5</b>	<b>84,5</b>	<b>16,0</b>	<b>14,0</b>	<b>21,0</b>	<b>51,0</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	1,0	1,5
Administration fiscale	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	2,0	2,0	5,0		1,5	2,0	1,0	4,5
Gestion des finances publiques	4,0	5,0	6,0	15,0	2,0	2,0	4,0	8,0		3,5	6,0	6,0	15,5
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0		4,0	2,0	1,0	7,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0		2,5	2,0	2,0	6,5
Gestion de la dette publique	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	2,0	2,0	8,0	12,0	2,0	2,0	8,0	12,0		2,0	2,0	6,0	10,0
<b>Tchad</b>	<b>12,0</b>	<b>16,0</b>	<b>15,0</b>	<b>43,0</b>	<b>12,5</b>	<b>16,0</b>	<b>15,0</b>	<b>43,5</b>	<b>101,2</b>	<b>14,5</b>	<b>15,0</b>	<b>16,0</b>	<b>45,5</b>
Administration douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Administration fiscale	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	3,0	0,0	4,0
Gestion des finances publiques	6,0	6,0	7,0	19,0	6,5	9,0	7,0	22,5		4,0	6,0	6,0	16,0
Statistiques des finances publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	3,0	2,0	8,0		4,0	3,0	2,0	9,0
Statistiques macroéconomiques	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0		2,5	2,0	2,0	6,5
Gestion de la dette publique	2,0	4,0	2,0	8,0	1,0	2,0	2,0	5,0		2,0	1,0	4,0	7,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0

**ANNEXE 8**  
**RESSOURCES PAR PAYS**

**Programmation et utilisation de l'année fiscale 2020 - Programmation de l'année fiscale 2021**  
**(En personnes semaines)**

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2020									Année fiscale 2021				
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total	
Siège	Site	Siège			Site	Siège			Site					
<b>I - MISSIONS</b>														
<b>AFRISTAT</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>2,5</b>
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	1,0	0,0	2,5
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>BEAC</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>5,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>1,0</b>	<b>7,0</b>	<b>140,0</b>	<b>2,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>8,0</b>	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	1,0	2,0	2,0	5,0	3,0	3,0	1,0	7,0		2,0	3,0	3,0	8,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>CEMAC</b>	<b>5,5</b>	<b>4,0</b>	<b>8,0</b>	<b>17,5</b>	<b>10,0</b>	<b>5,5</b>	<b>5,5</b>	<b>21,0</b>	<b>120,0</b>	<b>9,0</b>	<b>5,0</b>	<b>9,0</b>	<b>23,0</b>	
Administration douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	1,5	0,0	4,0	5,5		4,0	0,0	4,0	8,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	4,0	3,0	4,0	11,0	8,5	5,5	1,5	15,5		5,0	5,0	5,0	15,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>COBAC</b>	<b>4,0</b>	<b>8,0</b>	<b>6,0</b>	<b>18,0</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>	<b>3,0</b>	<b>10,0</b>	<b>55,6</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>5,0</b>	<b>15,0</b>	
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	4,0	8,0	6,0	18,0	3,0	4,0	3,0	10,0		4,0	6,0	5,0	15,0	
<b>Total général</b>	<b>104,5</b>	<b>135,0</b>	<b>161,0</b>	<b>400,5</b>	<b>98,0</b>	<b>111,5</b>	<b>118,5</b>	<b>328,0</b>	<b>81,9</b>	<b>129,0</b>	<b>139,0</b>	<b>159,0</b>	<b>427,0</b>	
<b>II - SEMINAIRES ET COURS</b>														
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	1,0	2,0	4,0	
Administration fiscale	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0		2,0	1,0	2,0	5,0	
Gestion des finances publiques	7,0	6,0	5,0	18,0	6,0	6,0	3,0	15,0		8,0	6,0	4,0	18,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	1,0	1,0	4,0	
Statistiques macroéconomiques	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0		1,5	1,0	0,0	2,5	
Gestion de la dette publique	1,5	1,0	1,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	1,0	2,0	5,0	
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0		1,0	1,0	1,0	3,0	
<b>Total général</b>	<b>14,5</b>	<b>11,0</b>	<b>11,0</b>	<b>36,5</b>	<b>10,0</b>	<b>9,0</b>	<b>7,0</b>	<b>26,0</b>	<b>71,2</b>	<b>17,5</b>	<b>12,0</b>	<b>12,0</b>	<b>41,5</b>	
<b>TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)</b>	<b>119,0</b>	<b>146,0</b>	<b>172,0</b>	<b>437,0</b>	<b>108,0</b>	<b>120,5</b>	<b>125,5</b>	<b>354,0</b>	<b>81,0</b>	<b>146,5</b>	<b>151,0</b>	<b>171,0</b>	<b>468,5</b>	
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	61,0	81,0	102,0	244,0	52,5	70,0	78,0	200,5	82,2	76,0	85,0	96,0	257,0	
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	66,0	82,0	98,0	246,0	59,5	67,0	71,0	197,5	80,3	76,0	80,0	96,0	252,0	

<sup>1</sup> Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

<sup>2</sup> Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

**Note :** Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
AFRISTAT	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Assistance technique sur la réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	2 - 6 décembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Assistance technique sur la réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	20 - 30 Avril 2020	1,0	2,0	1,0	4,0
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	La réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	13 - 17 mai 2019	1,0	0,0	0,0	1,0
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	Activité annulée	0,5	0,0	0,0	0,5
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	Mission annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (feuille de route et revue des indicateurs de surveillance)	15 - 25 octobre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Définition d'un cadre réglementaire et d'une méthodologie d'application de la norme comptable internationale IFRS 9 concernant la comptabilisation et le provisionnement des créances en souffrance.	17 - 28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Révision des indicateurs de surveillance et la formation à la supervision des établissements de paiement.	6 - 17 Janvier 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	30 septembre - 11 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	Février 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Cameroun	Gestion de dette publique	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette	Atelier de formation sur l'utilisation du cadre révisé d'analyse de viabilité de la dette AVD-PFR	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	6 - 17 mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	6 - 17 mai 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Cameroun	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à l'élaboration des processus budgétaires et comptables impactant la comptabilité des matières.	Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à l'amélioration de la gestion de la trésorerie.	Janvier 2020	2,0	0,0	2,0	4,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - SFPs annuelles pour l'exercice 2018	21 octobre - 1 novembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	15 - 28 janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	25 novembre - 6 décembre 2019	2,0	2,0	0,0	4,0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mise en oeuvre pratique du Code régional des douanes révisé	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mise en oeuvre pratique du Code régional des douanes révisé (Textes d'application)	Activité annulée	0,5	0,0	0,0	0,5
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Participation au Comité de suivi de mise en oeuvre du Code des douanes régional révisé	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	06 - 10 mai 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
CEMAC	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Suivi évaluation de la transposition et de la mise en oeuvre des directives des finances publiques dans les pays membres de la CEMAC (Gabon)	9 - 13 décembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
CEMAC	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Suivi évaluation de la transposition et de la mise en oeuvre des directives des finances publiques dans les pays membres de la CEMAC (Guinée équatoriale)	16 - 20 décembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
CEMAC	<b>Gestion des finances publiques-Budget</b>	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	5 - 15 aout 2019	1,5	0,0	1,5	3,0
CEMAC	<b>Gestion des finances publiques-Budget</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Suivi évaluation de la transposition et de la mise en oeuvre des directives des finances publiques dans les pays membres de la CEMAC (Cameroun)	25 - 29 novembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
CEMAC	<b>Gestion des finances publiques-Comptabilité</b>	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Participation au colloque de l'association internationale des services du Trésor à Lomé	2 - 3 décembre 2019	0,5	0,5	0,0	1,0
CEMAC	<b>Gestion des finances publiques-Comptabilité</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation au séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion de la trésorerie et le compte unique du Trésor à Dakar	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	<b>Gestion des finances publiques-Comptabilité</b>	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	5 - 15 aout 2019	1,5	0,0	0,0	1,5
CEMAC	<b>Gestion des finances publiques-Comptabilité</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Suivi évaluation de la transposition et de la mise en oeuvre des directives des finances publiques dans les pays membres de la CEMAC (Congo)	20 - 24 janvier 2020	1,0	1,0	0,0	2,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
CEMAC	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Séminaire CEMAC / CEEAC	Annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	Préparation de la stratégie de réforme de la COBAC relative à la révision globale de la réglementation prudentielle en vue de la transposition du dispositif de Bâle II/III.	16 - 20 septembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit, dans le domaine du risque de crédit, par la COBAC.	2 - 13 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus opérationnel de traitement des situations d'infraction des établissements de crédit par la COBAC.	02 - 06 mars 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Suivi de la mise en œuvre du plan d'actions de la COBAC concernant la mise en place de la supervision basée sur les risques	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	1 - 12 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales et renforcement des principales fonctions fiscales	Actualisation de la stratégie de réforme de l'administration fiscale	Annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	20 juin - 03 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Modernisation de la comptabilisation des recettes et renforcement du recouvrement fiscal	Février 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	8 - 19 juillet 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	Gestion de dette publique	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance Technique sur la SDMT	Activite annulee	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	Gestion de dette publique	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Activite annulee (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	Gestion de dette publique	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Détachement de 4 cadres de la Caisse Congolaise d'Amortissement auprès de la Caisse Autonome du d'Amortissement (Cameroun).	Activite annulee	0,5	0,0	0,0	0,5
Congo	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur les autorisations d'engagements et les crédits de paiement (AE/CP)	21 Octobre 2019 - 01 Novembre 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Congo	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux d'amélioration du système de comptable de l'Etat	19 - 30 aout 2019	2,0	0,0	2,0	4,0

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
<b>Congo</b>	<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour le secteur des Administrations Centrales Budgétaires - SFPs annuelles pour les exercices 2017-18.	16 - 27 septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
<b>Congo</b>	<b>Statistiques macroéconomiques</b>	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	16 - 27 septembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
<b>Congo</b>	<b>Statistiques macroéconomiques</b>	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Participation à une mission du département des statistiques du FMI sur la publication des données statistiques via l'annuaire de dissémination des données	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Congo</b>	<b>Statistiques macroéconomiques</b>	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	11 - 23 novembre 2019	0,5	2,0	2,0	4,5
<b>Gabon</b>	<b>Administration douanière</b>	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2018	9 - 20 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
<b>Gabon</b>	<b>Administration fiscale</b>	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la collaboration douanes-impôts pour lutter contre la fraude à la TVA	Novembre 2019	0,5	2,0	2,0	4,5
<b>Gabon</b>	<b>Administration fiscale</b>	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2019	8 - 12 juillet 2019	0,5	1,0	0,0	1,5
<b>Gabon</b>	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire	Décembre 2019	1,0	0,0	0,0	1,0

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	16 - 20 septembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gabon	Gestion de dette publique	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette,	Atelier sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Gestion de dette publique	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics,	Formation sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Gestion de dette publique	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette.	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	24 - 28 juin 2019	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Amélioration de la gestion des investissements publics	19 juin au 02 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Gabon	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue des affectations de recettes aux administrations publiques	27 mai - 07 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 1)	28 Octobre - 01 novembre 2019	1,0	0,0	1,0	2,0

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gabon	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 2)	Décembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gabon	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 2)	Décembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gabon	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	2 - 12 septembre 2019	2,0	0,0	2,0	4,0
Gabon	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 1)	28 Octobre - 01 novembre 2019	1,0	0,0	1,0	2,0
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - SFPs annuelles pour l'exercice 2018	17 - 28 juin 2019	2,0	0,0	2,0	4,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	3 - 11 octobre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	10 - 20 juin 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
Guinée équatoriale	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Guinée équatoriale	Gestion de dette publique	N/A	Diagnostic de la gestion de la dette	18 - 22 novembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Guinée équatoriale	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	A déterminer	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Conception de macro processus pour l'exécution du budget en mode déconcentré	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - collecte de données source pour l'exercice 2018.	Activité annulée (COVID 19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - SFPs annuelles pour l'exercice 2018	8 - 12 juillet 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels	22 juillet - 2 août 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	Fevrier 2020	0,5	0,0	2,0	2,5

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à une mission du département des finances publiques du FMI sur la définition d'une stratégie de digitalisation des procédures à la Direction générale des Impôts et des Domaines	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	9 - 20 septembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui au renforcement de la crédibilité du budget de l'Etat	20 novembre - 3 décembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Elaboration d'un CBMT (mission de suivi)	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs techniques de cadrages macroéconomiques et budgétaires	27 mai - 07 juin 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	Gestion de dette publique	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette et l'utilisation de l'outil SDMT	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Connexion du module plan d'engagement au module exécution du budget (GESCO)	Avril 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	14 -25 octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) -serie annuelle 2013-2018.	5 - 16 aout 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	Avril 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	5 - 16 aout 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	15 - 26 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	14 - 25 Octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	20 - 30 mai 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Février 2020	1,0	0,0	1,0	2,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Démocratique du Congo	Gestion de dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau prudent	Mise en œuvre du plan d'émission des titres d'Etat	6 - 17 Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Gestion de dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau prudent	Formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme	28 octobre - 8 novembre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur le projet de guide d'élaboration des PAP et des rapports annuels de performance (RAP)	10 au 22 février 2020	1,0	1,0	4,0	6,0
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité de 10 projets annuels de performance (PAP) réalisés par les services nationaux	8 - 12 juillet 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Fiabilisation des comptes	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Révision de la méthodologie de notation des banques selon l'approche basée sur les risques.	27 janvier - 7 février 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Révision du projet d'instruction de la BCC relatif à la communication financière des établissements de crédit	20-30 avril 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire. Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	(i) Développement d'une méthodologie pratique de contrôle sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance par la BCC. (ii) Formation sur ICAAP (évaluation interne des besoins de fonds propres par les banques).	27 mai - 07 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - SFPs annuelles pour les exercices 2017-18	Avril 2020 (à distance)	1,0	1,0	0,0	2,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	22 juillet - 2 août 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	9 - 20 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à l'implémentation de la TVA	Février 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Renforcement de la conduite des projets de réforme de l'administration fiscale	29 juillet - 09 août 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Janvier 2020	1,0	1,0	2,0	4,0
Sao Tomé-et-Principe	Gestion de dette publique	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics,	Formation sur la gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique (Atelier pays pris en charge par AFC)	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Atelier sur le plan d'engagement et le plan de trésorerie	Février 2020	1,0	1,0	2,0	4,0

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Sao Tomé-et-Principe	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Refonte de la réglementation prudentielle de la BCSTP relative à la gestion des risques. Préparation d'un document destiné à la profession bancaire comportant les recommandations de la BCSTP pour l'application des nouvelles normes prudentielles de gestion des risques.	11-22 novembre 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Finalisation de la révision de la méthodologie de notation des banques par la BCSTP.	6 - 17 mai 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - collecte de données source pour les exercices 2013-2018.	Activité annulée (COVID 19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - série annuelle pour les exercices 2013-2018	9 - 13 septembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	21 octobre - 1 novembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Administration douanière	N/A	N/A	N/A	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Activité annulée	0,5	0,0	0,0	0,5

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Séminaire régional sur la modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	13 - 17 Janvier 2020	0,5	1,0	2,0	3,5
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	10 - 21 Février 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires	5 - 9 aout 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	9ème édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion de dette publique	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Séminaire régional sur l'élaboration de la SDMT	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	9ème édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	9ème édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Séminaire régional sur le compte unique du trésor		0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.	Séminaire régional sur la cybersécurité et le risque informatique	23 - 26 septembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur la consolidation des SFPs du secteur des administrations publiques.	Activité annulée (COVID 19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008	15 - 19 juillet 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi des régimes suspensifs et contrôle des exonérations	8 - 19 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	14 - 25 Octobre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5

ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Tchad	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de réforme des finances publiques	15 au 28 Mai 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Tchad	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	26-30 aout 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Tchad	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnels et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Décembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Tchad	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnels et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Janvier 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Tchad	<b>Gestion de dette publique</b>	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Activite annulee	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	<b>Gestion de dette publique</b>	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau prudent	Formation sur l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	9 - 20 Décembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Tchad	<b>Gestion des finances publiques-Budget</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Préparation du budget de l'Etat 2020 sur la base de la nouvelle nomenclature du budget de l'Etat (NBE)	16 - 27 septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Tchad	<b>Gestion des finances publiques-Comptabilité</b>	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Février 2020	2,0	2,0	2,0	6,0



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR PAYS/INSTITUTIONS**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Tchad	<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - série annuelle pour les exercices 2013-2018	Avril 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Tchad	<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - série annuelle pour les exercices 2013-2018	7 - 18 octobre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Tchad	<b>Statistiques macroéconomiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	4 - 15 Novembre 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
					<b>108,0</b>	<b>120,5</b>	<b>125,5</b>	<b>354,0</b>



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
AFRISTAT	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	20 au 24 avril 2021	1,5	1,0	0,0	2,5
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Mise en place d'un cadre de coordination des émissions de titres d'Etat	Janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
BEAC	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Finalisation des nouvelles procédures et modes opératoires du Règlement des valeurs du Trésor	Juin 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	12 - 17 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	8 - 15 Février 2021	0,5	0,0	1,0	1,5
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	12 - 15 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi des mesures de mobilisation des recettes	8 - 19 Février 2021	0,5	2,0	0,0	2,5
Burundi	Gestion de dette publique	Définir un plan de réformes pour la gestion de la dette publique	Etat des lieux des activités de gestion de la dette publique	Novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques - Rédaction d'une note méthodologique.	30 novembre - 11 décembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	RBM I.4 - Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Révision des normes relatives au classement des créances et à la couverture des pertes sur crédit attendues.	01 - 12 mars 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités pour le contrôle sur place de l'information comptable, financière et prudentielle des banques - Rédaction d'une note méthodologique.	19 - 30 avril 2021	1,0	2,0	2,0	5,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	5 - 9 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en oeuvre du programme pluriannuel d'assistance technique (PPAT) sur le renforcement du controle de la valeur des marchandises déclarées en douane	9 - 18 Novembre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19 / Preparation d'un plan stratégique de digitalisation.	18 - 29 Mai 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Implémentation de solutions de travail à distance pour la Direction générale des impôts.	7 - 18 Septembre 2020	0,5	2,0	2,0	4,5
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Atelier national sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Janvier 2021	1,0	1,0	2,0	4,0
Cameroun	Gestion de dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Amélioration des pratiques d'élaboration de titres publics	Septembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Gestion de dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Renforcement des pratiques de préparation et de mise en œuvre de la SDMT	Fevrier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Cameroun	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Budgétisation sensible au genre	Avril 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
Cameroun	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets ( Mise en place du cadre du réseau des comptables matières ) - A distance	22 - 28 juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Cameroun	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets ( Mise en place du cadre du réseau des comptables matières ) - Sur place	9 - 13 novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Cameroun	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Janvier 2021	1,5	2,0	2,0	5,5



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
<b>Cameroun</b>	<b>Gestion des finances publiques-Comptabilité</b>	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	Mai 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
<b>Cameroun</b>	<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Aout 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
<b>Cameroun</b>	<b>Statistiques macroéconomiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la retropolation et la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2016 conforme au SCN 2008	04 au 15 mai 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
<b>Cameroun</b>	<b>Statistiques macroéconomiques</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur l'élaboration des comptes financiers	23 novembre au 04 décembre 2020	1,5	2,0	1,0	4,5
<b>CEMAC</b>	<b>Administration douanière</b>	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	CEMAC : Participation d'un expert au comité de préparation des textes d' application du Code régional des douanes révisé	14 - 19 Décembre 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
<b>CEMAC</b>	<b>Administration douanière</b>	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	CEMAC : Participation d'un expert au comité de préparation des textes d' application du Code régional des douanes révisé	19 - 23 Avril 2021	1,0	0,0	1,0	2,0
<b>CEMAC</b>	<b>Administration douanière</b>	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Rédaction : Appui à la mise en œuvre de la législation communautaire par la Commission et les pays membres - A distance	11 - 16 Octobre 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
<b>CEMAC</b>	<b>Administration douanière</b>	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Rédaction : Appui à la mise en œuvre de la législation communautaire par la Commission et les pays membres - A distance	14 - 19 Décembre 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
<b>CEMAC</b>	<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2 - Participation aux séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Avril 2021	1,0	1,0	2,0	4,0
<b>CEMAC</b>	<b>Gestion des finances publiques-Budget</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier de validation du projet de directive et du projet de guide de la comptabilité matières	Septembre 2020	1,5	1,0	2,0	4,5
<b>CEMAC</b>	<b>Gestion des finances publiques-Budget</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2 - Participation aux séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Permanent	1,5	1,0	0,0	2,5



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
CEMAC	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2 - Participation aux séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Permanent	1,0	2,0	1,0	4,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit – Première partie - WAH.	18 - 22 mai 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit - Deuxième partie - WAH.	22 - 26 juin 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus de sanction des EC et des EMF.	05 - 09 octobre 2020	0,0	1,0	1,0	2,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Méthodologie de contrôle sur place des établissements de paiement.	21 - 25 septembre 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Méthodologie de contrôle sur place du risque de marché dans les établissements de crédit.	08 - 19 février 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	17 - 21 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations	2 - 9 Novembre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	1 - 10 Juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Conception d'un plan stratégique de renforcement de capacités pour améliorer la mobilisation des recettes.	16 - 27 Novembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Simplification des procédures fiscales.	11 - 22 Janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	25 mai au 06 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Gestion de dette publique	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en mettant en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Renforcer la transparence de la dette	Novembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Apprentissage entre pairs : Poursuite des travaux sur les Autorisations d'engagement et Crédits de paiement (AE/CP)	Aout 2020	1,5	0,0	0,0	1,5
Congo	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	Septembre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique sur l'analyse des cas-limites (transactions et sectorisation).	Septembre 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	04 au 15 mai 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	7 - 11 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en place du PPAT sur renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	14 - 22 Octobre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	1 - 6 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales et taxation mobile.	24 - 28 Aout 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi des mesures de mobilisation des recettes	11 - 23 Octobre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales et taxation mobile	26 - 30 Octobre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite des travaux sur l'identification des risques budgétaires	Juillet 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	Gestion de dette publique	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette en matière de viabilité de la dette	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	Juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place des plans de passation de marchés (PPM) et plans d'engagement (PE) dans le système d'information	Aout 2020	1,5	2,0	4,0	7,5
Gabon	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Janvier 2021	2,0	0,0	2,0	4,0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	14 au 27 mai 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Guinée équatoriale	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	21 - 26 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Guinée équatoriale	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Modernisation des procédures de dédouanement	5 - 12 Octobre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Guinée équatoriale	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	13 - 17 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Guinée équatoriale	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en place d'un identifiant fiscal unique et définition de son cadre d'utilisation à la douane, au Trésor, etc.	2 - 13 Mars 2021	0,5	2,0	0,0	2,5
Guinée équatoriale	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Renforcement de la préparation et la programmation budgétaire annuelle	2 au 13 novembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Guinée équatoriale	Gestion de dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation sur les concepts de base en gestion de la dette et liens entre gestion de la dette et le budget	Mai 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Juillet 2020	2,0	0,0	1,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la production et dissémination des comptes nationaux trimestriels	04 au 15 mai 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
République Centrafricaine	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	12 - 17 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
République Centrafricaine	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Implementation d'une nouvelle procédure d'évaluation des marchandises en douane.	14 - 21 Septembre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	22 - 26 juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Audit du système informatique SYSTEMIF et évaluation de sa capacité à supporter la digitalisation des procédures	14 - 25 Octobre 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme	18 - 29 mai 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	Gestion de dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Préparation du plan annuel de financement et renforcement des pratiques de prévision du service de la dette	Septembre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	13 au 18 juillet 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - Sur place	23 - 27 Novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Octobre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
République Centrafricaine	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Février 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui sur l'assurance qualité (exhaustivité) de l'enregistrement des transactions de l'Administration Centrale Budgétaire.	Juin 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	23 novembre au 04 décembre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	27 mai au 05 juin 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	14 - 19 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations.	7 - 15 Décembre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	6 - 10 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Conception d'un plan strategique de renforcement de capacites pour ameliorer la mobilisation des recettes	11 - 22 Novembre 2020	0,5	2,0	0,0	2,5



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadres macroéconomiques	Octobre 2020	1,0	1,0	2,0	4,0
République Démocratique du Congo	Gestion de dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation sur la préparation et la mise en œuvre de la SDMT - Mission de suivi	Octobre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Augmentation de la capacité de financement sur le marché intérieur	Juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Apprentissage entre pairs : Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	Novembre 2020	1,5	0,0	0,0	1,5
République Démocratique du Congo	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Décembre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau de la réglementation prudentielle applicable aux établissements spécialisés dans les services de paiement et de monnaie électronique - WAH.	24 août - 04 septembre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.1 - Cadre réglementaire et prudentiel - Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Formation opérationnelle à la supervision du risque informatique dans les établissements assujettis.	11 - 22 janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Mise en œuvre de la campagne de notation des établissements assujettis au moyen du modèle de notation révisé.	29 mars - 09 avril 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires et à la sécurité sociale.	Juin 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au rattrapage des retards dans la production et la dissémination des comptes nationaux	27 juillet au 7 août 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	3 - 7 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	26 - 31 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Renforcement des audits fiscaux	9 - 13 Décembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	8 - 19 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la discipline et de l'allocation budgétaire à moyen terme	19 au 30 avril 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Gestion de dette publique	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en aidant en la mise en place d'un cadre légal et institutionnel approprié	Renforcement des pratiques de prévision du service de la dette	Octobre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Gestion de dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Préparation du plan annuel de financement	Fevrier 2021	1,0	0,0	2,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - A distance	1er au 8 juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - Sur place	5 - 9 octobre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques.	WAH Mai - Juin 2020	1,0	0,0	4,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques (Suite).	09 - 20 novembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Novembre 2020	2,0	1,0	1,0	4,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Février 2021	2,0	1,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	08 au 19 juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	24 février au 09 mars 2021	1,5	0,0	2,0	3,5
Séminaires régionaux et cours	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations.	5 - 9 Avril 2021	1,0	1,0	2,0	4,0
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Mars 2021	1,0	0,0	0,0	1,0
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Amélioration du management des administrations fiscales	6 - 10 Janvier 2021	1,0	1,0	2,0	4,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les affectations de recettes dans le budget de l'Etat : Les budgets annexes et les comptes spéciaux et les dépenses fiscales	3 au 8 février 2021	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : « Prévisions et programmations des dépenses publiques »	7 - 11 décembre 2020	2,0	1,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion de dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Le développement du marché intérieur des titres publics	Mars 2021	2,0	1,0	2,0	5,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les Affectations de recettes dans le Budget de l'Etat : Les Budgets annexes et les comptes spéciaux et les dépenses fiscales	3 au 8 février 2021	1,5	1,0	1,0	3,5
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les IPSAS	Novembre 2020	1,0	1,0	0,0	2,0

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les IPSAS	Novembre 2020	1,5	1,0	1,0	3,5
Séminaires régionaux et cours	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les Affectations de recettes dans le Budget de l'Etat : Les Budgets annexes et les comptes spéciaux et les dépenses fiscales	3 au 8 février 2021	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités concernant la régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques.	26 - 30 octobre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur l'enregistrement des transactions de la Sécurité Sociale ainsi que selon la classification par fonction des administrations publiques (CFAP-COFOG).	Avril 2021	2,0	1,0	1,0	4,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire de formation conjoint AFC/D4D sur les indicateurs de haute fréquence	02 au 06 novembre 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	19 - 24 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Contrôle et suivi à destination des marchandises exonérées.	5 - 14 Octobre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de l'exécution des opérations courantes de la direction des moyennes entreprises	2 - 13 Mars 2021	0,5	2,0	0,0	2,5
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	15 - 19 juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la discipline et de l'allocation budgétaire à moyen terme	6 au 17 janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Tchad	Gestion de dette publique	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en mettant en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Mise en place des procédures pour la mise à jour ponctuelle de la base de données	Juillet 2020	1,0	0,0	2,0	3,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Tchad	Gestion de dette publique	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en mettant en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Mise en place des procédures et de processus de suivi de la dette	Décembre 2020	1,0	1,0	2,0	4,0
Tchad	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	15 - 22 Juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Tchad	Gestion des finances publiques-Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - Sur place	23 - 27 Novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Tchad	Gestion des finances publiques-Comptabilité	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Novembre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de finances pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Juillet 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires et à la sécurité sociale.	Mars 2021	2,0	1,0	0,0	3,0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	08 au 12 juin 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration de la série des comptes nationaux rebasés (base 2017) selon le SCN 2008	05 au 09 octobre 2020	1,5	1,0	1,0	3,5
					<b>146,5</b>	<b>151,0</b>	<b>171,0</b>	<b>468,5</b>

**ANNEXE 8**  
**RESSOURCES PAR DOMAINE**  
**Programmation et utilisation de l'année fiscale 2020 - Programmation de l'année fiscale 2021**  
**(En personnes semaines)**

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2020									Année fiscale 2021			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Siège	Siège	ECT	Total
Siège	Site	Siège			Site								
<b>I - MISSIONS</b>													
<b>Administration douanière</b>	<b>5,0</b>	<b>0,0</b>	<b>20,0</b>	<b>25,0</b>	<b>5,5</b>	<b>0,0</b>	<b>18,0</b>	<b>23,5</b>	<b>94,0</b>	<b>12,5</b>	<b>0,0</b>	<b>21,0</b>	<b>33,5</b>
Burundi	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	0,0	0,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Cameroun	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Congo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Gabon	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
République Centrafricaine	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
République Démocratique du Congo	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		0,5	0,0	1,0	1,5
Tchad	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		1,0	0,0	2,0	3,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	1,0	0,0	4,0	5,0	1,5	0,0	4,0	5,5		4,0	0,0	4,0	8,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Administration fiscale</b>	<b>5,5</b>	<b>16,0</b>	<b>14,0</b>	<b>35,5</b>	<b>5,5</b>	<b>15,0</b>	<b>8,0</b>	<b>28,5</b>	<b>80,3</b>	<b>12,5</b>	<b>28,0</b>	<b>11,0</b>	<b>51,5</b>
Burundi	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	3,0	0,0	4,0
Cameroun	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	3,0	2,0	6,0
Congo	1,0	2,0	8,0	11,0	1,0	2,0	2,0	5,0		2,5	5,0	4,0	11,5
Gabon	1,0	4,0	2,0	7,0	1,0	3,0	2,0	6,0		2,5	5,0	2,0	9,5
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	3,0	0,0	4,0
République Centrafricaine	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	1,0	2,0	4,0
République Démocratique du Congo	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0		1,0	3,0	0,0	4,0
Sao Tomé-et-Principe	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	2,0	2,0	5,0		1,5	2,0	1,0	4,5
Tchad	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		1,0	3,0	0,0	4,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gestion des finances publiques</b>	<b>44,0</b>	<b>53,0</b>	<b>64,0</b>	<b>161,0</b>	<b>42,0</b>	<b>39,5</b>	<b>45,5</b>	<b>127,0</b>	<b>78,9</b>	<b>39,5</b>	<b>47,0</b>	<b>55,0</b>	<b>141,5</b>
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	3,0	4,0	4,0	11,0	5,0	6,0	6,0	17,0		7,0	9,0	10,0	26,0
Congo	4,0	5,0	6,0	15,0	4,0	3,0	6,0	13,0		4,0	4,0	4,0	12,0
Gabon	9,0	9,0	10,0	28,0	9,5	7,0	9,0	25,5		5,5	4,0	10,0	19,5
Guinée équatoriale	4,0	8,0	10,0	22,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	2,0	2,0	5,0
République Centrafricaine	5,0	6,0	10,0	21,0	3,5	5,0	5,0	13,5		5,5	8,0	8,0	21,5
République Démocratique du Congo	5,0	7,0	7,0	19,0	3,0	2,0	7,0	12,0		4,0	3,0	4,0	11,0
Sao Tomé-et-Principe	4,0	5,0	6,0	15,0	2,0	2,0	4,0	8,0		3,5	6,0	6,0	15,5
Tchad	6,0	6,0	7,0	19,0	6,5	9,0	7,0	22,5		4,0	6,0	6,0	16,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	4,0	3,0	4,0	11,0	8,5	5,5	1,5	15,5		5,0	5,0	5,0	15,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>16,0</b>	<b>13,0</b>	<b>15,0</b>	<b>44,0</b>	<b>14,0</b>	<b>13,0</b>	<b>11,0</b>	<b>38,0</b>	<b>86,4</b>	<b>20,0</b>	<b>13,0</b>	<b>14,0</b>	<b>47,0</b>
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Gabon	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	0,0	2,0	4,0		2,0	0,0	2,0	4,0
Guinée équatoriale	2,0	0,0	1,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		2,0	0,0	1,0	3,0
République Centrafricaine	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,0	2,0	2,0	6,0
République Démocratique du Congo	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0		2,0	2,0	2,0	6,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	1,0	2,0	5,0	1,0	1,0	1,0	3,0		4,0	2,0	1,0	7,0
Tchad	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	3,0	2,0	8,0		4,0	3,0	2,0	9,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>11,5</b>	<b>14,0</b>	<b>12,0</b>	<b>37,5</b>	<b>12,0</b>	<b>15,0</b>	<b>14,0</b>	<b>41,0</b>	<b>109,3</b>	<b>18,0</b>	<b>13,0</b>	<b>15,0</b>	<b>46,0</b>
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	3,0	4,0	0,0	7,0	3,0	4,0	2,0	9,0		3,0	4,0	1,0	8,0
Congo	0,5	0,0	2,0	2,5	1,0	4,0	2,0	7,0		1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	1,0	0,0	2,0	3,0	2,0	1,0	2,0	5,0		1,5	0,0	2,0	3,5
Guinée équatoriale	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		1,5	0,0	2,0	3,5
République Centrafricaine	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		2,5	2,0	2,0	6,5
République Démocratique du Congo	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0		1,5	2,0	2,0	5,5
Sao Tomé-et-Principe	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0		2,5	2,0	2,0	6,5
Tchad	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	0,0	2,0	3,0		2,5	2,0	2,0	6,5
AFRISTAT	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,5	1,0	0,0	2,5
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0

**ANNEXE 8**  
**RESSOURCES PAR DOMAINE**  
**Programmation et utilisation de l'année fiscale 2020 - Programmation de l'année fiscale 2021**  
**(En personnes semaines)**

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2020									Année fiscale 2021			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Siège		
<b>I - MISSIONS</b>													
<b>Gestion de la dette publique</b>	<b>12,5</b>	<b>21,0</b>	<b>14,0</b>	<b>47,5</b>	<b>8,0</b>	<b>11,0</b>	<b>5,0</b>	<b>24,0</b>	<b>50,5</b>	<b>14,5</b>	<b>18,0</b>	<b>22,0</b>	<b>54,5</b>
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	1,0	1,0	3,0
Cameroun	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	4,0	4,0	10,0
Congo	2,5	4,0	4,0	10,5	0,5	0,0	0,0	0,5		1,0	2,0	2,0	5,0
Gabon	2,5	4,0	2,0	8,5	0,5	1,0	0,0	1,5		0,5	1,0	0,0	1,5
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0		1,0	2,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	0,0	2,0	3,0
République Démocratique du Congo	2,0	4,0	2,0	8,0	2,0	4,0	2,0	8,0		2,0	4,0	2,0	8,0
Sao Tomé-et-Principe	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	0,0	4,0	6,0
Tchad	2,0	4,0	2,0	8,0	1,0	2,0	2,0	5,0		2,0	1,0	4,0	7,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	1,0	2,0	2,0	5,0	3,0	3,0	1,0	7,0		2,0	3,0	3,0	8,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Régulation et supervision bancaires</b>	<b>10,0</b>	<b>18,0</b>	<b>22,0</b>	<b>50,0</b>	<b>11,0</b>	<b>18,0</b>	<b>17,0</b>	<b>46,0</b>	<b>92,0</b>	<b>12,0</b>	<b>20,0</b>	<b>21,0</b>	<b>53,0</b>
Burundi	2,0	4,0	4,0	10,0	3,0	6,0	2,0	11,0		3,0	6,0	6,0	15,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
République Démocratique du Congo	2,0	4,0	4,0	10,0	3,0	6,0	4,0	13,0		3,0	6,0	4,0	13,0
Sao Tomé-et-Principe	2,0	2,0	8,0	12,0	2,0	2,0	8,0	12,0		2,0	2,0	6,0	10,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	4,0	8,0	6,0	18,0	3,0	4,0	3,0	10,0		4,0	6,0	5,0	15,0
<b>Total général</b>	<b>104,5</b>	<b>135,0</b>	<b>161,0</b>	<b>400,5</b>	<b>98,0</b>	<b>111,5</b>	<b>118,5</b>	<b>328,0</b>	<b>81,9</b>	<b>129,0</b>	<b>139,0</b>	<b>159,0</b>	<b>427,0</b>
Domaine d'intervention	Année fiscale 2020									Année fiscale 2021			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Siège		
<b>II - SEMINAIRES ET COURS</b>													
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		1,0	1,0	2,0	4,0
Administration fiscale	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0		2,0	1,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques	7,0	6,0	5,0	18,0	6,0	6,0	3,0	15,0		8,0	6,0	4,0	18,0
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0		1,5	1,0	0,0	2,5
Gestion de la dette publique	1,5	1,0	1,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0		2,0	1,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0		1,0	1,0	1,0	3,0
<b>Total général</b>	<b>14,5</b>	<b>11,0</b>	<b>11,0</b>	<b>36,5</b>	<b>10,0</b>	<b>9,0</b>	<b>7,0</b>	<b>26,0</b>	<b>71,2</b>	<b>17,5</b>	<b>12,0</b>	<b>12,0</b>	<b>41,5</b>
<b>TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)</b>	<b>119,0</b>	<b>146,0</b>	<b>172,0</b>	<b>437,0</b>	<b>108,0</b>	<b>120,5</b>	<b>125,5</b>	<b>354,0</b>	<b>81,0</b>	<b>146,5</b>	<b>151,0</b>	<b>171</b>	<b>468,5</b>

**Note :** Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international.



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	Activité annulée	0,5	0,0	0,0	0,5
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	30 septembre - 11 octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mise en oeuvre pratique du Code régional des douanes révisé	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Mise en oeuvre pratique du Code régional des douanes révisé (Textes d'application)	Activité annulée	0,5	0,0	0,0	0,5
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Participation au Comité de suivi de mise en oeuvre du Code des douanes régional révisé	Mai 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	1 - 12 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2018	9 - 20 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	Fevrier 2020	0,5	0,0	2,0	2,5



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	15 - 26 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur en douane	9 - 20 septembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	N/A	N/A	N/A	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi des régimes suspensifs et contrôle des exonérations	8 - 19 juillet 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	Mission annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	Février 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Congo	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales et renforcement des principales fonctions fiscales	Actualisation de la stratégie de réforme de l'administration fiscale	Annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	20 juin - 03 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Modernisation de la comptabilisation des recettes et renforcement du recouvrement fiscal	Février 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la collaboration douanes-impôts pour lutter contre la fraude à la TVA	Novembre 2019	0,5	2,0	2,0	4,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi de la mise en oeuvre des principales recommandations de la mission FAD de Novembre 2019	8 - 12 juillet 2019	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à une mission du département des finances publiques du FMI sur la définition d'une stratégie de digitalisation des procédures à la Direction générale des Impôts et des Domaines	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	9 - 20 septembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	14 - 25 Octobre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	20 - 30 mai 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à l'implémentation de la TVA	Février 2020	0,5	2,0	0,0	2,5

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Renforcement de la conduite des projets de réforme de l'administration fiscale	29 juillet - 09 août 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Activité annulée	0,5	0,0	0,0	0,5
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Séminaire régional sur la modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	13 - 17 Janvier 2020	0,5	1,0	2,0	3,5
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la recherche et de la programmation des contrôles fiscaux	14 - 25 Octobre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	06 - 10 mai 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire semestriel conjoint AFRISTAT/CEMAC/AFC sur la conjoncture et la prévision	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Suivi évaluation de la transposition et de la mise en oeuvre des directives des finances publiques dans les pays membres de la CEMAC (Gabon)	9 - 13 décembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Suivi évaluation de la transposition et de la mise en oeuvre des directives des finances publiques dans les pays membres de la CEMAC (Guinée équatoriale)	16 - 20 décembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Congo</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	8 - 19 juillet 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Congo</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Gabon</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs institutionnels, organisationnels et techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire	Décembre 2019	1,0	0,0	0,0	1,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Gabon</b>	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires et Analyse de sensibilité macro-budgétaire	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Gabon</b>	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	16 - 20 septembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Guinée équatoriale</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>République Centrafricaine</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui au renforcement de la crédibilité du budget de l'Etat	20 novembre - 3 décembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>République Centrafricaine</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Elaboration d'un CBMT (mission de suivi)	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>République Centrafricaine</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs techniques de cadrages macroéconomiques et budgétaires	27 mai - 07 juin 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>République Démocratique du Congo</b>	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Février 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnelles et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Janvier 2020	1,0	1,0	2,0	4,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur l'analyse et la prévision budgétaire (APB)	10 - 21 Février 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur les prévisions de recettes budgétaires	5 - 9 aout 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	9ème édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Tchad</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Actualisation de la stratégie de réforme des finances publiques	15 au 28 Mai 2019	0,5	2,0	0,0	2,5

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Tchad</b>	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Atelier pays sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	26-30 aout 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Tchad</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnels et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Décembre 2019	0,5	0,0	2,0	2,5
<b>Analyse et prévisions macrobudgétaires</b>	<b>Tchad</b>	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les dispositifs institutionnels et techniques de programmation budgétaire pluriannuelle	Janvier 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>BEAC</b>	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Assistance technique sur la réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	2 - 6 décembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>BEAC</b>	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Assistance technique sur la réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	20 - 30 Avril 2020	1,0	2,0	1,0	4,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>BEAC</b>	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	La réforme du cadre institutionnel et de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.	13 - 17 mai 2019	1,0	0,0	0,0	1,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>Cameroun</b>	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette	Atelier de formation sur l'utilisation du cadre révisé d'analyse de viabilité de la dette AVD-PFR	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>Congo</b>	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance Technique sur la SDMT	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion de dette publique	Congo	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Activite annulee (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Congo	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Détachement de 4 cadres de la Caisse Congolaise d'Amortissement auprès de la Caisse Autonome du d'Amortissement (Cameroun).	Activite annulee	0,5	0,0	0,0	0,5
Gestion de dette publique	Gabon	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette,	Atelier sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	Activite annulee	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Gabon	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics,	Formation sur la gestion du portefeuille de la dette publique	Activite annulee	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	Gabon	Soutenir la viabilité de la dette en fournissant au personnel concerné les compétences requises pour réaliser leur propre analyse de viabilité de la dette.	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	24 - 28 juin 2019	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	Guinée équatoriale	N/A	Diagnostic de la gestion de la dette	18 - 22 novembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette et l'utilisation de l'outil SDMT	Activite annulee (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau prudent	Mise en œuvre du plan d'émission des titres d'Etat	6 - 17 Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>République Démocratique du Congo</b>	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau prudent	Formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme	28 octobre - 8 novembre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Assurer une meilleure gestion des risques liés au portefeuille de la dette pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics,	Formation sur la gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique (Atelier pays pris en charge par AFC)	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Développer une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour réduire le coût de la dette publique sujet aux risques et encourager le développement du marché intérieur des titres publics	Séminaire régional sur l'élaboration de la SDMT	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>Tchad</b>	Appuyer les autorités dans la mise en place d'un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette publique.	Assistance technique sur la révision du cadre organisationnel des services de gestion de la dette publique	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Gestion de dette publique</b>	<b>Tchad</b>	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau prudent	Formation sur l'élaboration de la stratégie de dette à moyen terme	9 - 20 Décembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
<b>Gestion des finances publiques-Budget</b>	<b>Cameroun</b>	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	6 - 17 mai 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
<b>Gestion des finances publiques-Budget</b>	<b>CEMAC</b>	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	5 - 15 août 2019	1,5	0,0	1,5	3,0
<b>Gestion des finances publiques-Budget</b>	<b>CEMAC</b>	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Suivi évaluation de la transposition et de la mise en œuvre des directives des finances publiques dans les pays membres de la CEMAC (Cameroun)	25 - 29 novembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion des finances publiques-Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur les autorisations d'engagements et les crédits de paiement (AE/CP)	21 Octobre 2019 - 01 Novembre 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Budget	Gabon	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Amélioration de la gestion des investissements publics	19 juin au 02 juillet 2019	0,5	2,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques-Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue des affectations de recettes aux administrations publiques	27 mai - 07 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Budget	Gabon	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 1)	28 Octobre - 01 novembre 2019	1,0	0,0	1,0	2,0
Gestion des finances publiques-Budget	Gabon	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 2)	Décembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	A déterminer	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Budget	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Conception de macro processus pour l'exécution du budget en mode déconcentré	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Connexion du module plan d'engagement au module exécution du budget (GESCO)	Avril 2020	1,0	1,0	1,0	3,0

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion des finances publiques-Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur le projet de guide d'élaboration des PAP et des rapports annuels de performance (RAP)	10 au 22 février 2020	1,0	1,0	4,0	6,0
Gestion des finances publiques-Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Revue qualité de 10 projets annuels de performance (PAP) réalisés par les services nationaux	8 - 12 juillet 2019	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Atelier sur le plan d'engagement et le plan de trésorerie	Février 2020	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	9ème édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Préparation du budget de l'Etat 2020 sur la base de la nouvelle nomenclature du budget de l'Etat (NBE)	16 - 27 septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Cameroun	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Relecture des textes organiques de la comptabilité matière	6 - 17 mai 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Cameroun	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à l'élaboration des processus budgétaires et comptables impactant la comptabilité des matières.	Janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Cameroun	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à l'amélioration de la gestion de la trésorerie.	Janvier 2020	2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	CEMAC	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Participation au colloque de l'association internationale des services du Trésor à Lomé	2 - 3 décembre 2019	0,5	0,5	0,0	1,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation au séminaire conjoint avec AFW1 sur la gestion de la trésorerie et le compte unique du Trésor à Dakar	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	CEMAC	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Elaboration d'un référentiel et de son guide d'utilisation sur la comptabilité matière	5 - 15 aout 2019	1,5	0,0	0,0	1,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Suivi évaluation de la transposition et de la mise en oeuvre des directives des finances publiques dans les pays membres de la CEMAC (Congo)	20 - 24 janvier 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux d'amélioration du système de comptable de l'Etat	19 - 30 aout 2019	2,0	0,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 2)	Décembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	2 - 12 septembre 2019	2,0	0,0	2,0	4,0

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaires	Appui à la mise en place du cadre de pilotage du contrôle interne budgétaire (Phase 1)	28 Octobre - 01 novembre 2019	1,0	0,0	1,0	2,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Guinée équatoriale	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Centrafricaine	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	14 -25 octobre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Fiabilisation des comptes	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	9ème édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : Les affectations de recettes et la tutelle des entités publiques	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire interrégional conjoint avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics	10 - 14 Juin 2019	1,0	1,0	0,0	2,0

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Séminaire régional sur le compte unique du trésor		0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Tchad	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Février 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Mise en œuvre de la supervision basée sur les risques (feuille de route et revue des indicateurs de surveillance)	15 - 25 octobre 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Définition d'un cadre réglementaire et d'une méthodologie d'application de la norme comptable internationale IFRS 9 concernant la comptabilisation et le provisionnement des créances en souffrance.	17 - 28 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Révision des indicateurs de surveillance et la formation à la supervision des établissements de paiement.	6 - 17 Janvier 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	Préparation de la stratégie de réforme de la COBAC relative à la révision globale de la réglementation prudentielle en vue de la transposition du dispositif de Bâle II/III.	16 - 20 septembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision de la méthodologie de contrôle sur place des établissements de crédit, dans le domaine du risque de crédit, par la COBAC.	2 - 13 septembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus opérationnel de traitement des situations d'infraction des établissements de crédit par la COBAC.	02 - 06 mars 2020	1,0	1,0	0,0	2,0

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Suivi de la mise en œuvre du plan d'actions de la COBAC concernant la mise en place de la supervision basée sur les risques	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Révision de la méthodologie de notation des banques selon l'approche basée sur les risques.	27 janvier - 7 février 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire	Révision du projet d'instruction de la BCC relatif à la communication financière des établissements de crédit	20-30 avril 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire. Assurer que les banques disposent de fonds propres et liquidités solides pouvant couvrir de manière adéquate leurs risques et contribuant à la stabilité du système financier.	(i) Développement d'une méthodologie pratique de contrôle sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance par la BCC. (ii) Formation sur ICAAP (évaluation interne des besoins de fonds propres par les banques).	27 mai - 07 juin 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Refonte de la réglementation prudentielle de la BCSTP relative à la gestion des risques. Préparation d'un document destiné à la profession bancaire comportant les recommandations de la BCSTP pour l'application des nouvelles normes prudentielles de gestion des risques.	11-22 novembre 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Finalisation de la révision de la méthodologie de notation des banques par la BCSTP.	6 - 17 mai 2019	1,0	1,0	4,0	6,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	Mieux utiliser les ressources dédiées à la supervision afin de contrôler plus efficacement les risques inhérents au système bancaire.	Séminaire régional sur la cybersécurité et le risque informatique	23 - 26 septembre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - SFPs annuelles pour l'exercice 2018	21 octobre - 1 novembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Congo</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour le secteur des Administrations Centrales Budgétaires - SFPs annuelles pour les exercices 2017-18.	16 - 27 septembre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Gabon</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - SFPs annuelles pour l'exercice 2018	17 - 28 juin 2019	2,0	0,0	2,0	4,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Guinée équatoriale</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - collecte de données source pour l'exercice 2018.	Activité annulée (COVID 19)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Guinée équatoriale</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - SFPs annuelles pour l'exercice 2018	8 - 12 juillet 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>République Centrafricaine</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format TOFE CEMAC pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - série annuelle 2013-2018.	5 - 16 août 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>République Démocratique du Congo</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - SFPs annuelles pour les exercices 2017-18	Avril 2020 (à distance)	1,0	1,0	0,0	2,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - collecte de données source pour les exercices 2013-2018.	Activité annulée (COVID 19)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - série annuelle pour les exercices 2013-2018	9 - 13 septembre 2019	1,0	1,0	1,0	3,0

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur la consolidation des SFPs du secteur des administrations publiques.	Activité annulée (COVID 19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - série annuelle pour les exercices 2013-2018	Avril 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à la mise à jour des statistiques des finances publiques (SFP) au format MSFP 2014 pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) - série annuelle pour les exercices 2013-2018	7 - 18 octobre 2019	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	AFRISTAT	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Activité annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	15 - 28 janvier 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	25 novembre - 6 décembre 2019	2,0	2,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	CEMAC	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Séminaire CEMAC / CEEAC	Annulée	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	16 - 27 septembre 2019	0,5	2,0	0,0	2,5

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Participation à une mission du département des statistiques du FMI sur la publication des données statistiques via l'annuaire de dissémination des données	Activité annulée (COVID-19)	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	11 - 23 novembre 2019	0,5	2,0	2,0	4,5
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	3 - 11 octobre 2019	1,0	1,0	0,0	2,0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	10 - 20 juin 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels	22 juillet - 2 août 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2017-2018	Avril 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	5 - 16 août 2019	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	22 juillet - 2 août 2019	1,0	2,0	0,0	3,0



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2020 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Appui à l'élaboration des comptes nationaux pour 2016-2017	21 octobre - 1 novembre 2019	1,0	2,0	2,0	5,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Séminaires régionaux et cours</b>	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Séminaire régional sur le changement de l'année de base et le passage au SCN 2008	15 - 19 juillet 2019	2,0	1,0	2,0	5,0
<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>Tchad</b>	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	4 - 15 Novembre 2019	1,0	0,0	2,0	3,0
					<b>108,0</b>	<b>120,5</b>	<b>125,5</b>	<b>354,0</b>



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	12 - 17 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	8 - 15 Février 2021	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	5 - 9 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en oeuvre du programme pluriannuel d'assistance technique (PPAT) sur le renforcement du controle de la valeur des marchandises déclarées en douane	9 - 18 Novembre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	CEMAC : Participation d'un expert au comité de préparation des textes d' application du Code régional des douanes révisé	14 - 19 Décembre 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	CEMAC : Participation d'un expert au comité de préparation des textes d' application du Code régional des douanes révisé	19 - 23 Avril 2021	1,0	0,0	1,0	2,0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Rédaction : Appui à la mise en œuvre de la législation communautaire par la Commission et les pays membres - A distance	11 - 16 Octobre 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Rédaction : Appui à la mise en œuvre de la législation communautaire par la Commission et les pays membres - A distance	14 - 19 Décembre 2020	1,0	0,0	1,0	2,0
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	17 - 21 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations	2 - 9 Novembre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	7 - 11 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Mise en place du PPAAT sur renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	14 - 22 Octobre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	21 - 26 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Modernisation des procédures de dédouanement	5 - 12 Octobre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	12 - 17 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Implementation d'une nouvelle procédure d'évaluation des marchandises en douane.	14 - 21 Septembre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	14 - 19 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations.	7 - 15 Décembre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	3 - 7 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Maîtrise des procédures de gestion et de suivi des régimes économiques et des exonérations.	5 - 9 Avril 2021	1,0	1,0	2,0	4,0
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	19 - 24 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Contrôle et suivi à destination des marchandises exonérées.	5 - 14 Octobre 2020	0,5	0,0	1,0	1,5



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	12 - 15 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi des mesures de mobilisation des recettes	8 - 19 Février 2021	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19 / Préparation d'un plan stratégique de digitalisation.	18 - 29 Mai 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Implémentation de solutions de travail à distance pour la Direction générale des impôts.	7 - 18 Septembre 2020	0,5	2,0	2,0	4,5
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	1 - 10 Juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Conception d'un plan stratégique de renforcement de capacités pour améliorer la mobilisation des recettes.	16 - 27 Novembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Simplification des procédures fiscales.	11 - 22 Janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	1 - 6 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales et taxation mobile.	24 - 28 Aout 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi des mesures de mobilisation des recettes	11 - 23 Octobre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales et taxation mobile	26 - 30 Octobre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration fiscale	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	13 - 17 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en place d'un identifiant fiscal unique et définition de son cadre d'utilisation à la douane, au Trésor, etc.	2 - 13 Mars 2021	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	22 - 26 juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Audit du système informatique SYSTEMIF et évaluation de sa capacité à supporter la digitalisation des procédures	14 - 25 Octobre 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	6 - 10 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Conception d'un plan stratégique de renforcement de capacités pour améliorer la mobilisation des recettes	11 - 22 Novembre 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	26 - 31 Juillet 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Renforcement des audits fiscaux	9 - 13 Décembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Mars 2021	1,0	0,0	0,0	1,0
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Amélioration du management des administrations fiscales	6 - 10 Janvier 2021	1,0	1,0	2,0	4,0
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de l'exécution des opérations courantes de la direction des moyennes entreprises	2 - 13 Mars 2021	0,5	2,0	0,0	2,5



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	15 - 19 juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Atelier national sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Janvier 2021	1,0	1,0	2,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2 - Participation aux séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Avril 2021	1,0	1,0	2,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	25 mai au 06 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite des travaux sur l'identification des risques budgétaires	Juillet 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée équatoriale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Renforcement de la préparation et la programmation budgétaire annuelle	2 au 13 novembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme	18 - 29 mai 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités des modèles de cadrages macroéconomiques	Octobre 2020	1,0	1,0	2,0	4,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	8 - 19 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la discipline et de l'allocation budgétaire à moyen terme	19 au 30 avril 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les affectations de recettes dans le budget de l'Etat : Les budgets annexes et les comptes spéciaux et les dépenses fiscales	3 au 8 février 2021	1,0	1,0	0,0	2,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : « Prévisions et programmations des dépenses publiques »	7 - 11 décembre 2020	2,0	1,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la discipline et de l'allocation budgétaire à moyen terme	6 au 17 janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	BEAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Mise en place d'un cadre de coordination des émissions de titres d'Etat	Janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	BEAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Finalisation des nouvelles procédures et modes opératoires du Règlement des valeurs du Trésor	Juin 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion de dette publique	Burundi	Définir un plan de réformes pour la gestion de la dette publique	Etat des lieux des activités de gestion de la dette publique	Novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion de dette publique	Cameroun	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Amélioration des pratiques d'élaboration de titres publics	Septembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Cameroun	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Renforcement des pratiques de préparation et de mise en œuvre de la SDMT	Février 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Congo	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en mettant en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Renforcer la transparence de la dette	Novembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Gabon	Renforcer les capacités analytiques des gestionnaires de la dette en matière de viabilité de la dette	Séminaire régional conjoint AFC/SPR/Banque mondiale sur le cadre révisé de l'analyse de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu (AVD-PFR)	Juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Gestion de dette publique	Guinée équatoriale	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation sur les concepts de base en gestion de la dette et liens entre gestion de la dette et le budget	Mai 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Préparation du plan annuel de financement et renforcement des pratiques de prévision du service de la dette	Septembre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation sur la préparation et la mise en œuvre de la SDMT - Mission de suivi	Octobre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Augmentation de la capacité de financement sur le marché intérieur	Juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en aidant en la mise en place d'un cadre légal et institutionnel approprié	Renforcement des pratiques de prévision du service de la dette	Octobre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Préparation du plan annuel de financement	Fevrier 2021	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Le développement du marché intérieur des titres publics	Mars 2021	2,0	1,0	2,0	5,0
Gestion de dette publique	Tchad	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en mettant en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Mise en place des procédures pour la mise à jour ponctuelle de la base de données	Juillet 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Gestion de dette publique	Tchad	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique en mettant en place de bonnes pratiques d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Mise en place des procédures et de processus de suivi de la dette	Décembre 2020	1,0	1,0	2,0	4,0
Gestion des finances publiques-Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Budgétisation sensible au genre	Avril 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion des finances publiques-Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets ( Mise en place du cadre du réseau des comptables matières ) - A distance	22 - 28 juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Gestion des finances publiques-Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets ( Mise en place du cadre du réseau des comptables matières ) - Sur place	9 - 13 novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier de validation du projet de directive et du projet de guide de la comptabilité matières	Septembre 2020	1,5	1,0	2,0	4,5

**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion des finances publiques-Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2 - Participation aux séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Permanent	1,5	1,0	0,0	2,5
Gestion des finances publiques-Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Apprentissage entre pairs : Poursuite des travaux sur les Autorisations d'engagement et Crédits de paiement (AE/CP)	Aout 2020	1,5	0,0	0,0	1,5
Gestion des finances publiques-Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place des plans de passation de marchés (PPM) et plans d'engagement (PE) dans le système d'information	Aout 2020	1,5	2,0	4,0	7,5
Gestion des finances publiques-Budget	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	13 au 18 juillet 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Gestion des finances publiques-Budget	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - Sur place	23 - 27 Novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Apprentissage entre pairs : Revue qualité des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance	Novembre 2020	1,5	0,0	0,0	1,5
Gestion des finances publiques-Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - A distance	1er au 8 juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Gestion des finances publiques-Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - Sur place	5 - 9 octobre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les Affectations de recettes dans le Budget de l'Etat : Les Budgets annexes et les comptes spéciaux et les dépenses fiscales	3 au 8 février 2021	1,5	1,0	1,0	3,5
Gestion des finances publiques-Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les IPSAS	Novembre 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion des finances publiques-Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	15 - 22 Juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion des finances publiques-Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - Sur place	23 - 27 Novembre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Cameroun	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie	Janvier 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	Mai 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC 2 - Participation aux séminaires de renforcement des capacités organisés par la CEMAC	Permanent	1,0	2,0	1,0	4,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance	Septembre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Centrafricaine	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Octobre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Poursuite des travaux de fiabilisation de la gestion de trésorerie	Février 2021	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Décembre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les IPSAS	Novembre 2020	1,5	1,0	1,0	3,5

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Séminaire conjoint avec AFW1 sur les Affectations de recettes dans le Budget de l'Etat : Les Budgets annexes et les comptes spéciaux et les dépenses fiscales	3 au 8 février 2021	1,0	1,0	0,0	2,0
Gestion des finances publiques-Comptabilité	Tchad	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	Novembre 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Régulation et supervision bancaires	Burundi	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les banques - Rédaction d'une note méthodologique.	30 novembre - 11 décembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	RBM 1.4 - Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement.	Révision des normes relatives au classement des créances et à la couverture des pertes sur crédit attendues.	01 - 12 mars 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités pour le contrôle sur place de l'information comptable, financière et prudentielle des banques - Rédaction d'une note méthodologique.	19 - 30 avril 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit - Première partie - WAH.	18 - 22 mai 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit - Deuxième partie - WAH.	22 - 26 juin 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus de sanction des EC et des EMF.	05 - 09 octobre 2020	0,0	1,0	1,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Méthodologie de contrôle sur place des établissements de paiement.	21 - 25 septembre 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Méthodologie de contrôle sur place du risque de marché dans les établissements de crédit.	08 - 19 février 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	RBM 1.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau de la réglementation prudentielle applicable aux établissements spécialisés dans les services de paiement et de monnaie électronique - WAH.	24 août - 04 septembre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0



ANNEXE 8  
PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	RBM I.1 - Cadre réglementaire et prudentiel - Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales.	Formation opérationnelle à la supervision du risque informatique dans les établissements assujettis.	11 - 22 janvier 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Mise en œuvre de la campagne de notation des établissements assujettis au moyen du modèle de notation révisé.	29 mars - 09 avril 2021	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques.	WAH Mai - Juin 2020	1,0	0,0	4,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques (Suite).	09 - 20 novembre 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Renforcement des capacités concernant la régulation et la supervision du risque de liquidité et de financement dans le secteur bancaire, selon l'approche basée sur les risques.	26 - 30 octobre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Aout 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Assistance technique sur l'analyse des cas-limites (transactions et sectorisation).	Septembre 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Janvier 2021	2,0	0,0	2,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Juillet 2020	2,0	0,0	1,0	3,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui sur l'assurance qualité (exhaustivité) de l'enregistrement des transactions de l'Administration Centrale Budgétaire.	Juin 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires et à la sécurité sociale.	Juin 2020	2,0	2,0	2,0	6,0

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Novembre 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Février 2021	2,0	1,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur l'enregistrement des transactions de la Sécurité Sociale ainsi que selon la classification par fonction des administrations publiques (CFAP-COFOG).	Avril 2021	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires.	Juillet 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui à l'extension du champ de couverture des statistiques des finances publiques aux unités extrabudgétaires et à la sécurité sociale.	Mars 2021	2,0	1,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	AFRISTAT	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	20 au 24 avril 2021	1,5	1,0	0,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la retropolation et la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2016 conforme au SCN 2008	04 au 15 mai 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur l'élaboration des comptes financiers	23 novembre au 04 décembre 2020	1,5	2,0	1,0	4,5
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	04 au 15 mai 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	14 au 27 mai 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la production et dissémination des comptes nationaux trimestriels	04 au 15 mai 2020	1,5	0,0	2,0	3,5



**ANNEXE 8**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE**



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
					Prévues			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	23 novembre au 04 décembre 2020	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	27 mai au 05 juin 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au rattrapage des retards dans la production et la dissémination des comptes nationaux	27 juillet au 7 août 2020	1,5	2,0	2,0	5,5
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	08 au 19 juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	24 février au 09 mars 2021	1,5	0,0	2,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire de formation conjoint AFC/D4D sur les indicateurs de haute fréquence	02 au 06 novembre 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	08 au 12 juin 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à l'élaboration de la série des comptes nationaux rebasés (base 2017) selon le SCN 2008	05 au 09 octobre 2020	1,5	1,0	1,0	3,5
					<b>146,5</b>	<b>151,0</b>	<b>171,0</b>	<b>468,5</b>

**Note :** Le programme de travail 2021 en gestion de la dette publique est présenté ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international.